Une publication de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Q.I.

Courrier International

12
Troisième époque
août 2013 - année 4



ISRAËL ETAT ASSASSIN

POUR UNE PALESTINE UNIQUE, LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE ET NON RACISTE

Table des matières

Courrier International

N° 12 / Août 2014

Présentation



Un jeune Palestinien aux aguets dans un camp de réfugiés. Photo : Cartes postales de Ramallah.

Le Moyen-Orient est encore une fois une poudrière. Il y a d'un côté la nouvelle attaque sanglante israélienne contre la bande de Gaza et l'ensemble du peuple palestinien. D'autre part, il y a la division de fait de l'Irak en plusieurs Etats, avec des affrontements entre les différentes factions, et, dans ce cadre, la montée de l'organisation ultra islamiste de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL) qui domine une de ces parties.

La genèse de cette situation explosive est à chercher dans la polarisation créée par les contre-offensives dans différents secteurs – Israël ; le président égyptien, Al Sissi ; l'EIIL ; etc. –, afin de freiner et de vaincre le processus de lutte des peuples arabes, d'une part, et la résistance des masses à ces contre-offensives, d'autre part.

Une grande partie de ce numéro de Courrier International est donc dédiée à ces conflits. Il y a tout d'abord la situation en Palestine et en Israël. Nous cherchons à aborder la réalité sous différents angles à travers plusieurs articles : les raisons spécifiques à cette attaque ; l'origine et le caractère de l'Etat d'Israël comme enclave militaire de l'impérialisme au Moyen-Orient, source du conflit ; la situation des directions palestiniennes ; le refus de ce peuple d'être rayé de la carte et sa résistance ; et enfin, une analyse des raisons pour lesquelles nous revendiquons et proposons : « *Une seule Palestine, laïque, démocratique et non raciste* », le mot d'ordre fondateur de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1969.

Concernant l'Irak, nous analysons comment la défaite des Etats-Unis dans ce pays – et avec elle, celle du projet du « Siècle américain » de l'ancien président Bush – a laissé ce pays dans une situation d'extrême fragilité et en proie à ses contradictions ethniques, religieuses et sociales qui cherchent une solution au bout du fusil et du canon. Nous voyons aussi l'impact des combats pour le contrôle du pétrole dans le processus. Dans ce cadre, nous expliquons pourquoi nous considérons l'avancée de l'EIIL et la constitution de leur « califat » (qui couvre également des parties de la Syrie) comme « réactionnaire ». Enfin, nous soutenons la lutte du peuple kurde (la plus grande nationalité sans Etat propre dans le monde, actuellement dispersée dans quatre pays qui les oppriment), et revendiquons leur droit à former un Etat indépendant.

Nous consacrons également une section du journal au Brésil, à sa situation politique, économique et sociale après la tenue de la Coupe du Monde. Dans cet espace, nous mettons en évidence l'influence croissante de PSTU en tant qu'organisation d'avant-garde ; sa participation dans les luttes ; et ses propositions politiques et programmatiques, exprimées maintenant dans la campagne qui propose le dirigeant métallo José Maria de Almeida comme candidat à la présidence.

Enfin, nous présentons une partie de la vie et de l'histoire de la LIT-QI. Nous y incluons un article sur le 40e anniversaire du PST péruvien, expression d'une des réalisations les plus anciennes du courant moreniste. Nous incluons également une note sur l'intégration de la LPS du Sénégal dans notre Internationale, comme sa première organisation sur le continent africain. Et nous présentons le livre contenant les documents et les résolutions du 11e Congrès mondial de la LIT-QI.

L'éditeur

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).

4 €

Ed. resp. selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

Pour une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste

Alejandro Iturbe

Au moment où j'écris cet article, Israël vient de retirer ses troupes de la bande de Gaza après l'attaque sanglante qu'elle a menée, d'abord par de violents bombardements, puis par une invasion de troupes au sol, démontrant une fois de plus la nature agressive de cet Etat.



Les attaques ont causé la mort de plus de 1 800 Palestiniens et ce chiffre augmente de 50 tous les jours, sans compter les nombreux blessés. A cela s'ajoutent les 150 000 habitants de Gaza qui ont dû quitter leurs maisons pour échapper aux attaques. Selon l'ONU, 74 % des victimes sont des civils, parmi lesquels des personnes âgées, des femmes et des enfants.

Israël et les organisations sionistes internationales ont fait valoir qu'ils exerçaient leur « droit de légitime défense » contre le « terrorisme » et qu'ils n'attaquaient que des objectifs militaires de l'organisation du Hamas (qui gouverne la bande de Gaza).

Mais cet argument est doublement faux. Tout d'abord, historiquement, sur l'origine du conflit : l'usurpation violente de la terre palestinienne par des immigrants juifs européens a donné lieu à l'Etat d'Israël et ce furent par la suite de continuelles agressions contre les Palestiniens et les peuples arabes par Israël ; cela sera développé dans un autre article.

Ensuite, l'argument est faux, vu la nature même de cette attaque. Parmi les soi-disant « objectifs militaires » attaqués se trouvaient : un bar où les résidents de Gaza regardaient à la télévision un match de la Coupe du Monde 2014 ; l'hôpital Kamal Adwan ; des écoles de l'ONU ; et quatre enfants qui ont été tués par des bombes alors qu'ils jouaient au football sur la plage. Cela démontre une fois de plus le caractère génocidaire de l'Etat d'Israël !

Un contexte explosif

Les vraies raisons de cette nouvelle agression israélienne sont bien différentes. Nous pouvons mentionner la combinaison de trois éléments.

Le premier est le contexte de profonde instabilité régionale, depuis la défaite militaire des Etats Unis en Irak et en Afghanistan qui a fait dérailler le projet de Bush « du siècle américain ». Aujourd'hui, on parle du « syndrome d'Irak » – par analogie avec la situation après la défaite étasunienne au Vietnam (1975) –, ce qui empêche les Etats-Unis d'intervenir militairement dans la région, vu la réprobation de la population (et d'importants secteurs bourgeois) à une nouvelle aventure militaire.

A cela est venu s'ajouter par la suite le processus du « printemps arabe », qui a renversé les dictateurs en Tunisie, en Egypte, au Yémen et en Libye. La région est devenue une poudrière d'instabilité, avec une guerre civile en cours en Syrie (pays limitrophe d'Israël) et avec un Irak qui se déchire en plusieurs parties, une d'elles étant contrôlée par des ultrafondamentalistes islamiques de l'ISIS (avec aussi des zones en Syrie).

L'administration Obama, comme nous l'avons dit, n'a pas les mains libres pour une intervention militaire. Elle ne peut opérer qu'en s'appuyant sur l'une des fractions en conflit ou en cherchant à lancer des négociations et pactes qui pourraient y mettre fin ou les atténuer.

Dans ce contexte, le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu a décidé de ne pas rester passif et de donner une « démonstration de force » contre l'instabilité et les processus révolutionnaires qui l'entourent. Bien que vue de l'extérieur comme une attaque, l'intention est en fait défensive : montrer qu'il peut se défendre si la révolution prétendait franchir ses frontières.

Tout envoyer au diable !

L'impérialisme américain, accompagné par l'européen, a fait pression pour rouvrir des négociations avec les Palestiniens dans le cadre des « deux Etats », comme moyen de diminuer la tension entre Israël et la Palestine. Tel était le but des voyages du Secrétaire d'Etat, John Kerry, et du pape Francisco, ces derniers mois. Le récent accord entre les organisations Fatah et Hamas s'inscrit aussi dans cette perspective.

Mais Israël et le gouvernement Netanyahu ne veulent pas d'un miniEtat palestinien et ne veulent pas ouvrir ces négociations. Encore moins de voir le Hamas s'asseoir à la table des négociations. La récente attaque était donc

une manière de botter en touche toute possibilité de négociation immédiate.

L'impérialisme utilise, via l'administration Obama, une tactique politique différente de celle du gouvernement israélien, et les attaques israéliennes mettent en péril cette tactique et augmentent l'instabilité dans la région. Mais en même temps, les USA et l'impérialisme ne laissent pas tomber leur allié stratégique (leur seul « lieu sûr » au milieu d'un monde arabe de plus en plus instable). Sous prétexte d'appuyer ce « droit de défense » présumé, il a continué à lui envoyer des munitions et le laisse, une fois de plus, impuni pour les crimes accomplis.

La crise israélienne

Un troisième élément est le fait que la société israélienne traverse une crise profonde et une division qui brise l'« esprit national juif », sur base duquel Israël a été construit. Plus spécifiquement, une partie des fondateurs de l'Etat sioniste (les immigrants ashkénazes européens et leurs descendants) s'est « embourgeoisée » et ne semblent plus disposés à donner leur vie pour la cause.

Ce processus s'est vu lors de l'invasion du Liban en 2006 (première défaite dans l'histoire de l'armée israélienne) : des généraux préoccupés de vendre leurs investissements en actions, pendant qu'avaient lieu les réunions qui devaient décider de l'invasion, ou essayant d'obtenir que leurs enfants en service militaire ne soient pas envoyés au combat et restent à des postes administratifs. En outre, dans les mobilisations des « indignés » au cours des dernières années il y avait un secteur qui protestait contre la crise économique et l'inflation, ou le fait que de plus en plus de jeunes Israéliens, qui partent étudier à l'étranger, ne reviennent pas au pays. Bien que l'Etat d'Israël ne publie pas ces chiffres, ils sont en constante augmentation. Commencent également à apparaître, petit à petit, des jeunes qui refusent de faire leur service militaire (ou désertent), en opposition à l'action des forces armées sionistes.

L'avant-garde dans la défense d'Israël et dans l'attaque contre les Palestiniens est composée d'immigrants russes (beaucoup d'entre eux sont installés dans les colonies sur des terres volées de la Cisjordanie) et s'exprime politiquement via le parti



Au milieu des ruines, des petites filles palestiniennes fuyant les attaques israéliennes à Gaza.

d'extrême droite Yisrael Beytenu, dirigé par l'actuel ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, lui-même immigrant russe.

En ce sens, l'attaque était aussi une tentative de Netanyahu et de son gouvernement pour surmonter cette crise et retrouver l'esprit « d'unité nationale », comme toujours, par la guerre et l'agression contre les Palestiniens. Cet objectif semble avoir été atteint pour le moment : un sondage indique que 90 % des Juifs israéliens ont soutenu l'attaque (l'enquête ne comprend pas, bien sûr, les habitants arabes résidents dans le territoire d'Israël).

Le bilan

Du point de vue militaire, Israël – qui dispose d'armes ultramodernes et même de bombes nucléaires – avait toutes les conditions pour infliger une cuisante défaite au Hamas et aux Palestiniens dans la bande de Gaza, malgré le fait d'avoir subi cette fois le plus grand nombre de pertes humaines depuis l'invasion du Liban.

Quel a été l'objectif d'Israël avec cette attaque ? Donner seulement une leçon exemplaire ? Renverser le Hamas (et mettre à sa place une « force amie ») ne semble pas possible vu l'absence de remplaçant potentiel. Occuper militairement le territoire et maintenir un contrôle permanent avec des autorités israéliennes, comme il l'avait fait après la guerre de 1967, n'est pas non plus un moyen d'en sortir ; Israël avait dû se retirer, des années plus tard, après les soulèvements palestiniens connus sous le nom « Intifada » et les « Accords d'Oslo », avec une crise profonde dans ses forces armées. Il y a, bien sûr, la possibilité d'un génocide et d'une nouvelle expulsion massive de Palestiniens, ce qui ne déplairait pas à un grand nombre de sionistes. Mais cette solution est encore plus impossible aujourd'hui, dans l'actuel contexte international et régional.

Israël s'est donc vu pris dans un bourbier, sans aucune issue positive. Cela même s'est passé lors de son invasion précédente en 2008 – qui avait causé 1400 victimes palestiniennes – suite à laquelle Israël a dû se retirer, sans atteindre son objectif de renverser le Hamas. C'est-à-dire politiquement vaincu, bien qu'il affirme avoir atteint ses objectifs militaires.

L'isolement international

Le deuxième facteur qui a compliqué politiquement la situation d'Israël fut son isolement croissant au niveau international. Nous avons déjà mentionné que l'impérialisme, sans renoncer à son alliance et à un soutien stratégique, l'a poussé à se retirer de Gaza et à mettre fin aux attaques. C'est d'ailleurs pour cela que Kerry a de nouveau voyagé dans le pays. Obama et l'ONU ont appelé à un « cessez-le-feu » sans condition. Comme exemple de cet isolement international croissant (et de la nervosité que cela a provoqué dans le gouvernement Netanyahu), on peut citer les critiques sur l'attaque israélienne, manifestées par le gouvernement brésilien dirigé par Dilma Rousseff, et les réponses intempestives de fonctionnaires



« NON aux traités de libre-échange Mercosur-Israël ! »
Marche à Buenos Aires (Argentine) réclamant la rupture des accords commerciaux entre le Mercosur et Israël.

du secteur des Affaires étrangères d'Israël, malgré le fait que le Brésil soit toujours pour eux un allié.

D'autre part, en voyant à nouveau le caractère meurtrier de l'Etat sioniste, la solidarité avec les Palestiniens a grandi dans le monde entier, tout comme le rejet de la nouvelle agression. Sur les 5 continents, dans des dizaines de villes et de pays, de nombreuses manifestations de plus en plus massives furent organisées, depuis les Philippines, la Corée et la Malaisie en Asie jusqu'en Australie et en Afrique du Sud ; dans le monde arabe (Algérie, Tunisie, Jordanie, Bahreïn, etc.). En Cisjordanie, il y eut des manifestations dans les grandes villes comme Ramallah, Naplouse et Hébron, avec des milliers de gens dans les rues. Une d'entre elles se réalisa depuis le camp de réfugiés d'Al Amari jusqu'au check point qui le sépare de Jérusalem, avec plus de 30 000 Palestiniens, un chiffre jamais vu dans la région depuis 2005.

En Europe : en Irlande, en Ecosse, en Suède, dans plusieurs villes d'Angleterre (des manifestations très massives à Londres), en Espagne et en Italie, entre autres. En France, le gouvernement Hollande a interdit les manifestations, mais celles-ci ont quand même eu lieu, malgré la répression et les agressions des organisations sionistes. En Amérique du Nord, les manifestations se sont propagées dans plusieurs villes des Etats-Unis (celle de Chicago fut massive) et au Canada. A New York et ailleurs, une partie de la communauté juive s'est également mobilisée, y compris des juifs ultrareligieux.

En Amérique latine, les manifestations ont fait le tour du continent, de la Terre de Feu au Mexique, dont de nombreuses villes du Brésil, Uruguay, Chili, Bolivie, Colombie, Amérique centrale, etc. Dans plusieurs de ces manifestations sont intervenues et ont participé les organisations de la LIT-CI.

Même en Israël, il y eut des mobilisations conjointes de secteurs arabes et de juifs de gauche, dans les villes de Haïfa et de Jérusalem. Bien qu'assez réduites, elles furent plus nombreuses que lors de l'invasion de 2008.

La solidarité avec les Palestiniens et le rejet de l'agression a également touché le monde scientifique et culturel, avec des prises de position publiques de prestigieuses figures comme le rockeur Roger Waters, le physicien Stephen Hawking, l'acteur espagnol Javier Bardem, et l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano.

Nous appelons à redoubler d'efforts et à augmenter la campagne internationale pour isoler Israël et empêcher toute nouvelle agression. Il est également nécessaire d'exiger des actions concrètes des gouvernements, comme la rupture des relations diplomatiques et des accords commerciaux privilégiés (comme celui du Mercosur avec Israël) dans le cadre de la campagne que le BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) et d'autres organisations développent.

Ceci est particulièrement important dans le monde arabe. Le président égyptien Al Sissi a déclaré qu'il soutenait la cause palestinienne. Il faut donc exiger de lui que la frontière de l'Egypte avec Gaza soit ouverte sans condition pour permettre ainsi le passage d'armes au Hamas et à l'ensemble de la population de ce territoire, afin qu'ils puissent se défendre contre les attaques.

L'organisation libanaise du Hezbollah fut la seule qui ait vaincu militairement l'armée israélienne en 2006. Elle a maintenant déclaré sa volonté d'aider le Hamas à combattre Israël. Mais une partie importante de ses forces se trouvent en Syrie, défendant le dictateur Al Assad. Exigeons qu'ils quittent la Syrie et mettent toute leur puissance et expérience militaire pour combattre aux côtés des Palestiniens contre Israël.

Le dictateur syrien Al Assad a également déclaré qu'il soutenait les Palestiniens (et c'est une des principales raisons pour lesquelles une grande partie de la gauche internationale le défend). Mais aujourd'hui, la frontière entre son pays et l'Etat sioniste est considérée comme l'une des « plus calmes » par les Israéliens eux-mêmes. Exigeons qu'il cesse d'attaquer les « rebelles » syriens et les palestiniens du camp de Yarmouk et qu'il aide les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie à stopper l'agression israélienne !

Stop à l'agression israélienne !
Toute notre solidarité et notre soutien au peuple palestinien !
Pour une nouvelle Intifada soutenue par tous les peuples arabes !
Pour une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste !

Etat d'Israël

Une longue histoire d'usurpation et d'agressions

**Les médias occidentaux et pro-impérialistes essayent de montrer ce qui se passe comme le résultat de deux peuples de cultures différentes (Palestiniens et Juifs) qui « ne se reconnaissent pas » mutuellement et qui, pour cette raison, « ne peuvent vivre en paix ».
Ils se font ainsi l'écho des légendes créées par le sionisme et cachent le vrai caractère d'Israël comme enclave militaire impérialiste et agresseur permanent du peuple palestinien.**



*Des soldats du « Commando Golanim », la troupe d'élite de l'armée israélienne, se préparent à l'attaque.
Le nom de ce commando vient d'un groupe de soldats qui a arraché les hauteurs du Golan à la Syrie en 1967.*



Les légendes du sionisme

Pour comprendre l'actuelle « question palestinienne », il faut voir comment fut créé l'Etat d'Israël, en 1948, et ce que signifie sa création pour le peuple palestinien.

Le sionisme, le courant politico-idéologique fondé en Europe à la fin du 19e siècle et qui a mis en œuvre la création de l'Israël moderne, a basé son action sur une falsification historique primordiale : en Israël se sont rejoints « un peuple sans terre » (le peuple juif) et « une terre sans peuple » (la Palestine). Avec ce grand mensonge, l'émigration des juifs européens vers la Palestine fut encouragée et ils justifièrent ensuite les crimes cruels perpétrés par le sionisme pour « effacer » le peuple palestinien de l'histoire.

Au début du 20e siècle, la Palestine était une province dominée par l'Empire Turco-Ottoman. En 1917, 644 000 Palestiniens arabes et 56 000 juifs vivaient sur son territoire.[1] Cette même année, la *Déclaration de Balfour* fut signée entre les autorités britanniques et l'organisation sioniste européenne pour encourager et financer l'immigration de juifs vers la Palestine. Avec cet accord, se scella également une alliance stratégique entre le sionisme et les puissances impérialistes occidentales. Une alliance « évidente » selon le leader sioniste Chaim Weizmann, par la suite président d'Israël. A la fin de la Première Guerre mondiale, il garantit « *qu'une Palestine juive serait une sauvegarde pour l'Angleterre, en particulier en ce qui concerne le canal de Suez* ».[2]

Après la fin de la guerre et la défaite et le démembrement de l'Empire turc, la Société des Nations d'alors (prédécesseur de l'ONU) mit le territoire sous le *Mandat britannique de Palestine*. L'évolution de la population fut la suivante : en 1922, il y avait 663 000 Palestiniens et 84 000 juifs ; en 1931 y en avait respectivement 750 000 et 175 000.

Le sionisme obtint à une augmentation importante de la population juive, mais les Palestiniens arabes restaient largement en majorité.

Une usurpation violente et cruelle

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945), il y eut un changement important dans la situation des pays impérialistes : l'importance de l'Angleterre reculait, au profit des Etats-Unis qui apparurent incontestablement comme la puissance hégémonique.

Le contrôle du Moyen-Orient, où se trouvent les deux tiers des réserves mondiales de pétrole, avait une valeur stratégique. Pour cette raison, les Etats-Unis ne pouvaient plus se contenter du soutien des pétromonarchies alliées, comme l'Arabie Saoudite ; ils avaient besoin d'avoir une « base à eux », un solide point d'appui pour contrôler la région. Ce point d'appui serait l'Etat d'Israël.

Les juifs européens venaient de subir un atroce génocide des nazis et le monde en était horrifié à juste titre. Ce sentiment fut utilisé par l'impérialisme et les sionistes à leur avantage, étant donné que cela accéléra l'immigration de juifs européens vers la Palestine ; et les sionistes argumentèrent qu'ils luttaient pour la création d'un Etat où les juifs pourraient « vivre en paix » et « se remettre de leurs blessures ». Il subsistait cependant un problème : que faire avec le peuple palestinien qui vivait sur cette terre.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU, poussée par l'impérialisme étasunien, et avec le soutien de la bureaucratie stalinienne de l'URSS, vota une résolution qui recommandait la création de deux Etats en Palestine : un Etat juif (Israël) et une autre, arabe. Le territoire était occupé par 1 300 000 Palestiniens arabes et 600 000 Juifs, mais l'ONU concéda 52 % de la superficie à Israël et 48 % aux Palestiniens. Israël représentait donc dès sa création une usurpation et un vol, car les Palestiniens durent céder 52 % de leur territoire à une minorité qui, de plus, avait été artificiellement créée. Même dans le territoire cédé à Israël, les Palestiniens étaient majoritaires (950 000).

« Nettoyage ethnique »

L'usurpation légalisée par l'ONU ouvrit la voie à la terreur déchaînée par le sionisme qui réalisa, peu de jours après cette résolution, un « nettoyage ethnique » pour expulser les Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres ; nettoyage qui s'intensifia le jour suivant la création effective d'Israël (14 mai 1948), que les Palestiniens gardent en souvenir comme la *Nakba* (catastrophe).

Des organisations sionistes armées (comme Ergún, Haganah et Lehi) attaquèrent des centaines de populations palestiniennes. Ce qui advint dans le village de Deir Yassin (non loin de Jérusalem) le 9 avril 1948 est devenu un symbole : pour les expulser de leurs propriétés, presque 200 de ses 600 habitants furent assassinés (dont des personnes âgées, des femmes et des enfants). Six mois de « nettoyage ethnique » (avec la bienveillance de l'impérialisme et du stalinisme) eurent comme résultat qu'il ne restât plus que 138 000 Palestiniens sur le territoire israélien. Le reste avait été expulsé.

L'Etat israélien vota ensuite une loi selon laquelle les maisons et les terres des « absents » passeraient aux mains de l'Etat, qui les distribuerait à des citoyens israéliens « présents ». De cette manière, alors que les juifs ne possédaient, jusqu'en 1947, que 6 % des terres, en 1948, ils s'en étaient approprié 90 %. Avec la même méthode que celle utilisée à Deir Yassin, les sionistes et Israël s'emparèrent de 16 % du territoire, en plus des 52 % concédés par l'ONU.

Les Palestiniens expulsés partirent en exil dans les pays arabes (particulièrement la Jordanie, le Liban et le Syrie), ou dans des régions plus éloignées, comme les Etats-Unis ou l'Amérique latine. Ce peuple fut, et reste, ainsi divisé en trois secteurs : ceux qui vivent dans les frontières d'Israël, ceux qui vivent à Gaza et en Cisjordanie, et ceux qui partirent en exil. C'est ainsi que naquit la tragédie de ce peuple. C'est ainsi également qu'il commença la lutte pour récupérer son territoire historique.

Le caractère usurpateur et expansionniste d'Israël se maintint à travers les années, alors qu'il continua à occuper des territoires adjugés par l'ONU aux Palestiniens. C'est le cas des quartiers arabes de Jérusalem (dont les Palestiniens sont de plus en plus

Evolution de l'expansion d'Israël au cours des décennies. En gris, les zones contrôlées par les Palestiniens, et en blanc, celles contrôlées par Israël. D'une petite partie de territoire que les juifs palestiniens occupaient en 1946, Israël en est venu à dominer directement près de 80 % de la Palestine historique.

Terres palestiniennes et israéliennes en 1946 — Plan de division de l'ONU, 1947 — 1949-1967 — 2000

expulsés) ou des colonies qu'Israël installe en Cisjordanie (en volant les meilleures terres et les cours d'eau) et qu'il cherche à consolider avec le « mur de la honte » ; un mur qui isole ce territoire et le divise et le transforme en « gruyère ». C'est ainsi qu'Israël a augmenté sa superficie à l'intérieur de la Palestine historique.

Un agresseur permanent

Au cours de ces plus de soixante ans, la « question palestinienne » s'est de plus en plus aggravée. Plusieurs guerres entre Israël et les pays arabes (1948, 1956, 1967 et 1973) prirent fin sur une défaite arabe. C'est ainsi que s'est créée la légende de « l'invincibilité d'Israël » qui dominera toute la période qui a suivi.

Après la guerre de 1967, Israël occupa des territoires adjugés aux Palestiniens et jusqu'alors sous administration égyptienne (Gaza) et jordanienne (Cisjordanie). En 1993 se créa l'Autorité nationale palestinienne (ANP) dans les territoires occupés, comme résultat des Accords d'Oslo, signés entre l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) et Israël. Ces accords divisèrent cette partie de la Palestine en zones : la zone A, sous administration de l'ANP, sans autonomie de fait, comme « gérant de l'occupation » ; la zone B, sous contrôle d'Israël et sous administration de l'ANP ; et zone C, sous contrôle militaire israélien. Ce sont des espèces de *Bantoustans*, dans le style de l'apartheid sud-africain, et dont le gouvernement était exercé par l'organisation Al Fatah.

En 2006, le Hamas gagna les élections de l'ANP et, après s'être affronté militairement avec le gouvernement de Mahmoud Abbas et d'Al Fatah – en réalité, un coup d'Etat appuyé par Israël –, il conserva seulement le contrôle de la bande de Gaza.[3] Israël ne reconnut jamais le gouvernement du Hamas, qu'elle caractérise comme une « organisation terroriste », et elle a agressé la *Bande de Gaza* de manière permanente, avec un siège qui bloque l'entrée de matériaux et de provisions, et avec de sanglantes attaques, comme celles de 2008 et celle d'aujourd'hui.

Israël mena, en outre, plusieurs invasions au Liban au cours de ces années (1978, 1982 et 2006). Les deux premières visaient à attaquer les campements de réfugiés palestiniens dans ce pays. En 1982, la Phalange libanaise, un groupe d'ultra droite appuyé par les Israéliens, réalisa les massacres tristement célèbres dans les campements de Sabra et Chatila, dans Beyrouth Ouest. L'invasion de 2006 fut menée pour attaquer le Hezbollah, et elle prit fin avec la première défaite claire dans l'histoire de l'armée israélienne, ce qui, de fait, mis fin au mythe de son « invincibilité ».



Des filles israéliennes écrivent des messages sur les bombes qui seront lancées sur les Palestiniens.

Une société raciste et militariste

Israël est né comme une enclave coloniale militaire installée en Palestine pour défendre les intérêts de l'impérialisme dans des territoires stratégiques.

Sa création se base sur la « transplantation » d'une population externe à la région – les immigrants juifs – et le nettoyage ethnique du peuple palestinien qui y vivait. Ce caractère artificiel s'est accentué avec le temps, par les immigrations postérieures à 1948. Par la *Loi du Retour*, n'importe quel juif qui commence à résider en Israël acquiert automatiquement la citoyenneté israélienne et ses privilèges, même s'il n'a aucun lien antérieur avec la Palestine, alors que ce droit est nié aux Arabes, même s'ils sont descendants des Palestiniens expulsés.

Après la chute de l'URSS en 1990, l'immigration de plus d'un million de juifs russe fut promue. Ces immigrants sont aujourd'hui le fer de lance de la colonisation et du vol de terres en Cisjordanie, et la base des organisations de l'extrême droite israélienne, telles que *Yisrael Beytenu*, le parti d'Avigdor Lieberman, actuel ministre des Relations extérieures.

L'essence nationale des juifs installés en Palestine et de leurs descendants est donc celle d'une population étrangère qui s'approprie les terres des natifs et exerce un rôle oppresseur au service de son impérialisme. Cette population acquiert ainsi un caractère raciste et militariste. Le *lien commun*, qui lie tous les citoyens israéliens juifs, est le fait qu'ils savent qu'ils vivent de l'une ou l'autre manière de l'usurpation de la terre d'un autre peuple et de l'appui qu'ils reçoivent de l'impérialisme pour jouer le rôle de « chien de garde » dans la région. Ils savent que les peuples arabes sont leurs victimes, et ils ont peur que ces peuples s'unissent et les expulsent. Pour cette raison, la principale cohésion de cette société raciste, violente et militariste est la peur d'un « ennemi commun ».

Sur pied de guerre

Pour défendre ce caractère de l'Etat sioniste, la population israélienne vit constamment sur pied de guerre. Dès ses 18 ans, tout citoyen ou citoyenne israélienne fait un service militaire obligatoire, de trois ans pour les hommes et deux ans pour les femmes. Ils restent ensuite *réservistes* jusqu'à leurs 50 ans, avec un mois d'entraînement chaque année. Il s'agit d'une population éduquée pour être toujours au service de l'armée.

Ce caractère a également une base économique. En essence, Israël peut se définir comme une grande base militaire de l'impérialisme, dans laquelle vivent également les familles des soldats et où se déroulent certaines activités productives d'appui. Mais le centre



Les avions israéliens modernes qui bombardent la Bande de Gaza.

de son fonctionnement est clairement la guerre et la production d'armements.

Selon des critères « normaux », l'Etat israélien aurait un déficit budgétaire chronique. La balance commerciale est également déficitaire de presque 10 milliards de dollars par an. Ces « trous » sont couverts par des fonds de l'extérieur : les Etats-Unis y envoient *officiellement* 3 milliards de dollars de subsides par an, auxquels il faut ajouter 2 milliards qu'ils envoient à ce pays sous d'autres rubriques, et cela, sans compter les fonds envoyés par les organisations sionistes du monde entier.

En même temps, la production d'armement et de technologie militaire et de sécurité est la principale activité économique du pays depuis des années. Et elle n'alimente pas seulement les besoins propres du pays. Les armes et la technologie militaire représentent près de 40 % des exportations du pays. Malgré la taille réduite de sa population, Israël est aujourd'hui le cinquième exportateur de produits militaires dans le monde. (Ils sont déguisés sous le nom de « produits de haute technologie » dans les statistiques officielles du pays.)

En d'autres termes, la majorité de la population israélienne vit directement ou indirectement du budget pour la guerre et de la fabrication d'armes.

De plus en plus à droite

Ce « caractère génétique » de la société et de l'Etat israéliens explique pourquoi la vie politique est en train d'abandonner le vernis « progressiste », pour ne pas dire « socialiste », avec lequel cet Etat a tenté de se « vêtir » dans les premières décennies de son existence. Cet Etat est en train de tourner ouvertement à droite, vers la prédominance des expressions claires de racisme et de militarisme. Alors que, dans les premières décennies d'existence d'Israël, le gouvernement était aux mains du parti travailliste (qui se revendiquait de la social-démocratie), actuellement, ce sont des formations de droite, comme le Likud de Netanyahu, allié à l'extrême droite de Lieberman, qui dominent.

La défaite militaire au Liban, en 2006, et les difficultés rencontrées pour soumettre Gaza ont comme conséquences une droitisation encore plus importante de la vie politique. Il suffit de voir les déclarations de la jeune députée Ayelet Haked, du parti Foyer juif, qui demande de tuer toutes les mères palestiniennes pour que ne naissent plus d'autres « terroristes » ; ou l'image des enfants israéliens, écrivant des messages sur les bombes qui seront lancées sur Gaza.

Il faut détruire cet Etat

Dans un autre article de ce numéro, nous revendiquons la proposition de la construction d'une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste sur tout son territoire historique, comme seule vraie solution aux conflits dans la région. Mais cette solution implique obligatoirement la destruction de l'Etat d'Israël.

Il n'y aura pas de paix en Palestine, tant que l'agresseur permanent ne sera pas mis définitivement en déroute et détruit. C'est-à-dire tant que le cancer impérialiste qui ronge la région ne sera pas extirpé de manière définitive. Telle fut par exemple la lutte contre la domination française en Algérie et ses colons, ou la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Nous appelons les travailleurs et le peuple juif à se joindre à cette lutte contre l'Etat raciste et gendarme d'Israël. Nous devons cependant être conscients que, par le caractère de la population juive israélienne que nous avons analysé – de défenseur du sionisme –, le plus probable est que seule une petite minorité accepte cette proposition, tandis que la grande majorité d'entre eux défendra bec et ongles « son Etat » et ses privilèges et que dès lors, nous devrons lutter contre eux jusqu'au bout.

____

1 Les données de cet article concernant la population sont extraites du livre *L'Histoire cachée du sionisme*, de Ralph Schoenman (1988).

2 Nathan Weinstock, *Zionism, false messiah*

3 Voir l'article sur les directions palestiniennes dans ce numéro (p. 9).



Avigdor Lieberman, ministre des Relations extérieures d'Israël et principal représentant de l'extrême droite à travers son parti, Yisrael Beytenu.

Les directions palestiniennes

Les deux principales organisations des territoires palestiniens sont sans doute le Fatah (qui détient la présidence de l'ANP et qui gouverne la Cisjordanie) et le Hamas (qui gouverne la Bande de Gaza). Ces organisations ont des origines et des trajectoires différentes. Elles se sont affrontées en plusieurs occasions. Cependant, récemment, elles viennent de conclure une « réconciliation ». Voyons leurs trajectoires, le contenu de cette « réconciliation », son incidence sur la question de la direction du peuple palestinien, ainsi que l'impact de l'attaque actuelle d'Israël dans ce processus.



Mahmoud Abbas, président de l'ANP et principal dirigeant de l'OLP, et Ismail Haniyeh du Hamas, après avoir signé la réconciliation entre les deux organisations.

Le Fatah

Cette organisation fut fondée en 1959 par Yasser Arafat et d'autres membres de la diaspora palestinienne, actuellement en Egypte. Arafat avait intégré l'armée égyptienne pendant la crise du canal de Suez, en 1956. Le Fatah est l'acronyme de « Mouvement national de Libération de la Palestine » ; son idéologie et son programme s'inscrivaient dans la cadre du nationalisme bourgeois croissant dans le monde arabe, dont la figure principale était le leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Dans les années 1960, le Fatah radicalise ses positions et, avec d'autres organisations, fonde l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), intégrée par toutes les organisations politiques du peuple. Sa composante principale était le Fatah, et Yasser Arafat devint le leader de l'OLP.

Le programme de l'OLP

A cette époque, l'OLP, le Fatah et Arafat eurent deux grands mérites, au-delà des limitations profondes qu'ils avaient de par leur caractère nationaliste bourgeois. Le premier fut de réussir à ce que la « question palestinienne » devienne l'une des questions principales de la politique mondiale. Le second fut que le point central du programme voté fut la conquête d'une *Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste* sur tout le territoire de ce qui avait été le Mandat britannique. La proposition touchait plusieurs questions centrales, dont le refus des « deux Etats », parce que cela signifiait la reconnaissance et l'acceptation de l'usurpation et le vol légalisé par la résolution de l'ONU de 1947.

Elle exprimait le droit de retour de ceux qui avaient été expulsés de leurs terres et de leur propriété, et la récupération de celles-ci.

Vu qu'à partir du retour des Palestiniens, ceux-ci formeraient une claire majorité, on signalait que tous les juifs israéliens qui souhaitaient rester et vivre en paix pourraient le faire, en jouissant de droits égaux (le caractère « démocratique » et « non raciste » de l'Etat proposé).

La construction de cette nouvelle Palestine impliquait nécessairement de détruire l'Etat d'Israël, puisque, de par son caractère, tant que celui-ci existerait, cette solution était impossible.

Impulser la lutte armée pour mettre ce programme en avant. Cette proposition était la seule vraie solution à la « question palestinienne ». A son époque, elle gagna l'appui de quasi toute la gauche, y compris le courant d'où est issue la LIT-QI. Aujourd'hui, elle a malheureusement été abandonnée, tant par l'OLP que par le Fatah, comme par la majorité de la gauche, qui ont capitulé face à Israël et à l'impérialisme. La LIT-QI, par contre, continue de la revendiquer à fond et la maintient comme sa proposition centrale face à la « question palestinienne ».[1]

Les Accords d'Oslo et l'ANP

A la fin des années 1970, l'impérialisme américain adopta une politique de cooptation des directions nationalistes bourgeoises du Moyen-Orient, qui commencèrent à capituler. Une étape centrale de ce processus survint en Egypte, après la mort de Gamal Abdel Nasser en 1970. En 1979, son successeur, Anwar Sadat, signa avec les Etats-Unis et Israël l'*Accord de Camp David*, par lequel il reconnut Israël et mit fin à la lutte contre celui-ci. Hosni Mubarak approfondit cette politique et transforma l'Egypte en une pièce clé de la politique de l'impérialisme et d'Israël contre les territoires palestiniens.

Ce revirement réactionnaire des gouvernements égyptiens fut accompagné, quelques années plus tard, par

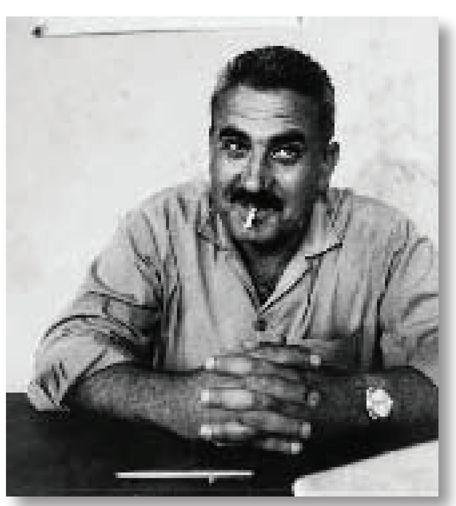
Yasser Arafat et la direction de l'OLP qui, expulsés du Liban, s'établirent alors en Tunisie. En 1993, Arafat signa avec les Etats-Unis et Israël les *Accords d'Oslo*, par lesquels il reconnaissait Israël et abandonnait la lutte pour sa destruction.

Autrement dit, l'OLP mettait de côté son programme fondateur. En échange, il reçut la promesse de la création d'un futur miniEtat palestinien, à l'intérieur des frontières étroites de Gaza et de Cisjordanie, par la suite de plus en plus réduites par l'installation des colonies juives.

L'ANP

Ce qui est sûr, c'est que même cette promesse ne fut pas tenue. Concrètement, en échange de sa trahison, la direction de l'OLP et du Fatah obtinrent la formation de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. L'ANP est, en réalité, une administration coloniale avec des pouvoirs très limités (similaires aux « bantoustans » de l'époque de l'apartheid sud-africain), sous contrôle israélien, et liée par une profonde dépendance financière d'Israël et de l'aide extérieure.

Pour comprendre la politique de création de l'ANP de la part de l'impérialisme et d'Israël, il faut se rappeler que la première intifada avait éclaté en 1987, une rébellion de la jeunesse palestinienne des territoires occupés par Israël, qui affrontait les armes et les tanks israéliens avec des pierres. Malgré la répression féroce, Israël ne parvint pas à en finir avec elle, et on décela même des éléments de crise à la base de l'armée sioniste. C'étaient des signaux clairs du fait que la politique d'occupation directe des territoires palestiniens avait atteint sa limite.



George Habash, fondateur du Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP).



Yasser Arafat, fondateur du Fatah et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Pour sa part, à partir du moment où il commença à contrôler l'ANP, le Fatah cessa d'être le courant qui exprimait majoritairement la lutte du peuple palestinien contre Israël. Sa direction et ses principaux cadres se transformèrent en une bourgeoisie corrompue, vivant du pillage des fonds de l'ANP. Pire encore, ils devinrent les agents coloniaux d'Israël et de l'impérialisme, les complices de la répression du peuple palestinien, à travers la police de l'ANP. Ce processus avait déjà commencé avec Yasser Arafat, mais il s'accéléra encore davantage après l'assassinat de ce dernier et son remplacement par Mahmoud Abbas.

Les courants de la gauche de l'OLP

D'autres organisations comme le Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), qui revendiquaient le marxisme-léninisme et se situaient plus à gauche que le Fatah, participèrent également à la fondation de l'OLP

Le FPLP, fondé en 1967 par George Habash, revendique toujours la destruction d'Israël et maintient la consigne fondatrice de l'OLP ; et il continue à s'opposer aux Accords d'Oslo. Cependant, dans les faits, cela reste au niveau du discours, étant donné qu'il se maintient à l'intérieur de l'OLP et qu'il poursuit son alliance avec le Fatah, puisque sa politique concrète accompagne le virage à droite du Fatah, l'existence de l'ANP et le maintien en vigueur des Accords d'Oslo. En outre, il s'est opposé au processus de lutte du « printemps arabe » et caractérise le renversement de Kadafi en Libye et la lutte contre Assad en Syrie comme des « agressions impérialistes ».

Le FDLP fut fondé en 1967 par Nayef Hawatmeh comme une rupture du FPLP. Depuis la deuxième partie des années 1970, il commença à appuyer l'initiative du Fatah et de la majorité de l'OLP de créer l'ANP à Gaza et en Cisjordanie. Il eut une certaine participation dans la seconde intifada (2000) et il intervint dans les élections de l'ANP et agit également depuis l'exil. Dans la pratique, il ne revendique plus la destruction d'Israël, ni la récupération de tout le territoire palestinien. Dans ses déclarations concernant l'attaque actuelle, bien qu'il soutient la résistance palestinienne, il revendique la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, et il appelle à « activer le statut de membre de la Palestine à l'ONU et au sein des autres organisations internationales », soit une politique qui suit comme une ombre celle du Fatah et de Mahmoud Abbas.

Le Hamas entre en scène

La trahison des directions nationalistes bourgeoises, ajoutée à la naissance du régime des ayatollahs en Iran après la révolution de 1979, a permis que cet espace politique au sein du monde arabe soit occupé par les courants islamistes fondamentalistes, comme le régime iranien lui-même et le Hezbollah au Liban, qui maintiennent la destruction d'Israël dans leur programme. Dans les territoires

palestiniens, un espace s'est ouvert pour la croissance du Hamas (acronyme du Mouvement de la Résistance Islamique), une organisation fondée en 1987 et liée aux Frères musulmans égyptiens.

Le recul du poids du Fatah (et les deux intifadas) s'exprima dans le triomphe du Hamas lors des élections de l'ANP en 2006. Ce fait mena à un affrontement entre les deux organisations et à un coup d'Etat de Mahmoud Abbas (soutenu par Israël), qui garda son contrôle sur la Cisjordanie. Mais le putsch fut mis en déroute dans la Bande de Gaza qui continua à être contrôlée par le Hamas. Depuis lors, Israël « bloque » ce territoire et lance des attaques continues pour déloger le Hamas du pouvoir, ce qu'il n'a pas encore réussi à obtenir. Face à ces attaques, nous défendons la Bande de Gaza et le Hamas de manière inconditionnelle.

Cette organisation a maintenu son prestige en raison des attaques permanentes d'Israël et de sa résistance à ces attaques. Par ailleurs, elle n'a jamais retiré de son programme la nécessité de détruire Israël et de récupérer la Palestine. Cependant, à l'intérieur de la Bande de Gaza, elle a réprimé et persécuté ses opposants, y compris ceux qui s'opposent à Israël et à Abbas. De plus, elle eut une attitude contraire à la révolution égyptienne, allant jusqu'à freiner et réprimer les mobilisations qui essayèrent de s'organiser à Gaza, en soutien à cette révolution.

La réconciliation entre le Fatah et le Hamas

Bien qu'ils se soient affrontés en plusieurs occasions, le Hamas a toujours eu une politique conciliatrice envers le Fatah et Abbas, les appelant à « l'unité ». C'est là la signification de la récente réconciliation, par laquelle le Hamas accepte que le gouvernement de Mahmoud Abbas continue de diriger l'ANP et de négocier des accords de sécurité avec Israël. Dans les faits, ceci signifie aussi l'acceptation de la politique des « deux Etats » par le Hamas, et donc une capitulation.

L'accord entre le Fatah et le Hamas serait alors une manière de montrer à l'impérialisme qu'il existe une direction palestinienne (avec un « front uni » des principales organisations) capable de contrôler le processus dans les territoires et de gouverner un miniEtat palestinien.



Combattants du Hamas (archives Reuters)

Avec cette politique, les directions de ces organisations expriment simplement les intérêts des secteurs bourgeois de Cisjordanie et de Gaza, pour qui la création d'un miniEtat palestinien pourrait apporter quelques bénéfices. Mais ils le font en sacrifiant d'autres secteurs palestiniens, en particulier les exilés, qui perdraient ainsi toute possibilité de retour.

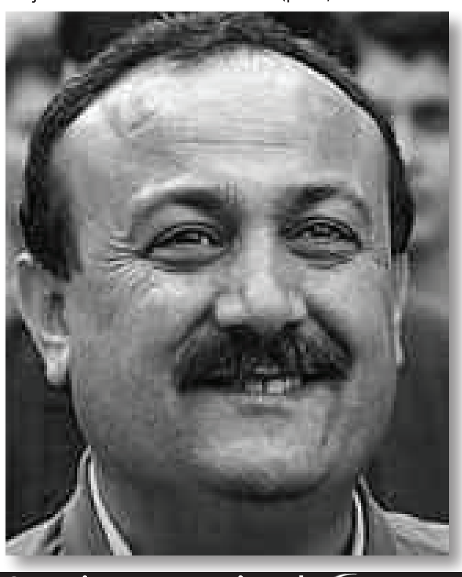
L'impact de la révolution arable

Dans ce cadre, la révolution arabe a eu un impact sur le peuple palestinien, surtout sur la jeunesse, puisqu'elle a montré aux jeunes et à l'avant-garde qu'il était possible d'organiser ces mobilisations de manière indépendante des vieilles organisations politiques laïques et islamistes qui appellent au « calme » et à la « négociation », voire même contraire à elles. Une nouvelle génération de jeunes activistes palestiniens (surtout en exil) a commencé à faire ses premiers pas, comme on l'a vu avec les actions de manifestations et d'incursions aux frontières israéliennes menées par des jeunes depuis plusieurs pays voisins en 2011.

De nouveaux réseaux et organisations sont apparus, avec de sévères critiques aux directions historiques. Ceux-ci sont la base sur laquelle il est possible de construire une nouvelle direction palestinienne, qui soit une alternative aux vieux dirigeants et organisations, responsables de tant d'années de défaites et de frustrations. Face à la trahison du Fatah et à la capitulation du Hamas, l'émergence de nouvelles directions combatives, basées sur les nouvelles générations de jeunes (tant dans les territoires qu'en exil), de plus en plus éloignées des vieilles organisations, et qui n'abandonnent pas les mots d'ordre historiques, sera nécessaire. Pour mener à bien la tâche historique de récupérer le territoire palestinien et de réaliser la tâche fixée à la fondation de l'OLP, pour impulser, par la lutte et avec l'appui des peuples arabes, une nouvelle intifada qui fasse de ces revendications une réalité.

____

1 Voir l'article qui suit dans ce numéro : Pourquoi l'OLP et la majorité de la gauche acceptent-ils aujourd'hui « les deux Etats »' ? (p. 12)



Marwan Barghouti, leader de l'aile gauche du Fatah. En 2004, il fut condamné à la prison à perpétuité par Israël.

Pourquoi l'OLP et la majorité de la gauche acceptent-ils maintenant les « deux Etats » ?

L'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) a été fondée en 1969 autour d'un programme dont le mot d'ordre principal était : Pour une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste dans tout son territoire historique. Cela signifiait également la destruction de l'Etat sioniste. Cette proposition a reçu le soutien massif du peuple palestinien et fut également soutenue par presque toutes les organisations de gauche au niveau mondial. Parmi celles-ci, les courants préalables à l'actuelle LIT, qui la considéraient comme la seule véritable solution à la situation dans la région.

Cependant, aujourd'hui, tant l'OLP que le Fatah l'ont abandonnée et, suivant leur exemple, la plupart des courants de gauche ont fait de même.

Seuls la LIT et un petit nombre d'organisations provenant du courant de Moreno maintiennent cette position. D'autres organisations – comme le Hamas ou le Hezbollah – ont gardé dans leur programme la consigne de destruction de l'Etat d'Israël, mais leur proposition est de construire un Etat islamique dans une Palestine unifiée.

Voyons, d'abord, pourquoi il faut défendre ce mot d'ordre au lieu de la proposition de « deux Etats » (ou « contre l'Etat islamique »). Et ensuite, nous verrons pourquoi la plupart des organisations l'ont abandonnée.

Le caractère du mot d'ordre

Commençons par noter qu'il ne s'agit pas d'une consigne « socialiste », mais bien démocratique et très progressiste, car elle exprime de manière résumée le sentiment de millions de Palestiniens (à la fois ceux qui vivent dans les territoires, en Israël ou en exil) et pour laquelle ils étaient prêts à se mobiliser et se battre et le sont toujours.

C'est une consigne profondément démocratique, et en ce sens opposée à celle d'« Etat théocratique » proposée par le Hamas et le Hezbollah. Ce type d'Etat étant, au contraire, répressif et oppressif, en particulier pour les femmes, comme le démontre la réalité en Iran (gouvernée par les ayatollahs depuis 35 ans), le dernier régime des talibans en Afghanistan, ou le « califat » de l'EI en Irak.

Nous clarifions que nous respectons la religion musulmane et sa culture, pratiquées par des centaines de millions de personnes, qui a montré par le passé beaucoup de tolérance envers les autres religions et cultures, comme les juifs et les chrétiens. Ce que nous affirmons est que ces Etats théocratiques, fondés sur l'interprétation extrême du Coran, conduisent inévitablement à l'oppression et à la répression.

Certains courants politiques, comme le PTS d'Argentine, proposent la construction d'une Palestine socialiste, comme tâche immédiate. Cette formulation nous semble erronée, car ce n'est pas la consigne autour de laquelle le peuple palestinien se mobilise. C'est cette mobilisation de masse qui peut ouvrir la voie à la révolution ouvrière socialiste, en tant que tâche stratégique. Mais la proposer aujourd'hui comme tâche immédiate, c'est l'opposer à la lutte concrète ; et cela est propagandiste et sectaire. Ce serait comme s'être opposé à lutter pour l'indépendance de l'Algérie face à la France (dans les décennies 1950 et 1960) avec le mot d'ordre d'une « Algérie Socialiste ». Agir ainsi, c'est se placer en porte-à-faux « des processus qui courent dans les veines des masses », comme disait Trotsky.

La fausse solution de « deux Etats »

L'impérialisme américain et les Nations Unies estiment que la seule solution aux affrontements entre Palestiniens et Israéliens est celle de « deux peuples, deux Etats » (un Etat



Un soldat israélien agresse un jeune Palestinien non armé.

juif – Israël – et l'autre palestinien). Et ils reçoivent le soutien du Pape François.

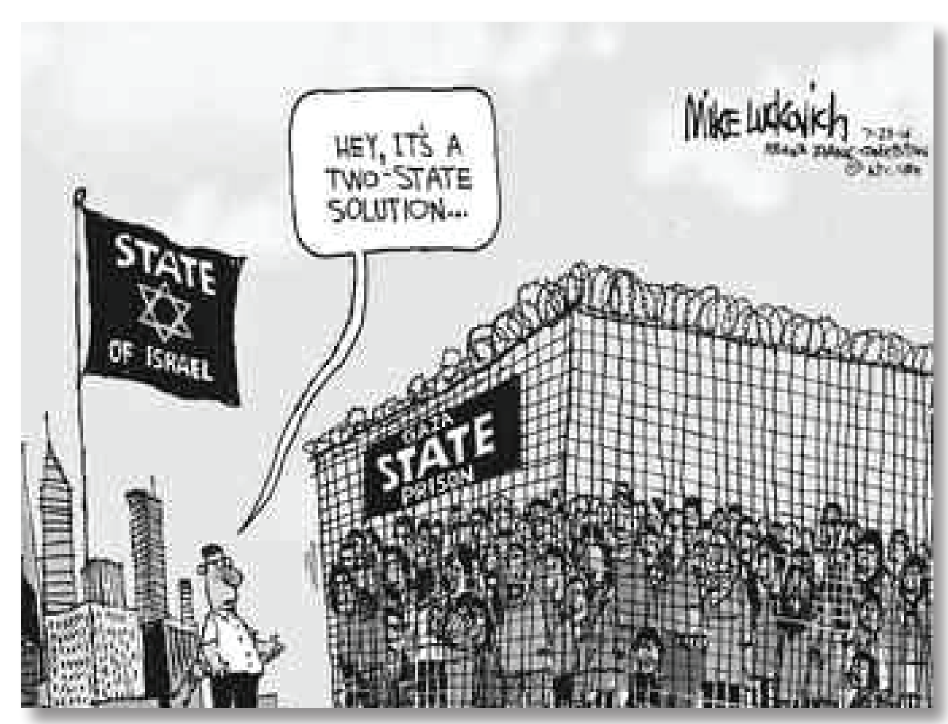
Nous affirmons que cette proposition n'est pas seulement une fausse solution, mais bien un piège. Tout d'abord, cette proposition n'est rien d'autre que la continuation de la résolution de l'ONU de 1947 et revient à légaliser internationalement l'appropriation et l'usurpation à l'origine de la création d'Israël, même si elle était adoptée sur la base des frontières antérieures à la guerre de 1967 (c'est-à-dire 67 % du territoire pour Israël).

Deuxièmement, le peuple palestinien serait définitivement divisé en trois secteurs. Le premier, plus de quatre millions d'habitants de Gaza et de Cisjordanie – dans le futur mini-Etat « indépendant » – devraient vivre dans un pays fragmenté, sans aucune indépendance économique viable, sans armée et avec ses frontières surveillées par des troupes de l'OTAN. Le second, un million et demi de Palestiniens vivant en Israël, seraient condamnés à supporter, de plus en plus isolés, les attaques des gouvernements israéliens qui veulent effacer son histoire et sa mémoire, et même les expulser directement ou les laisser dans des conditions insoutenables, comme c'est déjà le cas actuellement avec ceux qui vivent à Jérusalem-Est. Enfin, les cinq millions de Palestiniens vivant en dehors de la Palestine verraient définitivement annulé leur droit au retour, puisque leurs terres resteraient sous pouvoir israélien et qu'il n'y a plus de place dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie pour eux.

Et en même temps, le mini-Etat palestinien devrait coexister avec le mastodonte militaire sioniste à ses côtés et son besoin constant d'agressions pour auto-justifier son existence. Comme indiqué dans un autre article, il ne pourra y avoir de paix dans la région tant que ce cancer ne sera pas extirpé. Il n'y a aucune possibilité d'un Etat d'Israël « démocratique et tolérant », tel que proposé par le courant trotskyste connu sous le nom Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO).

Qui peut mener à bien la tâche ?

Un autre point de débat est de savoir qui est le « sujet social », c'est à dire, les forces sociales qui peuvent effectuer cette tâche historique. Certains courants politiques (comme le CIO cité plus haut) prétendent que cela doit être un effort conjoint entre les Palestiniens et les « secteurs démocratiques » et le prolétariat d'Israël.



Un humoriste étasunien ironise sur le vrai sens de la solution des « deux Etats ».

Mais cette proposition se heurte à la réalité de ce qu'est la population israélienne. Comme analysée dans un autre article, la « condition nationale » des juifs installés en Palestine et de leurs descendants est celle d'une population étrangère qui s'approprie les terres des autochtones et exerce un rôle d'oppresseur au service de son impérialisme. Elle acquiert alors un caractère raciste et militariste, prête à tout pour défendre ses privilèges. Seule une petite minorité veut la paix et, en son sein, très peu sont prêts à soutenir la lutte du peuple palestinien. En ce sens, il est impossible de « démocratiser » Israël.

Donc, pour nous, le protagoniste central de la tâche est essentiellement le peuple palestinien, et avec elle, les masses du monde arabe et musulman. La récupération de la Palestine est l'une des tâches centrales de la révolution dans le monde arabe, et c'est dans ce contexte qu'il y a des possibilités d'y arriver.

Pourquoi ont-ils abandonné ce mot d'ordre ?

Le Fatah et l'OLP ont abandonné ce mot d'ordre en 1990 : avec la signature des Accords d'Oslo, ils ont reconnu Israël et mis fin à la lutte contre cet Etat. Ce fut une véritable trahison au peuple palestinien, en échange de l'administration de miettes, par l'ANP.

La majorité de la gauche mondiale (le courant castro-chaviste, d'autres vestiges du stalinisme et certains secteurs provenant du trotskisme) a suivi cette ligne au pied de la lettre et s'est mise à soutenir la politique des « deux Etats ».

Cela fait partie de ce que nous avons appelé le « déluge opportuniste » qui a balayé toute la gauche au cours des dernières décennies après la chute de l'URSS et des Etats du « socialisme réel ». Une grande partie de la gauche a abandonné la lutte révolutionnaire pour le socialisme et l'a remplacé par des tentatives de « réformer » ou d'« humaniser » le capitalisme. Un peu comme vouloir transformer un lion en végétarien.

Dans le cas de la Palestine, l'appui à la proposition de « deux Etats » (au-delà des bonnes intentions que peuvent avoir certains de ses partisans) signifie une capitulation devant l'impérialisme, et en même temps, une capitulation devant Israël.

Pour notre part, nous continuons et continuerons à défendre la tâche combinée de la construction d'une Palestine unifiée et la destruction de l'Etat sioniste. Au-delà des apparences, nous ne sommes pas seuls dans cette position : nous la partageons avec des millions de Palestiniens, en particulier la jeune génération.

« En marche vers la troisième Intifada »



Un entretien avec Soraya Misleh, journaliste palestino-brésilienne, participante au Front pour la Défense du peuple palestinien à São Paulo, au Brésil. Soraya se trouvait dans la région en mai 2011 pour réaliser des activités de solidarité, mais les autorités d'occupation israéliennes l'ont empêché d'entrer en territoire palestinien. Elle est restée quelques jours en Jordanie, où elle se trouvait quand eurent lieu les manifestations pour le droit au retour des Palestiniens, lors de l'anniversaire de la Nakba. Ces manifestations ont affronté la police et l'armée sioniste, à la frontière. Nous reproduisons ici ses impressions sur le mouvement.

Courrier International : *Quel est le rapport entre le mouvement pour le droit au retour en mai 2011, et la résistance actuelle en Palestine, face à cette nouvelle offensive dans la bande de Gaza ?*

Soraya Misleh : Dans le génocide en cours dans la bande de Gaza, on voit clairement que la disposition à la résistance se maintient et se renforce. Ce sont les jeunes qui sont les protagonistes des actions en Palestine occupée, en marche vers une troisième Intifada, un chemin ouvert par les manifestations pour le droit au retour, en mai 2011. Cette année-là, le mouvement est venu des camps de réfugiés dans les pays voisins, où vivent cinq millions de Palestiniens qui attendent le retour à leurs terres et leurs propriétés, dont ils ont été expulsés. Aujourd'hui, ce sont les jeunes vivant dans des camps en Palestine occupée qui se soulèvent, auxquels se joint toute l'avant-garde. Un sentiment qui traverse les frontières des pays voisins.

Les Jordaniens, par exemple, sont descendus dans la rue pour exiger au roi Abdallah d'ouvrir les frontières avec Israël afin qu'ils puissent se battre pour le peuple palestinien. Dans plusieurs pays de la région, les peuples arabes sont descendus dans la rue en solidarité avec Gaza et contre le génocide promu par Israël, rejoignant ainsi les manifestations dans le monde entier. Cela doit relancer le processus révolutionnaire en cours, inspiré et soutenu par l'héroïque résistance palestinienne.

Un point important est que les mouvements de jeunes dont je parle sont coordonnés avec des mouvements similaires dans plusieurs pays. Le Front pour la Défense du peuple palestinien fait partie de cela. Ce qui nous unit est la défense du droit au retour de tous les Palestiniens. C'est un droit irrévocable.

Les révolutions arabes ont inspiré le mouvement du 15 mai 2011 ; il y a un lien direct avec la révolution égyptienne. Les Egyptiens du mouvement ont soutenu des initiatives comme la nôtre, pour avancer vers la troisième intifada, ainsi que les Syriens, les Jordaniens, etc.

Avec l'entrée en mouvement de la jeunesse (et des travailleurs), la lutte est devenue une lutte de masses, dans tout le monde arabe. Un des architectes du nettoyage ethnique du peuple palestinien depuis 1948 et Premier ministre d'Israël lors de sa création, Ben Gourion, avait dit, en se référant à la Nakba : *« Les vieux vont mourir et les jeunes vont oublier. »* La jeunesse d'aujourd'hui prouve qu'il se trompait. Auparavant, les Palestiniens quittaient leurs terres parce qu'ils pensaient qu'ils y reviendraient vite. Aujourd'hui, ils ne partent plus et restent pour lutter, malgré une répression de plus en plus rude.

Les jeunes du mouvement « 15 mai » ont fait remarquer que la grande victoire de la deuxième Intifada fut le départ, par la peur, d'environ 700 000 sionistes de Palestine. Ce sont eux qui fuient. Nous voulons une Palestine démocratique, avec des droits égaux pour tous ceux qui veulent vivre en paix avec les Palestiniens, un Etat unique, laïque, non raciste, sans apartheid.

Quant à nous, qui avons été arrêtés en 2011, maltraités et empêchés d'entrer en Palestine, nous avons une seule certitude : nous y retournerons, malgré l'intimidation et la répression. Nous retournerons à notre terre.

CI : *Que pensent les jeunes des récents accords pour l'unité entre le Hamas et le Fatah ?*

SM : Ils n'ont rien à voir avec cette question. Ils n'ont aucun lien avec les deux organisations et veulent être indépendants de toutes les forces politiques traditionnelles palestiniennes. Ils disent que les partis politiques n'ont pas soutenu leur mobilisation en 2011. Il y avait même une organisation internationale liée à l'ANP qui a participé au mouvement au début, mais il lui a été conseillé de cesser d'y participer, ce qu'elle a fait. La résistance se produit maintenant spontanément. Mais il manque une direction révolutionnaire qui coordonne les actions, pour qu'elles se réalisent plus efficacement.

CI : *Comment fut la répression, lors de ta tentative d'entrée en Palestine en 2011 ?*

SM : Nous étions un groupe de quatre Arabes, de Brésiliens d'origine arabe : deux Palestiniens et deux Libanais. Quand nous avons essayé

d'entrer normalement par la frontière jordanienne avec la Palestine occupée, les autorités israéliennes d'occupation nous ont arrêtés, nous ont interrogés et nous ont traités comme des criminels. Ils nous ont isolés les uns des autres et ils nous ont interrogés séparément et sous pression psychologique, pendant sept heures d'affilée. Ils se sont présentés comme faisant partie des services secrets et nous ont bombardés de questions absurdes comme, par exemple, « si nous avions des armes ». Ils nous ont demandé aussi d'où nous nous connaissions, ils voulaient des détails de la vie personnelle à chacun de nous, etc. Ce traitement fait partie de la discrimination constante dont souffrent les Palestiniens, et les Arabes en général, de la part de l'Etat d'Israël. Ce traitement discriminatoire est aggravé lorsqu'ils pensent que ce sont des activistes. Ils m'ont demandé quel était le nom de mon père et où il était né. J'ai répondu « ici ».

Ils m'ont questionné sur mes parents et les personnes que je connaissais en Palestine (bien sûr, sans jamais utiliser le mot *Palestine*, ce qui est un déni historique de la part d'Israël).

Leur préoccupation concernait surtout le droit au retour des Palestiniens comme mon père et ses descendants. Ils m'ont demandé « quel était mon rapport avec la Nakba ». C'est-à-dire qu'ils étaient préoccupés par le mouvement qui allait avoir lieu le jour de la Nakba. Ils m'ont demandé si j'étais déjà venu. J'ai dit oui, en 2010.

Un de notre groupe est diabétique. Bien qu'on les ait avertis de ce problème, ils nous ont maintenus en détention, sans manger pendant ces longues heures. Ils ont proféré des menaces à chacun de nous. Ils disaient : *« Nous savons tout de vous », « il est préférable de ne pas mentir »,* etc. Ils ont laissé entendre qu'il y avait un espion (« Muhabarat ») qui leur avait dénoncé notre présence.

Tout cela a duré sept heures. Il était près de minuit quand ils nous ont finalement mis dans un omnibus fermé, pendant plus de deux heures encore, avant de nous renvoyer en Jordanie.

Nous savons que cela fait 66 ans que ça dure. Nous devons dénoncer le fait que ceux qui occupent illégalement notre pays nous persécutent et veulent effacer la relation de notre peuple avec son territoire de notre mémoire.

***CI** : Avez-vous pu rencontrer le mouvement qui a organisé la marche du 15 mai 2011 (le jour de la Nakba) ?*

SM : Oui. Il s'agit d'un mouvement indépendant, principalement de jeunes Palestiniens. Ce sont des exilés palestiniens qui se sont rencontrés via un site web concernant la révolution en Egypte qui commençait cette année-là. A partir de là, ils ont organisé la communauté « 3e Intifada » qui a compté, selon leurs calculs, jusqu'à 350 000 adeptes. En raison de ce succès, les sionistes ont fait pression jusqu'à ce que le serveur retire la page du site.

Malgré cela, ils ont décidé de maintenir la proposition de mobilisation pour le jour anniversaire de la Nakba. Ils ont d'abord pensé la faire en Palestine et de là demander le soutien des autres pays. Mais par la suite, ils ont changé d'avis et ont décidé de la faire depuis l'extérieur vers l'intérieur, c'est-à-dire depuis les pays riverains de la Palestine occupée. Et c'est ainsi qu'ils ont décidé d'organiser une marche pour le droit au retour, en ce jour anniversaire de la Nakba de 1948.

Le résultat a été plus important qu'ils ne l'espéraient : dans les quatre pays qui bordent la Palestine, il y eut des mobilisations qui affrontèrent l'armée israélienne lourdement armée et sa répression.

Mais ce n'étaient pas seulement les sionistes qui ont essayé d'empêcher la mobilisation : ils ont également eu des difficultés avec les gouvernements arabes, alliés des sionistes, qui les ont réprimés et ont essayé d'empêcher que les marches arrivent aux frontières.

En Egypte, une marche à la frontière avec la bande de Gaza avait été convoquée, mais elle a dû être déplacée vers la place Tahrir au Caire, car le gouvernement ne l'avait pas autorisée et a empêché la marche vers la frontière.

En Jordanie, il n'y a pas eu de concentration, car le gouvernement l'a empêché, et il a interdit que les omnibus prennent le chemin vers la frontière avec Israël, à partir des universités et des mosquées où avaient lieu les concentrations. Et plusieurs omnibus furent détournés en cours de route, par une violente répression des forces de police et de l'armée jordanienne. Les gens criaient que « c'est pacifique », mais malgré cela, ils furent violemment réprimés.

Pourtant, les mobilisations ont réussi à atteindre les quatre frontières. Mais là, à chaque fois, il y a eu des affrontements avec l'armée d'occupation israélienne.

Au Liban, des snipers israéliens ont tué 11 manifestants.

En Syrie, malgré la répression avec 4 morts, 5 Palestiniens ont passé la frontière, et l'un d'eux a réussi à la passer sans être intercepté plus tard.

Les jeunes militants disent que, malgré tous les problèmes, la mobilisation fut un succès et a ouvert la voie pour la 3e Intifada. Ils disent qu'ils vont continuer à s'organiser et à utiliser tous les moyens possibles pour reprendre la lutte jusqu'à la libération de la Palestine.

Ils s'inspirent directement de la révolution égyptienne, tunisienne et syrienne. Ils sont actifs dans tous les camps de réfugiés pour renforcer la cause du « droit au retour ». Avec l'encouragement des révolutions arabes, ils espèrent surmonter le découragement qui s'est accumulé à cause de toutes ces années d'attente.

Ils ont besoin de recevoir l'appui des communautés à l'étranger, comme ici au Brésil. Et ils considèrent aussi comme très important le Mouvement pour le Boycott d'Israël (BDS).

Je crois que nous devons faire fortement pression sur le gouvernement brésilien pour briser les accords militaires, diplomatiques et commerciaux tels que ceux du Mercosur avec Israël, ou celui qui facilite le transit entre les pays et Israël. En fin de compte, ma propre expérience démontre que, quand des Brésiliens d'origine arabe tentent d'entrer en Palestine, ils ne sont pas bienvenus et l'accès leur en est interdit.



Irak : un enfer sans fin pour l'impérialisme

Daniel Sugasti

Mai 2003. Devant cinq mille marines, à bord du porte-avions *Abraham Lincoln*, George W. Bush, habillé en pilote pour améliorer encore son image de président-soldat, annonce la fin de la « bataille d'Irak ». Dans ce discours controversé, prononcé 40 jours seulement après avoir commencé l'invasion de ce pays, il prononce les mots : « mission accomplie ».

Le mensonge, même solennellement déclaré, ne fit pas long feu. Et l'occupation américaine durerait encore sept ans.

En décembre 2011, dans un hangar de la base militaire de Fort Bragg, bondé de soldats et d'anciens combattants, le président Barack Obama annonça finalement le retrait des 144 000 soldats américains – dont le nombre avait atteint jusqu'à 165.000 – de l'« Opération Liberté irakienne » : « *Nous laissons derrière nous un Irak souverain, stable et autonome, avec un gouvernement représentatif qui a été élu par son peuple.* »

En mai 2014, le même chef d'Etat annonça le retrait progressif jusqu'en 2016 de ses troupes stationnées en Afghanistan – actuellement 32 000 soldats – en disant : « *Il est temps de tourner la page de plus d'une décennie dans laquelle notre politique étrangère a trop été dominée par les guerres en Afghanistan et en Irak.* » L'hôte de la Maison Blanche cherchait ainsi à se débarrasser de l'héritage pesant de deux guerres inachevées initiées par son prédécesseur.

Mais quelque chose clochait dans cette atmosphère de fierté affichée. Il n'y avait eu ni capitulation de l'ennemi, ni fleurs des populations locales à leurs « libérateurs » ou défilés de la victoire en grande pompe. En vérité, il ne pouvait pas y en avoir, car la réalité est que les Etats-Unis se retirèrent d'Irak et annoncèrent le « retour à la maison » de leurs soldats en Afghanistan après avoir subi une dure défaite militaire et politique de la part de l'héroïque résistance de ces peuples, lesquels menèrent une guerre de libération nationale qui se transforma en un véritable enfer pour les envahisseurs.

Les deux invasions coûtèrent au Trésor américain près de 4,5 milliards de dollars et ont, à l'époque, coûté la vie à 6 820 soldats de ce pays.[1]



En Irak seulement, plus de 32 000 soldats furent déclarés blessés et environ 40 000 autres ont demandé la reconnaissance de handicap au gouvernement américain.[2] On estime que 20 % des militaires américains qui allèrent en Irak revinrent affectés par le syndrome de stress post-traumatique, et, dans la seule année 2007, il y eut 117 suicides.

Selon une étude de l'Université Brown, publiée en 2013, les coûts de ces demandes de frais médicaux et d'invalidité pour les anciens combattants atteignirent 135 milliards de dollars en 2013. En ce qui concerne les pensions et les autres prestations aux anciens combattants de l'invasion de l'Irak, les Etats-Unis ont déboursé 490 milliards de dollars.[3]

Selon un autre rapport, publié par des chercheurs de l'Université de Harvard, jusqu'en 2013, Washington avait versé 260 milliards d'intérêts pour des emprunts liés à l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan. A ce rythme, le coût total de ces aventures pourrait atteindre, en quelques décennies, 6 000 milliards de dollars.[4]

En fait, Obama devint président à la suite de ces deux défaites, promettant à une population nord-américaine, fatiguée des aventures militaires de Bush, de mettre fin à ce cauchemar. Dans le cas de l'Irak, selon les sondages, trois Américains sur quatre soutinrent le retrait.[5]

Mais le cauchemar est revenu. Après près de quatre ans, au cours desquels l'Irak était resté en dehors de la scène internationale en raison de l'avancée

explosive de la vague révolutionnaire qui inonde le Moyen-Orient, l'ancienne Mésopotamie occupe à nouveau le devant de la scène politique. Le pays, qui devrait théoriquement être le plus « stable », qui fut occupé par l'armée la plus puissante de la terre pendant près de dix ans, fait face à une crise qui menace son existence formelle. Un nouvel incendie politique. Exactement tout ce dont Obama n'avait pas besoin en ce moment.

Dans son offensive militaire, l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL) a réussi à s'emparer en quelques jours d'un tiers du territoire irakien et à unifier les territoires qu'il contrôle dans ce pays et en Syrie, pour ensuite établir un « Califat islamique », devant la fuite terrifiée de la faible armée irakienne dans laquelle les USA ont investi la modique somme de 25 milliards de dollars pour son entraînement et son équipement depuis 2003. Cette offensive est une démonstration claire de la défaite de l'impérialisme sur toute la ligne, et montre son échec complet quand il s'agit de « stabiliser » l'Irak après le retrait de ses troupes en 2011.

Cette crise remet en cause toutes les mesures d'Obama au cours des dernières années et s'ajoute à la situation révolutionnaire dans toute la région, à commencer par la guerre civile en Syrie.

De par la position géopolitique de l'Irak, cette crise dépasse les frontières, augmentant l'instabilité politique et économique internationale ; et elle déstabilise le prix mondial du pétrole, ce qui pourrait exacerber la crise économique mondiale. Cette situation ouvre la possibilité d'une longue guerre interbourgeoise qui prend la forme d'affrontements confessionnels et qui se termine par la division de l'Irak à partir des intérêts des élites « chiites », « sunnites » et kurdes. Cette situation met également à l'ordre du jour une possible intervention impérialiste, bien que limitée par les difficultés politiques d'envoyer des troupes au sol. Toute la région est en alerte face à la crise irakienne. La Syrie, l'Iran, la Turquie, le Liban, Israël et les monarchies du Golfe se positionnent et tentent d'intervenir en fonction de leurs intérêts dans ce qui s'avère être la refonte de la carte d'Irak et de Syrie.

Il y a un rapport entre les défaites militaires en Irak et en Afghanistan, la crise économique mondiale et les


Colonne de l'EIIL sur les territoires irakiens

révolutions dans la région, ce qui donne à l'impérialisme une marge de manœuvre très réduite pour « éteindre les incendies » dans la région.

Pour couronner le tout, à cela se rajoute l'escalade actuelle du conflit entre Israël et le peuple palestinien, avec l'invasion sioniste de la bande de Gaza depuis début juillet.[6]

En ce moment, le fameux « syndrome d'Irak », c'est-à-dire le rejet de la population des Etats-Unis – et d'autres pays alliés, comme le Royaume-Uni et la France – d'autres interventions militaires, rend l'envoi répété de troupes extrêmement difficile pour l'impérialisme. Une option qui serait « normale », mais qu'Obama a dû écarter d'emblée.

Le « syndrome d'Irak », ainsi nommé en référence à la crise politique et au rejet de l'opinion publique nord-américaine des interventions militaires postérieures à la défaite retentissante des Etats-Unis au Vietnam,[7] est un fait progressiste d'une ampleur énorme, qui a montré toute son importance dès le début des révolutions arabes.

L'impérialisme ne pouvait « dépasser » le « syndrome du Vietnam » après les attentats du 11 septembre 2001, qu'en déclenchant le projet belliciste du « Nouveau Siècle américain ». Mais cette politique a de nouveau été mise en échec par les résistances irakiennes et afghanes au début du 21e siècle.

Ceci a imposé une énorme contrainte politique à la principale puissance militaire mondiale. Face à des processus tels que la révolution syrienne, la révolution ukrainienne et la crise ouverte en Irak, cette puissance ne peut pas simplement envahir ces pays avec ses soldats, comme cela aurait été le cas si le projet guerrier de Bush avait triomphé.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que l'impérialisme ne peut *en aucun cas* intervenir militairement, en utilisant par exemple des drones ou en bombardant l'Irak depuis les airs, comme il l'a fait en Libye. Mais, du point de vue militaire, cette tactique est qualitativement différente de la possibilité de dominer le pays avec ses propres troupes.

Cet élément est fondamental. Sans comprendre la profondeur de la défaite militaire et politique de l'impérialisme dans son projet guerrier du début du siècle, on ne peut pas comprendre sa politique pour les révolutions au Moyen-Orient et dans d'autres conflits, comme le conflit ukrainien. On ne peut pas non plus comprendre ses actions et options en Irak, où il est obligé de danser sur la corde raide et où la chance ne lui sourit pas non plus.

Un pays divisé en trois

Face à l'impossibilité de contrôler la situation par des troupes au sol, l'impérialisme compte sur le front diplomatique, en commençant par la recherche d'un « gouvernement d'union nationale » qui intègre et combine les intérêts des Arabes chiites (60 % de la population), sunnites (20 %) et kurdes (15 %) ; de préférence sans le concours de l'actuel premier ministre, le chiite Nuri Al Maliki, qui brigue un troisième mandat après avoir récolté le plus de votes lors des dernières élections générales en avril.

Dans le cadre du mécanisme politique actuel en Irak, la présidence du Parlement revient jusqu'à présent à un sunnite, le poste de Premier ministre à un chiite et la présidence du pays à un Kurde.

Il faut tout d'abord dire que cette façon de diviser le pouvoir selon des



Al Maliki, un candidat chiite au poste de Premier ministre pour un troisième mandat, en dépit de l'opposition des Etats-Unis, qui veulent un « gouvernement d'union nationale » sans la participation de ce prétendant.

critères confessionnels et ethniques correspond à une politique mise en place par l'impérialisme pour diviser le peuple d'Irak. Cette politique fut utilisée beaucoup pour affronter la résistance contre l'occupation militaire étasunienne. Il convient de noter qu'avant l'invasion des Etats-Unis, les luttes sectaires et confessionnelles n'avaient pas du tout la dimension qu'elles ont actuellement. Elles relèvent directement de la responsabilité de l'impérialisme et de ses agents locaux.

Même ainsi, la question du « gouvernement d'unité nationale » se révèle extrêmement difficile, puisque l'offensive de l'EIIL a scellé la division « de facto » de l'Irak en trois régions : une « sunnite », qui couvre les régions du nord et le centre et est sous le contrôle direct des milices fondamentalistes ; une « chiite », contrôlée par le gouvernement et protégée par un vaste réseau de milices chiites qui ont répondu à l'appel de l'ayatollah Al Sistani pour faire la « guerre sainte » aux « sunnites » de l'EIIL ; et la région kurde, dans le nord-est du pays, qui a depuis 1991 un gouvernement avec beaucoup d'autonomie.

Dans ce contexte, le Parlement irakien a élu comme président le sunnite Salim al Jaburi et comme président national le kurde Fuad Masum. Mais, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le plus difficile reste à faire : nommer un nouveau Premier ministre, poste auquel Maliki s'accroche, malgré le fait que de plus en plus de secteurs exigent son départ, à commencer par l'impérialisme lui-même.

Le fait est que le gouvernement Maliki est le fruit d'un accord tacite entre les Etats-Unis et l'Iran en 2006, dans le contexte d'une situation déjà très difficile pour l'impérialisme qui, à cette époque, était de plus en plus acculé par la résistance irakienne.

Maliki est alors apparu comme l'homme qui pouvait le mieux garantir une certaine « stabilité » et pourrait mettre un terme à la résistance irakienne, majoritairement « sunnite », ce qui à l'époque intéressait beaucoup tant les Etats-Unis que l'Iran.

Cependant, au fil du temps, Maliki a montré par différentes initiatives personnelles qu'il voulait prendre « sa part » dans le commerce du pétrole, par l'exacerbation des politiques sectaires contre les sunnites et les Kurdes, en évinçant leurs élites de leurs postes de haut rang et en réprimant durement les manifestations populaires de ces secteurs, telles que les protestations économiques et démocratiques des sunnites en 2013.

La manière despotique et « sectaire » avec laquelle Maliki gouvernait, ajoutée à une série de grossiers scandales de corruption, augmentait l'instabilité plutôt que de l'atténuer. Et celle-ci a pris plus d'ampleur avec le retrait des troupes d'occupation en 2011.

Ce n'était pas le plan initial des Etasuniens quand Maliki est arrivé au pouvoir. Dans le cadre d'une situation défensive allant vers la défaite, ils pariaient plutôt sur un gouvernement « d'unité » de chiites, sunnites et Kurdes. C'est de cette politique que Maliki s'est « démarqué ».

Pour aggraver les choses pour l'impérialisme, Maliki se rapprocha de l'Iran, qui l'a soutenu durant tout ce temps. De toute évidence, les relations avec l'Iran et la « marge de manœuvre » qu'avait Maliki – s'approchant un jour de l'Iran et l'autre des Etats-Unis – ne rendent ce dernier pas moins soumis à l'impérialisme, comme l'ont démontré ses appels désespérés à Obama pour bombarder son propre pays dès qu'il s'est vu menacé par l'EIIL.

Cependant, le fait est que, comme expression de la défaite sur le terrain militaire, Maliki ne s'est pas avéré être le « vice-roi » que Bush avait espéré au début. Et cela se paie au prix fort dans la crise actuelle, où, du point de vue impérialiste, le Premier ministre irakien fait davantage partie du problème que de la solution.

Dans ce contexte, les efforts des Etats-Unis et de l'UE pour arriver à un « gouvernement d'union nationale » ont échoué jusqu'à présent. Cela montre le peu de « contrôle » que les Etats-Unis ont réellement sur un pays qu'ils ont occupé durant presque une décennie, ainsi que la profondeur des luttes interbourgeoises en Irak.

Le facteur pétrole

La presse internationale ne cesse pas de présenter le conflit comme une lutte religieuse « entre chiites et sunnites ». Mais ce n'est pas le cas. La question religieuse est juste l'emballage, l'apparence de cette crise. Qui plus est, cette vision est simpliste, car elle cache toute la complexité du vaste réseau des intérêts existants, en 8présentant les « chiites », les « sunnites » et les « Kurdes » comme des blocs monolithiques ou des « camps » uniformes, alors que les alliances sont en fait plus hétérogènes et changeantes.

La question de fond, le moteur des affrontements, réside dans les conflits entre les différentes fractions de la bourgeoisie du pays pour le contrôle de la production et des bénéfices pétroliers, toujours dans le cadre d'un partenariat de soumission avec l'impérialisme.

Maliki représente des secteurs bourgeois qui contrôlent actuellement

l'appareil de l'Etat et qui ont intérêt à maintenir cette position privilégiée pour continuer à faire des affaires avec les multinationales du pétrole. Il s'agit d'un secteur qui reçoit, en général, le soutien de l'Iran, et qui exerce une influence sur le territoire « chiite », au sud de Bagdad, un territoire qui, incidemment, abrite les principaux gisements de pétrole tels que Bassora. Maliki s'accroche au pouvoir et empêche une « sortie négociée », préférant continuer à régner despotiquement, en attaquant les secteurs identifiés comme « sunnite » et Kurdes, et en attisant les différences religieuses, ce qui favorise son accumulation capitaliste.

En ce sens, il y a aussi, toujours parmi les « chiites », l'influence de l'ayatollah Ali Sistani déjà mentionné, principal leader religieux chiite d'Irak, et qui a annoncé une fatwa [décret] dans lequel il appelle ses fidèles à prendre les armes contre les « sunnites » de l'EIIL. Des milliers de personnes ont répondu à son appel en formant des milices qui commettent aussi des abus et des violences sectaires contre des habitants du Nord-Est, comme l'exécution sommaire, jusqu'à présent, de 225 prisonniers de confession sunnite.[9] Ces milices sont encouragées par le gouvernement et les principaux référents religieux chiites, et soutenues par l'Iran, puissance régionale qui a déjà envoyé des conseillers militaires et des armes pour aider Maliki. [10]

Le secteur bourgeois associé à la confession « sunnite », qui tenait les rênes du pouvoir au temps de Saddam Hussein, a vu sa part des profits réduite avec la chute du régime de l'ancien dictateur. Il est prêt à reprendre cette position en maintenant une base sociale à partir de l'exacerbation des différences confessionnelles, alimentées par la persécution réelle venant du gouvernement de Maliki. C'est la raison pour laquelle de nombreuses organisations tribales du Nord-Ouest et du Centre de l'Irak, ainsi que d'anciens généraux du parti Baas écartés –beaucoup d'entre eux « convertis » à la doctrine sunnite – ont uni leurs forces à celles des milices de l'EIIL.

D'autre part, il y a les dirigeants kurdes. Un « gouvernement d'union nationale » ne leur plaisait d'abord pas trop ; ils caressaient l'idée de profiter d'une opportunité exceptionnelle de revendiquer leur propre Etat, bien que limité à ce qui est maintenant connu comme le « Kurdistan irakien », c'est-à-dire l'abandon de la revendication historique d'un Etat-Nation souverain englobant aussi les Kurdes de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran. En ce sens, ils ont même réussi à avancer la possibilité de tenir un référendum sur l'indépendance. A l'époque, Masud Barzani, le président du Kurdistan irakien, disait que *« le moment est arrivé, pour le peuple du Kurdistan, de déterminer son futur »*.[11]

Les dirigeants kurdes ont gagné beaucoup de marge de négociation à partir de leur puissance militaire réelle. Depuis que l'armée irakienne a fui devant l'avancée de l'EIIL, ce sont eux qui contrôlent les réserves de pétrole de Kirkouk – les deuxièmes plus importantes du pays – par le biais de leurs troupes, les peshmergas.[12] Avec plus de 50 000 combattants bien disciplinés, ils constituent la force la plus puissante sur le terrain et la seule qui empêche l'EIIL d'avoir le contrôle total du nord-est du pays.

En proclamant son indépendance, l'élite kurde pourrait directement exporter du brut à la Turquie, sans partager les dividendes avec « l'Etat fédéral » contrôlé par Bagdad. Et il n'y a pas qu'un peu d'« or noir ». Selon l'Agence Internationale de l'Energie, il y a 4 milliards de barils dans les régions kurdes. Avec la capture de Kirkouk, il faut ajouter à cela 9 autres milliards de barils.[13] Ce serait une base économique et militaire suffisante pour soutenir le possible nouvel Etat kurde, mais il ne faut pas exclure que, même dans des conditions actuelles extrêmement favorables, la bourgeoisie kurde, soumise à l'impérialisme, finisse par accepter les conditions d'Obama et abandonne même la lutte pour un Etat kurde sur le territoire actuel de l'Irak.

L'offensive militaire de l'EIIL et la mise en place du « califat islamique »

Le 29 juin 2014, l'Etat islamique d'Irak et du Levant a annoncé la création d'un « Califat islamique » sur les territoires qui correspondent actuellement à la Syrie et à l'Irak, concrètement, le territoire compris « entre Alep et Diyala ». A l'époque, Abou Bakr al Baghdadi, le plus haut dirigeant de l'EIIL, s'autoproclama « *Ibrahim, l'Imam et Calife de tous les musulmans* ».

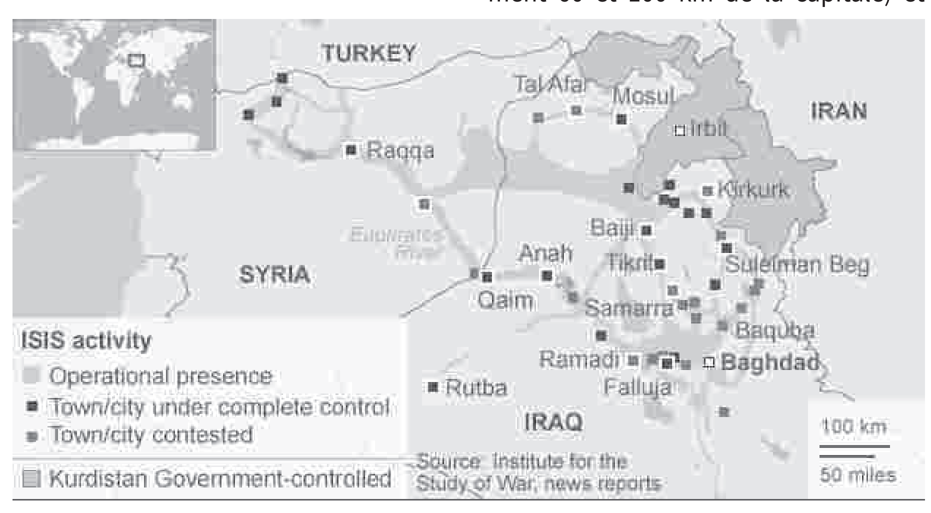
Ainsi, l'EIIL a retiré de son nom les références à l'Irak et au Levant (Syrie) pour s'appeler seulement « Etat islamique ».

L'établissement du Califat a coïncidé avec l'apogée d'une « guerre éclair » que l'actuel Etat islamique a commencée aux premiers jours de juin, avançant, depuis les territoires qu'il contrôle en Syrie, vers le nord-est de l'Irak et vers Bagdad.

En moins de deux semaines, l'EI s'est emparé d'un territoire en Irak équivalent à cinq fois le Liban, qui couvre cinq provinces, y compris la deuxième plus grande ville du pays, Mossoul. Le 11 juin, ils ont également occupé Tikrit, une ville emblématique pour être le berceau de l'ancien dictateur Hussein.

Les troupes de l'EI se battent pour le contrôle de la principale raffinerie du pays, à Baiji, qui fournit un tiers du carburant raffiné d'Irak. Les combats se sont étendus à Baaqouba, à 60 km de Bagdad.

Cependant, les antécédents les plus récents de cette offensive de l'EI se retrouvent en janvier, quand ils prirent Faluya et Ramadi (à respectivement 60 et 100 km de la capitale) et



Activité de l'EIIL

y instaurèrent le premier « Etat islamique ». Fin juin, l'Irak avait perdu le contrôle des postes de frontière vers la Syrie (Al Qaim) et la Jordanie (Traibil), au profit des « djihadistes ».

Dans tous ces territoires, l'EI a proclamé que « *la légalité de tous les émirats, groupes, organisations et Etats est annulée suite à l'extension de l'autorité du Calife et à l'arrivée de ses troupes* ».[14]

Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH), après ses dernières avancées dans les provinces de Deir al Zur et de Homs, l'EI contrôle 35 % du territoire syrien. Après ces conquêtes, il domine la majeure partie de Deir al Zur, l'une des zones les plus riches en pétrole à l'intérieur de la Syrie.

L'avancée militaire de l'EI est complètement réactionnaire

L'offensive de l'EI n'est pas un processus de lutte populaire qui serait dirigé par une direction bourgeoise et contre-révolutionnaire. Il s'agit de l'avancée d'un « parti-armée » qui vise à s'approprier les territoires et les ressources naturelles de la Syrie et de l'Irak, appliquant pour cela des méthodes fascistes dans le cadre d'un programme théocratique et dictatorial.

Le rôle actuel de l'EI ne peut donc pas être comparé, par exemple, à la résistance irakienne de la dernière décennie, laquelle, malgré ses directions bourgeoises et théocratiques, a joué un rôle progressiste de lutte de libération nationale, en affrontant les troupes d'occupation impérialistes.

L'Etat islamique est une organisation bourgeoise avec un programme ultra réactionnaire, dictatorial et théocratique. L'offensive militaire en cours a pris la forme d'un front qui regroupe plusieurs secteurs, parmi lesquels se trouvent d'anciens militaires baasistes comme les « Hommes de l'Armée de l'Ordre des Naqshbandi », le bras armé du parti Baas mis hors la loi ;[15] les chefs tribaux sunnites[16] et d'autres forces « djihadistes ».[17] Mais le noyau dur de l'EI provient d'une rupture dissidente d'Al Qaïda.

Ils sont apparus en Irak dans le contexte de l'occupation étasunienne. En 2004, ils étaient connus comme « Al Qaïda en Irak », et deux ans plus tard, ils se sont donné le nom de « l'Etat islamique d'Irak ». En 2010, l'organisation subit un revers dur quand les troupes américaines éliminèrent le chef d'Al Qaïda en Irak, Ayyoub Al Masri, et celui de l'Etat islamique d'Irak, Al Rashid Al Baghdadi. Dans ce contexte, la même année, Abou Bakr Al Baghdadi prit la direction de l'organisation.

En avril 2013, ils commencèrent à être actifs dans la guerre civile syrienne ; et ils ajoutèrent les mots « et du Levant » (Syrie) à leur nom, donnant naissance à un conflit avec la direction d'Al Qaïda, qui exigea que l'EIIL se limite à l'Irak, ne reconnaissant comme son unique extension en Syrie que le Front Al Nusra.

Cette « désobéissance » s'est terminée par une rupture et la crise a conduit à des affrontements armés entre Al Nusra et l'EIIL à l'intérieur de la Syrie, qui se multiplient depuis janvier 2014 et dans lesquels 7000 soldats des deux groupes sont morts.

Le mobile de la discorde entre les deux directions radicales est la lutte pour le contrôle de villes comme Deir al Zur et Raqqa, riches en pétrole et d'une énorme importance politique.

Les mouvements militaires de l'EI correspondent à sa stratégie politique visant à étendre la domination du nouveau « Califat » aux territoires englobant la Jordanie, la Palestine Historique, le Liban, le Koweït, la Turquie et Chypre,[18] avec comme capitale déclarée la ville syrienne de Raqqa.

Derrière l'emballage religieux et la symbolique tournant autour du « Califat », il est clair que l'objectif poursuivi par l'EI est le contrôle direct, par des moyens militaires, des riches réserves pétrolières de toute cette région, en imposant des dictatures féroces basées sur une interprétation littérale de la loi islamique (charia), encore plus brutale que ne l'ont fait leurs prédécesseurs d'Al Qaïda.

Cela inclut les exécutions sommaires et multiples, en plus de tout type d'atrocités comme des décapitations et des crucifixions publiques, et la destruction de mosquées chiites et d'églises chrétiennes. Tout cela dans l'objectif d'imposer la terreur la plus complète parmi la population civile.

A Mossoul, et dans d'autres villes de la province de Ninive, par exemple, l'EI a laissé sans eau, électricité ou essence tous les « citoyens infidèles » qui n'ont pas juré fidélité au « Calife Ibrahim », en particulier les habitants chrétiens et chiites des districts d'Al Hamdaniya, Bashika et Bartala, situés au sud de Mossoul. Le cas le plus dramatique se déroule dans le district de Talkif, au nord de Mossoul, où les troupes de l'EI ont définitivement coupé l'eau potable à plus de 30 000 chrétiens.

Et dans ce contexte, la persécution des chrétiens augmente à Mossoul. Toutes les maisons des chrétiens dans cette ville sont marquées par la lettre « N », initiale du mot *Nazarat*, chrétien en arabe. Les maisons vides ont été confisquées, tandis que dans celles où il reste des familles, les habitants



ont été incités soit à les abandonner et à devenir musulmans, soit à payer un impôt de protection, la *jizia*, une « taxe » pour les non-musulmans[19] qui tournerait autour de 100 dollars par mois.[20] L'EI a également ordonné aux fonctionnaires publics de Mossoul de suspendre toute aide en nourriture ou en gaz aux chrétiens, chiites et kurdes, sous peine d'être « châtiés selon la Charia ».[21]

Dans la ville syrienne de Raqqa, où il est habituel qu'il y ait seulement de l'eau et de l'électricité quelques heures par jour, l'EI a créé une « taxe » de 10 dollars pour chacun de ses services, en faisant valoir que « l'eau et l'électricité sont des plaisirs de ce monde » et que ce qui importe vraiment, c'est « l'obéissance et la loyauté envers le calife Abu Bakr Al Baghdadi ».[22]

Le 18 juillet à Homs, des miliciens de l'EI exécutèrent 11 employés civils dans le champ de gaz d'Al Shaer. L'OSDH diffusa une vidéo dans laquelle l'un des soldats de l'EI semble frapper la tête d'un cadavre avec la semelle de sa chaussure, en signe de mépris.

Fin juin, l'EI crucifia neuf personnes, huit d'entre elles parce qu'ils étaient des « rebelles modérés » appartenant à l'Armée syrienne libre (ASL) ou au Front islamique (FI). Toujours selon l'OSDH, les condamnés à être crucifiés mirent trois jours pour mourir, sur la place principale du village de Deir Hafer, Alep.

Selon les rapports de l'ONU, depuis le début de l'année 2014, 5 576 civils sont morts en Irak, suite à des attentats et de la multiplication des violences sectaires, depuis le début de 2014 ; 2 400 d'entre eux ont trouvé la mort en juin, lors de l'offensive de l'Etat islamique. A cela s'ajoute plus de 1,2 million de personnes qui ont fui leurs maisons en 2014, la moitié d'entre eux après les actions de l'EI.

Ces mesures tyranniques entravent tout type de soutien populaire plus solide. Il est probable que, dans un premier temps, certains secteurs sunnites sympathisent avec l'EI, dans le cadre de leur rejet du gouvernement sectaire de Maliki. Mais avec la terreur que les fondamentalistes ont mise en œuvre, il est peu probable que ce soutien se maintienne.

Les milices de l'EI n'ont rien à voir avec des organisations comme, par exemple, le Hamas, à Gaza, ou le Hezbollah, au Liban, qui, malgré les différences programmatiques que nous avons avec elles, nous devons le reconnaître, viennent de leurs communautés et dans un contexte de luttes progressistes. L'EI n'a pas ce soutien populaire, et le contrôle des populations qu'il occupe se base nécessairement sur la violence et des méthodes brutales.

Al Qaïda en crise

Selon ses propres rapports, l'EI aurait 15 000 combattants actifs, pour la plupart recrutés ces trois dernières années. Malgré son origine irakienne, l'organisation compte avec des milliers d'étrangers : des Marocains, des Algériens, des Afghans, des Tunisiens, des Egyptiens et même quelque trois mille Européens recrutés dans des centres spéciaux en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Belgique et en Espagne.

Il ne s'agit apparemment que d'un petit nombre, mais il est question de soldats très disciplinés, avec une expérience de combat et surtout avec un programme politique clair.

L'impact causé par la prise de Mossoul et la mise en place unilatérale du califat par les moudjahidin (combattants) de l'EI et son approche vers Bagdad a créé une force d'attraction qui se répercute sur un large éventail de groupes « djihadistes » opérant dans le Maghreb.

Les autorités européennes, par exemple, ne cachent pas leur inquiétude pour les milliers de combattants du continent dans les rangs de l'EI et les signes de préparatifs de cette organisation pour entrer en Libye, pays où opèrent une série de groupes fondamentalistes et qui est à moins de 300 kilomètres de l'île italienne de Lampedusa.

On estime que depuis le début de la guerre en Syrie, 15 000 Européens sont allés rejoindre le « front djihadiste », l'EI étant le principal capteur de combattants européens.[23] Dans d'autres pays d'Afrique du Nord, comme le Maroc, origine de nombreux hauts responsables de l'EI et d'environ 1500 soldats de cette organisation, l'état d'alerte maximale a été déclaré sur le territoire.

En Libye et en Tunisie, des groupes comme Ansar Sharia (partisans de

Comment l'Etat islamique est-il financé ?

L'Etat islamique est l'expression de secteurs bourgeois qui cherchent, dans le chaos de la guerre et de l'instabilité en Irak, leur propre source de commerce. Selon leurs propres dires, ils financent leurs activités militaires par des extorsions, des vols qualifiés et des enlèvements.[1] Cela s'ajoute au financement qu'ils reçoivent et qui, s'il ne provient apparemment pas directement de sources gouvernementales, provient bien d'autres grands secteurs bourgeois sunnites des pays de la péninsule arabique, comme l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Koweït. Il s'agit de millionnaires de ces pays disposés à « investir » dans le projet de « califat ».

Cependant, officiellement, le soutien n'est pas public dans des pays comme l'Arabie Saoudite, qui, en mars, a inclus l'EI dans sa liste de groupes terroristes et a annoncé des peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour les sujets qui « appartiennent à des groupes terroristes, les soutiennent et les financent ». Mais ce type de résolutions a aujourd'hui peu d'impact sur la structure de l'EI, parce que tout en recevant des dons de particuliers, ils sont apparemment parvenus à s'autofinancer à partir du contrôle direct de territoires et de réserves de pétrole dans les territoires syriens et irakiens.

A Mossoul, ils ont en plus obtenu d'un seul coup plus de 500 millions de dollars qui avaient été déposés dans la succursale de la Banque centrale de cette ville.[2] Selon le général Mahdi Gharaui, ancien chef de la police de Mossoul, l'EI reçoit au moins huit millions de dollars dans toutes sortes d'« impôts révolutionnaires », comptant parmi eux les frais facturés aux chrétiens et aux chiites pour le « transport en toute sécurité » et pour la gestion des routes en Irak et en Syrie.[3]

1 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/06/19/actualidad/1403210110_042938.html

2 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/06/16/actualidad/1402946776_690141.html

3 http://www.elmundo.es/internacional/2014/06/24/53a99799e2704e13298b4584.html?cid=MNOT23801&s_kw=los_bolsillos_que_financian_el_terror_del_isis

La dictature de l'Etat islamique et les droits des femmes



Le régime barbare qu'établit l'EI s'étale dans toute son ampleur en ce qui concerne les droits des femmes. Dans Raqqa, après la prière du soir musulmane du 17 juillet, l'EI a ordonné la lapidation publique d'une femme dans le marché populaire de la ville d'Al Tabaqa, l'accusant d'« adultère », et ce dans la cadre de la première condamnation de ce type émise par les fondamentalistes dans ce pays.

Dans la localité d'Al Bab, dans l'est de la province syrienne d'Alep (nord), l'EI a ouvert un « bureau matrimonial » pour les femmes et les veuves afin de trouver des maris combattants du groupe fondamentaliste, selon une information de l'Observatoire syrien pour les Droits de l'Homme.[1]

Après la prise de Mossoul, Al Baghdadi a ordonné l'excision [mutilation génitale] de toutes les femmes – entre le début de l'adolescence et l'âge de 49 ans – vivant dans le nouveau « califat », afin d'« éviter » l'expansion de la débauche et de l'« immoralité » parmi les femmes ».[2] Selon l'ONU, cette mesure pourrait affecter quatre millions de filles et de femmes.

Il a également imposé l'utilisation obligatoire du voile intégral pour les femmes, les menaçant d'un « châtiment sévère » en cas de non-conformation à cette disposition. On ne peut pas non plus utiliser des parfums ou porter des vêtements amples qui permettent « d'imaginer la forme du corps ». La raison : « *Les conditions imposées relatives aux vêtements et à la toilette cherchent simplement à mettre fin au prétexte de libertinage résultant du fait que les femmes s'apprêtent trop.* »[3] Même les mannequins des magasins de Mossoul n'échappent pas à cette mesure médiévale, depuis que l'EI a insisté pour que toutes soient recouvertes d'un voile noir.

Selon la *Fédération des conseils ouvriers et des syndicats en Irak*, de nombreuses femmes à Mossoul se sont suicidées, face à la dure réalité ouverte par la dictature théocratique imposée par l'EI. L'ONU a également informé en ce sens, relatant que quatre femmes se sont suicidées après avoir été violées ou forcées d'épouser des soldats de l'EI. Le rapport décrit également des cas d'hommes qui se sont suicidés après avoir été forcés de regarder les viols de leurs femmes ou de leurs filles.[4]

____

1 http://www.abc.es/internacional/20140728/abci-yihadistas-agencia-matrimonial-201407281726.html

2 http://www.lavanguardia.com/vida/20140723/54412397830/el-lider-del-estado-islamico-ordena-practicar-la-ablacion-a-las-mujeres.html

3 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/07/25/actualidad/1406283699_085249.html

4 http://www.infobae.com/2014/07/02/1577566-la-onu-esta-escandalizada-los-abusos-los-terroristas-contra-mujeres-iraquies



la loi islamique) ont déjà exprimé leur admiration et leur soutien aux actions militaires spectaculaires des disciples d'Al Baghdadi en Syrie et en Irak ; et ils exhortent à la réconciliation entre l'EI et le Front al Nusra. Ils ont également reçu le soutien d'Ansar Bayt al Maqdis en Egypte et d'Abu Sayaf aux Philippines.

Les succès militaires de l'EI provoquent des divisions internes dans d'autres organisations « djihadistes » toujours associées au « réseau » d'Al Qaïda,[24] lequel compte un certain nombre de bataillons du Front Al Nusra en Syrie.

Par exemple, *Al Qaïda dans les pays du Maghreb islamique* (AQMI), qui opère en Tunisie, en Libye et même au Mali, a fait des déclarations faisant l'éloge de l'EI, affirmant que ce dernier « avance sur le juste chemin qui n'est pas celui du compromis ».[25]

Il y a de sérieux indices qu'il existerait une crise au sein d'Al Qaïda, renforcée après la mort de Ben Laden, et dans laquelle le nouvel Etat islamique serait en train de prendre sa place comme référence internationale de ce type de fondamentalisme.

Dans le cadre de cette dispute, la résonance de la « victoire » de l'EI d'établir le califat exerce une grande influence, surtout quand elle est présentée en contraste avec « l'inaction » et la « stagnation » d'Al Qaïda, ces dernières années.

Et cette crise a culminé par des affrontements armés entre les deux directions en Syrie, où a lieu une lutte acharnée entre l'EI et Al Nusra pour le contrôle des villes auparavant aux mains des forces rebelles.

Tout a commencé lorsque les disciples d'Al Baghdadi commencèrent à contester la direction d'Al Nusra, la célèbre filiale d'Al Qaïda en Syrie. Face à cela, le chef d'Al Qaïda, Ayman al Zawahiri, a ordonné à l'EIIL d'alors de se replier en l'Irak, réaffirmant l'autorité d'Al Nusra. L'EIIL a réagi en annonçant la rupture : « *concernant votre demande de nous retirer de la Syrie, cela n'arrivera pas et nous répétons que c'est impossible* ». Et il a déclaré « qu'ils ne doivent pas l'obéissance » au chef d'Al Qaïda.[26]

Depuis lors, des affrontements armés successifs ont lieu, qui ont entraîné des milliers de morts. La majeure partie de ces combats ont lieu à Deir al Zur, la région la plus riche en pétrole et le

centre des meilleures entreprises dans ce domaine. Le motif est clair : contrôler ce commerce comme moyen de financement de leurs activités. L'autre centre d'affrontement est Raqqa, qui revêt une grande importance du fait d'être la capitale de la province. Avant de tomber dans les mains de l'EI, Raqqa était dominée par Al Nusra, qui l'avait auparavant arrachée aux rebelles laïques.

Dans le cadre de ce différend, Al Nusra en est également venu à déclarer un autre « califat » en Syrie, ce qui n'a fait qu'intensifier les combats entre Al Qaida et les rebelles syriens.[27]

Selon les rapports de l'OSDH, les combats entre ces deux secteurs se déroulent surtout à Alep, à Idlib, et dans le nord de Homs.[28] Plus de 60 000 civils ont dû fuir leurs maisons dans ces régions orientales.

Le fait est que la dispute qui définira la nouvelle référence mondiale de ce qu'on appelle le « djihadisme » est ouverte, ce qui indique une décadence d'Al Qaïda, renforcée par la mort de son fondateur et chef Oussama Ben Laden. Le résultat est imprévisible, car il peut résulter des affrontements militaires ou d'une série de mutations entre Al Qaïda et le secteur d'Al Baghdadi. Mais il est clair que, sur le terrain, c'est le nouvel EI qui en profite, à partir de la « mise en pratique » du projet du « califat islamique » tant désiré.



____

1 http://icasualties.org/
2 http://iraqsolidaridad.wordpress.com/2011/06/17/el-numero-de-soldados-estadounidenses-muertos-en-iraq-excede-al-de-muertos-en-vietnam/
3 http://www.cnnexpansion.com/economia/2013/03/14/guerra-de-irak-costo-a-eu-mas-de-2-bdd
4 http://noticiasdeabajo.wordpress.com/2013/03/31/guerras-de-irak-y-afganistan-uncoste-de-4-a-6-billones-de-dolares/
5 http://www.semana.com/mundo/articulo/obama-anuncia-fin-guerra-irak-nueve-anos-despues-invasion/250821-3
6 Voir le dossier sur le thème dans cette revue.
7 En passant, nous soulignons que presque 40 ans après que les troupes des Etats-Unis soient sorties du Vietnam, les Etats-Unis continuent à payer aux vétérans et à leurs familles plus de 22 milliards de dollars chaque année pour des demandes liées à la guerre. Et ce chiffre va en augmentant avec le vieillissement de la population qui a droit à ces aides.
8 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/07/12/actualidad/1405196430_916618.html
9 http://www.elmundo.es/internacional/2014/06/25/53ab058022601db5658b45a1.html?rel=rosEP
10 http://www.rtve.es/noticias/20140625/kurdos-irak-acarician-oportunidad-historica-independencia/960820.shtml
11 Littéralement : « ceux qui affrontent la mort »
12 http://www.rtve.es/noticias/20140625/kurdos-irak-acarician-oportunidad-historica-independencia/960820.shtml
13 http://www.foxnews.com/world/2014/06/30/sunni-militants-declare-islamic-state-in-iraq-and-syria/
14 http://www.abc.es/internacional/20140625/abci-leales-saddam-toman-armas-201406241847.html?utm_source=abc&utm_medium=rss&utm_content=uh-rss&utm_campaign=traffic-rss&rel=rosEP
15 Dans les groupes sunnites qui appuient l'EI, on retrouve l'islamiste kurde Ansar Al Islam, le groupe tribal Yaish Al Islam et d'autres clans d'une région qui inclue des parties de Bagdad, et la localité de Ramadi, Tikrit, Faluya et Samarra (RTVE).
16 http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/06/20/ces-alliances-heteroclites-qui-renforcent-l-eiil-en-irak_4441067_3218.html.
17 http://www.dailymail.co.uk/news/article-2676347/ISIS-leader-calls-Muslim-territory-group-seized-build-Islamic-state.html
18 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/07/19/actualidad/1405780949_754142.html
19 http://www.clarin.com/mundo/prospero-califato-siglo-XXI_0_1182481781.html
20 http://www.lavanguardia.com/internacional/20140720/54412057263/los-yihadistas-dejan-sin-agua-a-los-infieles-de-mosul.html#ixzz3835z9Gs4
21 http://www.lavanguardia.com/internacional/20140720/54412057263/los-yihadistas-dejan-sin-agua-a-los-infieles-de-mosul.html#ixzz3835z9Gs4
22 http://www.abc.es/espana/20140714/abci-magreb-convierte-cantera-yihadistas-201407140540.html
23 http://elpais.com/elpais/2014/07/06/opinion/1404661521_458839.html
24 http://www.elmundo.es/internacional/2014/07/13/53c2a181ca4741147c8b4584.html
25 http://www.eluniversal.com/internacional/140513/lucha-entre-grupos-yihadistas-en-siria-deja-mas-de-4700-muertos
26 http://octavodia.mx/articulo/53035/insurgentes-anuncian-un-segundo-quotestado-islamicoquot-en-siria.
27 http://www.abc.es/internacional/20140514/abci-siria-qaida-201405131803.html
28 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/05/05/actualidad/1399294660_557507.html



Combattants d'Al Qaïda, une organisation qui est entrée plus profondément en crise après la rupture de l'EIIL.

Le rôle de l'Etat

En Syrie, comme nous l'avons expliqué à d'autres occasions, l'EI joue un rôle contre-révolutionnaire, à savoir de « cinquième colonne » d'Al Assad. Il en est ainsi parce que, depuis son apparition dans le théâtre de la guerre civile en 2013, au lieu de combattre la dictature, il a affronté les rebelles syriens, qu'ils soient de l'ASL ou du Front islamique, afin de parasiter les conquêtes que ceux-ci ont obtenues contre le régime de Damas.





Des chars et des Humvees capturés en Irak font partie de l'arsenal d'armes lourdes avec lesquelles l'EI attaque en Syrie.

Ce rôle est devenu clair avec les mois qui passent, au point où, aujourd'hui, les principales forces antidictatoriales en Syrie affirment que l'Etat islamique a des accords avec Al Assad, qui ne bombarde pas leurs positions, et que ce dernier achète même du carburant dans des raffineries que ce secteur contrôle à Raqqa et Deir al Zur.[1]

Cette situation a contraint les révolutionnaires syriens qui luttent de manière inégale contre la dictature syrienne à ouvrir un « deuxième front » pour lutter contre l'EI et Al Nusra.

A cet égard, une série de violents affrontements a commencé, en janvier de cette année, entre, d'une part, une coalition composée du Front islamique, de l'Armée des moudjahidin (les guerriers saints) et de l'ASL, et d'autre part l'EI actuel et les forces d'Al-Qaïda. Les affrontements ont eu lieu à Homs, Hama, Alep, Raqqa, Idlib et Deir al Zur, causant, rien que pour le premier mois de combat, plus de 1.700 morts.[2]

Le 19 mai 2014, une grève générale a eu lieu à Manbej (Alep) contre le contrôle de la ville par l'ancien EIIL. Selon des militants de la ville, la grève a compté avec de 80 % des travailleurs et des commerçants locaux, et elle a résisté, malgré la dure répression de l'EI, selon le Comité local de coordination de Manbej. [3]

Ces actions se sont déroulées dans le cadre d'une offensive appelée « Tremblement de terre du Nord », lancée par les rebelles d'Alep pour expulser l'EIIL des régions du nord de la province.[4]

Dans un autre mouvement, contre de l'actuel EI, des rebelles de cinq groupes islamistes – le Front islamique, la brigade Furqan, l'Armée des *moudjahidin*, la Légion du Levant et l'Union islamique des Soldats du Levant – ont pointé l'EIIL comme « objectif militaire de la révolution », le 17 mai, de même que le régime syrien et ses alliés d'autres pays. Dans un document intitulé « *contrat devant Allah »,* ces groupes ont justifié leur mesure par la nécessité *« d'unifier les efforts et les rangs dans un cadre commun qui serve les intérêts du peuple syrien* », puisque l'EIIL « *a commis des agressions contre ce peuple* ». [5]

Ces organisations, bien qu'islamistes, ont souligné le fait qu'ils doivent rester « loin de l'intégrisme et du radicalisme » : « *La révolution syrienne est basée sur des valeurs qui visent à atteindre la liberté, la justice et la sécurité de toute la société syrienne et de son tissu multiethnique, multiconfessionnel et social diversifié* » ajoute leur communiqué.[6]

Cependant, le prix de la lutte contre le régime et contre l'EI est très élevé

islamique en Syrie

pour les rebelles antidictatoriaux. Certains groupes rebelles qui combattent l'EI estiment que près de la moitié de leurs forces ont été détournées vers ce second front.[7]

La confrontation contre l'actuel EI et les secteurs de l'EI et d'Al Nusra est progressiste, car il s'agit d'ennemis de la révolution ; et les révolutionnaires doivent lutter pour leur expulsion des zones libérées en Syrie et pour la défense des comités et des conseils locaux et des conseils populaires qui furent créés dans différentes villes arrachées au contrôle du régime.

En ce sens, **l'avancée de l'EI sur l'Irak ne peut que favoriser la contre-révolution en Syrie**. De fait, dans la seconde moitié de juillet, l'EI a lancé une nouvelle offensive en Syrie, dans laquelle il a fait étalage du nouvel arsenal capturé en Irak, provenant principalement des Etats-Unis et comprenant quelques 1 500 Humvees [véhicule militaire], dont certains étaient armés de missiles TOW, plusieurs obus et des armes de précision. Avec cette artillerie lourde, ils ont attaqué les régions kurdes en Syrie, où des milliers de combattants des Unités de protection du peuple (UPP) combattent aujourd'hui l'EI.[8]

La présence de l'EI en Syrie, en plus d'être un élément militaire de la lutte contre les rebelles sur le terrain, sert grandement le dictateur syrien pour renforcer le discours dans lequel il est présenté comme le seul « sauveur » du pays face à « l'avancée de terrorisme ». Al Assad utilise cette carte devant l'impérialisme, se présentant comme incontournable pour vaincre l'EI, et en tentant d'être au moins considéré comme le « moindre mal » par l'Occident.

Il s'agit de s'afficher comme « allié fiable » de l'impérialisme, puisqu'après l'avancée de l'IE en Irak, Al Assad en est même venu à bombarder quelques villes dominées par l'EI, tout en prenant garde de ne pas détruire leur siège ou d'atteindre des objectifs militaires importants. Le 14 juillet, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères et des Expatriés, Faisal al-Mekdad, a déclaré qu'Al Assad est déterminé à « supprimer » l'Etat islamique et a exhorté les pays occidentaux à s'unir à la « lutte contre le terrorisme ». A cet égard, le ministre adjoint des Affaires étrangères a fait valoir que la seule façon de résoudre la menace des groupes islamistes extrémistes est de travailler en collaboration avec le gouvernement syrien.[9]



Les forces rebelles syriennes combattent aussi l'EI.

En d'autres termes, toutes les actions de l'EI en Syrie et en Irak sont contre-révolutionnaires : dans le premier de ces deux pays, parce qu'ils combattent directement les rebelles antidictatoriaux, dans le second parce qu'ils détournent l'attention de la guerre civile syrienne et servent de justification pour que la dictature syrienne puisse se présenter comme un facteur de « stabilité ». C'est pourquoi l'Etat islamique fait partie intégrante du large front contre-révolutionnaire qui s'abat sur l'ensemble du Moyen-Orient.

____

1 https://tahriricn.wordpress.com/2014/06/26/iraq-and-syria-the-struggle-against-the-multi-sided-counterrevolution/

2 www.rpp.com.pe/2014-02-03-siria-suben-a-mas-de-1-700-los-muertos-en-choques-entre-rebeldes-noticia_666654.html

3 www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2014/May-19/256939-general-strike-challenges-isis-in-aleppo-town.ashx#ixzz32COGn43G

4 www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2014/May-19/256939-general-strike-challenges-isis-in-aleppo-town.ashx#ixzz32COGn43G

5 http://noticias.terra.com/internacional/asia/rebeldes-islamistas-sirios-declaran-a-grupo-yihadista-como-objetivo-militar,8c37d96a02106410VgnCLD2000000dc6eb0aRCRD.html

6 http://noticias.terra.com/internacional/asia/rebeldes-islamistas-sirios-declaran-a-grupo-yihadista-como-objetivo-militar,8c37d96a02106410VgnCLD2000000dc6eb0aRCRD.html

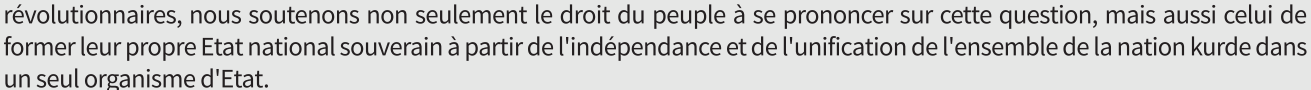
7 www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21603470-rivalry-between-insurgents-helping-him-nowbut-may-eventually-undermine-him#

8 www.latercera.com/noticia/mundo/2014/07/678-587708-9-bbc-mientras-irak-arde-isis-ataca-en-siria.shtml

9 www.prensalatina.cu/index.php?option=com_content&task=view&idioma=1&id=2881151&Itemid=1

Pour l'autodétermination de toute la nation kurde

Au milieu de ces conflits, surgit avec force la question du droit à l'autodétermination (création d'un Etat indépendant) de la nation kurde vivant dans les frontières de l'Irak. Comme révolutionnaires, nous soutenons non seulement le droit du peuple à se prononcer sur cette question, mais aussi celui de former leur propre Etat national souverain à partir de l'indépendance et de l'unification de l'ensemble de la nation kurde dans un seul organisme d'Etat.



Les Kurdes, comme on le sait, représentent une des plus grandes nations opprimées sans Etat propre, avec une population de près de 40 millions de personnes dispersées sur territoires de quatre états (Turquie, Iran, Irak et Syrie) ; dont 30 % en Irak et en Syrie. Bien qu'ils aient historiquement toujours vécu sur ces terres (l'ancienne Mésopotamie), en maintenant leur langue et leur culture, ils ont toujours été opprimés, persécutés et soumis à toutes sortes de ségrégation et de « nettoyage ethnique ».

L'avancée de l'EI a montré que les peshmergas, les forces armées du Kurdistan irakien, sont la seule force sur le terrain capable de mettre un terme à leur offensive. Compte tenu de ce fait, la bourgeoisie kurde s'est sentie en position de force pour négocier de nouvelles conditions sur le commerce du pétrole face au contrôle serré que Bagdad exerce sur ce dernier.

Dans le cas du brut extrait des puits kurdes, l'Etat « unitaire » leur donne en retour 17 % du chiffre d'affaires, même si les autorités kurdes disent ne recevoir que 10 %. Une possible « indépendance » pourrait leur donner la possibilité d'exporter sans l'autorisation du gouvernement par le port turc de Ceyhan, ce qu'ils ont commencé à faire. En juin, le Kurdistan a doublé sa production de 360.000 barils par jour (sur les 2,6 millions que produit l'Irak). Cependant, il y a des secteurs kurdes prêts à abandonner jusqu'à la lutte pour un Etat indépendant dans le territoire de l'actuel Kurdistan irakien – et ne parlons pas d'un Etat comprenant l'ensemble de la nation kurde dispersée dans d'autres pays limitrophes –, dans le but de négocier la permanence dans l'Etat irakien en échange de 25 % ou plus du gâteau.1

La lutte des Kurdes contre l'EI et Maliki est une lutte juste et progressive malgré sa direction bourgeoise, mais la classe ouvrière kurde ne peut pas lui faire confiance une seule seconde.

En tant que révolutionnaires, nous défendons inconditionnellement non seulement le droit de la nation kurde de décider de son sort, mais l'indépendance et la création d'un Etat libre et souverain, unifiant l'ensemble de la population kurde non seulement d'Irak, mais aussi de Turquie, d'Iran et de Syrie. Cette tâche, qui implique une rupture avec la politique historique de l'impérialisme et une confrontation ouverte avec la bourgeoisie locale, ne peut être portée par l'actuelle direction kurde en Irak. C'est une tâche démocratique de libération nationale, qui revient à la classe ouvrière kurde unie aux peuples de la région.

1 http://internacional.elpais.com/internacional/2014/06/14/actualidad/1402765801_115263.html#sumario_2



Nous sommes pour la lutte indépendante du peuple irakien contre Maliki et contre l'Etat islamique, dans la perspective d'un gouvernement ouvrier, paysan et populaire.

Selon nous, la solution à la crise commence par maintenir une position d'indépendance de classe. Comme nous le disions au début du conflit dans la déclaration de la LIT-CI :

« **La classe ouvrière et le peuple irakien n'ont rien à gagner à l'intensification de la guerre civile interbourgeoise,** présentée comme un affrontement entre les confessions sunnites et chiites. Il s'agit d'une lutte entre capitalistes pour le contrôle de l'industrie pétrolière, aggravée par le chaos politique provoqué par la guerre et l'occupation impérialistes. **Dans la confrontation entre l'ISIS et les troupes de Maliki, la classe ouvrière et le peuple irakien ne peuvent s'aligner politiquement et militairement avec aucun d'eux. »**[1]

Tel est également le sens de la position de la **Fédération des conseils ouvriers et des syndicats en Irak (FWCUI),** qui a publié une déclaration exprimant une position de classe et qui se réfère à l'avancée militaire de l'EI :

« [...] **Les Irakiens en général rejettent l'ISIS**, tant dans les régions de l'Irak centrales et du sud de l'Irak que dans les régions du pays qui ne sont déjà plus sous le contrôle du gouvernement : les zones dites ''sunnites'' ou le ''triangle sunnite''. [...] **La chute de plusieurs villes irakiennes aux mains de groupes armés ne représente pas les aspirations des gens qui y vivent. Leurs exigences de se débarrasser du sectarisme sont claires et directes.** Ils les ont exprimées à travers des manifestations et des sit-ins non violents. »[2]

A propos du gouvernement Maliki, la Fédération affirme :

« En même temps, **les Irakiens en général rejettent aussi le régime actuel de Nouri al-Maliki et ses politiques, construites sur une base ethnique et sectaire.** Cela est particulièrement vrai dans les zones urbaines, où se concentre la plus importante discrimination sectaire et où le gouvernement traite les gens comme des ennemis politiques. »[3]

Nous exprimons également notre rejet total de toute forme d'intervention impérialiste et d'autres puissances régionales comme l'Iran ou les monarchies réactionnaires du Golfe. Nous partageons, là aussi, la position de la FWCUI :

« Pendant ce temps, le gouvernement des Etats-Unis – principale cause de ces problèmes – se prépare à intervenir quand il le souhaite. Quand Obama a parlé des événements récents, il a exprimé à deux reprises sa préoccupation pour le pétrole irakien. Mais il n'a manifesté aucune considération ni préoccupation pour le sort des deux millions de personnes qui sont maintenant sous le contrôle de l'ISIS, ni pour les femmes qui ont commencé à se suicider à Mossoul en raison des bandes de l'ISIS [...]

Nous rejetons l'intervention des Etats-Unis et nous protestons contre le discours déplacé d'Obama, dans lequel il a manifesté son souci pour le pétrole et non pour le peuple. Nous sommes aussi fermement contre l'ingérence flagrante de l'Iran. »[4]

La seule solution progressiste à la crise viendra de l'action indépendante de l'héroïque classe ouvrière et du peuple irakien, qui doivent s'unir dans la lutte à la fois contre le gouvernement sectaire, corrompu et despotique de Maliki et contre les forces réactionnaires et théocratiques de l'EI, dans la perspective de libérer le pays de l'impérialisme, en reprenant le contrôle des ressources naturelles au service du peuple.

C'est une tâche urgente parce que, comme la FWCUI l'a déclaré : « *La classe ouvrière en Irak est la force commune qui existe dans tout le pays, du nord du Kurdistan aux points les plus éloignés du sud.* ***C'est la force dont l'existence et la survie mêmes dépendent de l'éradication de la discrimination sectaire, et de l'unification du peuple irakien****. C'est la seule force qui peut mettre fin à la fragmentation et à la division*. »[5]

Selon nous, cela n'est possible que par la construction d'un parti révolutionnaire et internationaliste, indispensable pour lutter pour l'établissement d'un **gouvernement ouvrier, paysan et populaire,** qui serve de fer de lance pour soutenir toutes les révolutions au Moyen-Orient, à commencer par la révolution syrienne et la cause du peuple palestinien, et qui continue par l'expulsion de l'impérialisme de la région, et la construction du socialisme international.

---

1 www.litci.org/declaraciones/740-declaracion-litci-europa/4454-sobre-la-situacion-en-irak

2 www.litci.org/inicio/newspaises/asia/irak/4479-declaracion-de-la-federacion-de-consejos-de-trabajadores-y-sindicatos-fwcui

3 Ibidem 4 Ibidem 5 Ibidem

Le Brésil après la Coupe du monde

Mariucha Fontana

Les événements de juin 2013 ont ouvert une nouvelle situation de la lutte des classes dans le pays, un nouveau rapport de forces qui continue à s'approfondir, quoiqu'avec des conjonctures variables.



Dans les semaines qui ont précédé la Coupe du monde 2014, une vague généralisée de grèves, jamais vue depuis près de 30 ans, a inondé le pays. Beaucoup d'entre elles étaient spontanées, radicalisées, et mettaient au premier plan des rébellions de la base contre les directions syndicales bureaucratiques, ce qui a surpris la bourgeoisie, les gouvernements et les bureaucraties.

L'arrêt de travail dans les nombreuses usines et les secteurs du travail en sous-traitance des grandes entreprises fut accompagné par les chauffeurs de bus, qui ont fait des grèves-surprises dans de nombreuses capitales, dont Rio de Janeiro et São Paulo. La plus emblématique de ces grèves fut celle des travailleurs du Métro de São Paulo. (Voir l'entretien avec le président du syndicat.)

Certains journaux européens avancèrent même la possibilité d'une grève générale à l'ouverture de la Coupe. Mais cette ouverture monopolisa l'attention et le peuple entra dans l'atmosphère de la Coupe, mettant de côté pour un temps ses préoccupations.

La défaite de l'équipe brésilienne contre l'Allemagne, par 7 buts à 1, a ensuite accéléré la fin de ce bref intermède, au cours duquel les travailleurs et le peuple avaient cherché à se distraire un peu, comme lors du carnaval, en oubliant les insatisfactions de la vie.

La vie revint à la normale, ainsi que l'insatisfaction concernant l'inflation, les bas salaires et l'endettement des ménages, la précarité des transports et des services publics essentiels, tels que la santé et l'éducation, la violence policière dans les quartiers pauvres de la périphérie des grandes villes, la pénurie de logements, la spéculation immobilière et la hausse des loyers, les licenciements dans l'industrie et de nombreux autres problèmes.

La toile de fond de ce mécontentement est l'important ralentissement de l'économie, pour laquelle une croissance d'environ 1 % est prévue en 2014, avec une rétraction de l'industrie et une hausse de l'inflation, ainsi que des problèmes croissants concernant la diminution des prix des matières premières, qui ont réduit à néant l'excédent de la balance commerciale du pays, grand exportateur d'aliments et de minéraux, en particulier à destination de la Chine.

Les années de croissance économique ont pris fin, tout comme certaines lacunes dans la politique économique néolibérale qui permettaient la mise en œuvre de certaines mesures visant à renforcer le marché intérieur. C'est également la fin de l'intégration précaire d'un grand contingent de personnes sur le marché du travail, avec de bas salaires et l'accès généralisé au crédit pour stimuler l'acquisition de biens durables moyennant des mensualités sans limites de temps. Les jeunes et les travailleurs ne voient déjà plus la possibilité d'améliorer effectivement leurs conditions de vie, ils croulent sous les dettes et se rendent compte du coût élevé de la vie.

L'impérialisme et la classe dominante, les banquiers, les multinationales, l'industrie nationale de la manufacture ou de l'agro-industrie et les grandes chaînes de vente au détail se posent des questions et exigent des mesures pour accroître l'exploitation, les fameux « ajustements » et les « coupes ». Bref, ils veulent comme toujours que les travailleurs payent l'addition.

C'est dans ce contexte qu'auront lieu cette année les élections présidentielles et législatives fédérales et régionales au Brésil. La course à la présidence et la campagne électorale entrent en scène.

Des élections polarisées et encadrées par les luttes

La plupart des gens vont aller voter, malgré le dégoût envers les politiciens et une augmentation des abstentions constatée dans les sondages, mais ce sera sans enthousiasme, sans beaucoup d'espoir. La nouvelle situation de la lutte de classes se reflètera dans les élections, quoique de manière déformée.

La popularité du gouvernement de collaboration de classes du *Partido dos Trabalhadores* (PT) a reculé et est revenue au niveau de juin 2013, quand la cote d'approbation de Dilma Rousseff chuta de 70 % à 35 %. Des secteurs de la bourgeoisie abandonnent le navire du gouvernement et passent à celui du candidat de l'opposition, du *Partido da Social Democracia Brasileira* (PSDB).

Dilma est en train de chuter dans les sondages et sa réélection est actuellement incertaine, mais elle reste la favorite. Aécio Neves, du PSDB néolibéral de l'ancien président Fernando Henrique

Cardoso (FHC), est en deuxième position, avec 20 % des intentions de vote, et des sondages (du journal *Folha de S.Paulo*) annoncent un second tour serré, où Aécio talonnerait Dilma.

Le troisième homme, Eduardo Campos, du *Partido Socialista Brasileiro* (PSB, également un parti de la bourgeoisie), arrive à 8 % dans les sondages et essaye maintenant d'apparaître comme une nouveauté. Il a Marina Silva comme candidate à la vice-présidence. Celle-ci a déjà été ministre de l'Environnement du PT et est actuellement liée à un secteur de l'industrie ayant des intérêts dans l'exploitation de la biodiversité de l'Amazonie.



La grève emblématique du Métro de SãoPaulo fait face à la répression de la police.

Ces trois candidats de première ligne sont copieusement financés par les banquiers et les hommes d'affaires. Ils ont amplement accès aux médias et bénéficient de la part la plus importante du temps d'antenne électoral gratuit à la radio et la télévision. Il y a au total onze candidats pour la présidence.

Tous les candidats, Dilma y compris, vont parler de changements car tel est le sentiment prédominant dans la population. Les travailleurs et les jeunes ne sont pas satisfaits. Les élections, terrain de la bourgeoisie et comme tel sous le contrôle du pouvoir économique, seront une expression très déformée de la nouvelle situation politique.

Des sources à l'intérieur des entreprises signalent une plus grande politisation des masses, qui prennent leur distance avec le PT, y compris dans la classe ouvrière. Il y a un nouvel espace qui, à son tour, est convoité par les différents candidats et projets. Mais il y a certainement plus d'espace pour le programme et les propositions des révolutionnaires. La traduction de cet espace en votes est toutefois une autre affaire.

Le « vote utile » devient important dans des élections polarisées. Beaucoup de gens peuvent être d'accord avec un programme et voter pour le candidat d'un autre, qui a plus de chances d'emporter la victoire ou d'empêcher celle du « grand mal » ; et ils votent alors pour le « moindre mal ». De cette façon, de nombreux secteurs en rupture avec le PT peuvent, le moment venu, voter pour le candidat de ce dernier, afin d'essayer d'empêcher le retour au gouvernement du PSDB.

Une chose est cependant certaine : les prochaines élections seront les premières, après 12 ans de règne du PT, à avoir lieu en pleine situation prérévolutionnaire dans le pays ; une situation qui a commencé avec la mobilisation sans précédent de masses et la montée des luttes des travailleurs, qui en ont été l'élément le plus avancé. Ces élections auront pour cadre une importante usure du régime et un immense dégoût envers les politiciens.

Ce sera la principale manifestation politique des deux prochains mois, mais cela ne veut nullement dire qu'elle pourra contenir toutes les luttes et les campagnes pour le salaire dans la seconde moitié de l'année.

Les bataillons lourds de la classe ouvrière brésilienne ont des campagnes pour le salaire dans les mois de septembre, octobre et novembre, et bien que les bureaucraties syndicales, en particulier celles du parti au pouvoir, aient intérêt à détourner, retarder ou éviter les luttes, il est peu probable qu'elles puissent contenir toute mobilisation. L'approche des élections peut être utilisée par les travailleurs, comme cela fut le cas avec la Coupe, pour aller se battre pour leurs revendications.

La bataille pour cet espace d'expérience et de rupture avec le gouvernement et sa politique – en faveur d'un programme révolutionnaire, ouvrier, de classe, antirégime, anticapitaliste et socialiste, à un moment où un gouvernement de collaboration de classes est fortement contesté, tout comme sa politique, ses alliances, son « tout est permis » pour les élections et ses scandales de corruption – est une nécessité pour la classe ouvrière et une opportunité pour une organisation révolutionnaire.



Dilma Rousseff, présidente du Brésil pour le Parti des Travailleurs (PT).

Zé Maria président



Un travailleur qui n'a pas changé de camp

Le PSTU présente la candidature à la présidence de la République de José Maria de Almeida, alias Zé Maria.

Zé Maria est né dans l'Etat de São Paulo le 2 octobre 1957 et a commencé son militantisme politique dans les grèves des travailleurs de l'agglomération industrielle de l'ABC[1] dans les années 1970. Il travaillait à l'époque à la COFAP, une usine de pièces d'automobile dans la ville de Santo André et fit partie des comités de grève dans les luttes qui furent décisives pour la chute, quelques années plus tard, de la dictature et pour la construction de la CUT et du PT.

Il fut emprisonné, avec Lula et 23 autres syndicalistes, après l'intervention de la dictature dans les syndicats, suite aux grèves, et fut ensuite encore emprisonné et torturé deux fois sous le régime militaire. Il aida à la construction de *Convergencia socialista*. Et c'est lui qui proposa la fondation du PT lors d'un congrès de métallurgistes de l'Etat de São Paulo, qui se tint dans la ville de Lins.

En 1980, il dirigea la fondation du PT et de la CUT. En 1984, il déménagea dans l'Etat de Minas Gerais parce qu'il ne trouvait pas d'emploi à São Paulo et il devint un leader des métallos dans cet Etat et une figure à l'échelle nationale. Il contribua à la fondation de la Fédération Démocratique des Métallos de Minas et il dirigea d'importantes grèves et occupations d'usine.

En 1992, il fut expulsé du PT, avec Convergencia Socialista, à cause du soutien à la campagne « *Fora Collor* »[2], contre la direction du parti, et parce qu'il était en désaccord avec la politique du PT de collaboration avec l'Etat et les patrons. En 1994, il contribua à la fondation du PSTU. Et quand la CUT cessa d'être un instrument de lutte pour devenir un instrument du gouvernement, Zé Maria proposa et coordonna la construction de *Conlutas*, un outil important de l'organisation des travailleurs brésiliens.

Ce sont de nombreuses années de lutte aux côtés de la classe travailleuse et de la jeunesse, toujours avec la même conviction que seule la lutte pour la révolution socialiste peut vraiment changer la vie des travailleurs et le monde. Cette cohérence, d'un travailleur qui n'a pas changé de camp et ne s'est pas aligné avec les patrons et leurs partis – comme c'est le cas pour Lula et le PT –, donne à Zé Maria une énorme crédibilité dans la bataille pour un programme et un projet ouvrier et socialiste pour le Brésil.

---

1 Les villes de Santo **A**ndré, São **B**ernardo do Campo et São **C**aetano do Sul

2 Une campagne de 1992, exigeant la destitution du Président de la République, Fernando Collor de Mello.

Claudia Durans vice – Une femme, noire et socialiste

Claudia Duran, femme noire et socialiste, est la candidate à la vice-présidence à côté de Zé Maria et l'expression de l'engagement de la candidature révolutionnaire du PSTU dans la lutte pour la défense de la femme travailleuse et des hommes et des femmes noires, contre toute forme de machisme et de racisme, répondant ainsi au mythe existant de la démocratie raciale au Brésil, un pays dans lequel la majorité de la population est noire et opprimée, les noirs étant les secteurs les plus exploités de la classe travailleuse brésilienne.

Claudia milite depuis l'âge de 16 ans. En 1983, elle s'engage dans la lutte étudiante au Département de Service Social à l'Université fédérale du Maranhão (UFMA) et rejoint le PT. Elle quitte ensuite ce parti pour construire le PSTU. Depuis 1992, elle est professeure d'université et elle a écrit des livres et des articles analysant la façon dont les travailleurs font face à l'exploitation et la subordination politique. Elle est aussi directrice d'Apruma, l'association des enseignants, une section du syndicat national des professeurs d'université, Andes-SN, qui fait partie de la CSP-Conlutas. Elle milite activement dans la réorganisation du mouvement des Noirs et celui des féministes classistes, où elle construit le *Quilombo Raza y Clase* et le *Mouvement des femmes en lutte* (tous deux affiliés à la CSP-Conlutas), en faisant valoir que la lutte contre toute forme d'oppression, y compris l'oppression homophobe, doit avoir une orientation de classe, être déployée auprès des travailleurs et faire face à l'exploitation capitaliste.

Zé Maria a la parole

Le débat concernant les élections dans une perspective révolutionnaire

Le PSTU a proposé la création d'un Front de gauche avec le PSOL et le PCB autour d'un programme d'indépendance de classe et des propositions anticapitalistes de classe, avec une position inflexible de rejet de tout financement de la campagne par des entreprises et le respect du temps d'antenne de chaque parti.
Ce front ne s'est toutefois pas concrétisé.

Le PSOL a rendu le front impossible en avançant la candidature de Randolfe Rodrigues – qui par la suite allait y renoncer et s'allier avec la bourgeoisie de son Etat, dans la bataille pour le gouvernement d'Amapá. A cette occasion, le PSTU déclara que cette option du PSOL exprimait un programme et des stratégies différentes pour le pays.

Mais le débat refait surface des mois après que ce Front de Gauche national ait fait naufrage. Il est, par exemple, apparu lors de la crise dans le PSOL et le changement de sa candidature à la présidence de la République, au moment où le sénateur Randolfe Rodrigues a laissé place à l'ancienne députée Luciana Genro.

Luciana Genro a laissé entendre plusieurs fois que, s'il était vrai que le PSTU n'acceptait pas d'avoir un candidat à la vice-présidence en duo avec Randolfe, il n'y avait aucune raison de ne pas accepter une candidature à la vice-présidence sur une liste dirigée par elle. D'autre part, certains membres du PSOL pointent comme une incohérence le fait de ne pas constituer un Front à l'échelle nationale, alors que cela peut se faire dans certains Etats.



Colonne du PSTU dans les manifestations de juin 2013

Randolfe Rodrigues, ancien candidat à la présidence pour le PSOL



Luciana représente un secteur sur la gauche au sein du parti. Et elle et beaucoup de militants du PSOL semblent partir de l'hypothèse que les différences de programme avec le PSTU ont cessé d'exister quand elle a accepté la candidature présidentielle. J'ai beaucoup de respect pour la camarade Luciana et ces militants, mais j'ai une opinion différente sur cette question.

Si le PSTU participe aux élections, ce n'est pas parce qu'il pense que nous allons changer le pays de cette manière. Nous savons tous que les élections sont complètement contrôlées par le pouvoir économique. Nous y participons parce que nous considérons qu'il est important de batailler politiquement pour gagner la conscience des travailleurs et des jeunes, en présentant une alternative de classe, ouvrière et socialiste, pour le Brésil.

Notre but ultime est de gagner le plus grand nombre de travailleurs et de jeunes à la lutte pour la défense de ce projet ouvrier et socialiste, et de faire avancer la construction de la direction politique pour cette lutte dans notre pays.

Le programme que le PSTU présentera dans ces élections veut tout d'abord

répondre aux demandes des manifestations et des grèves qui expriment les besoins de notre classe : salaires, emploi et droits pour tous, soins de santé et éducation publics, logement, transport public de qualité, réforme agraire, pension à la retraite, bref, une vie digne pour ceux qui travaillent.

Ce programme doit donc attaquer la domination et le contrôle que les banques, les grandes entreprises et les multinationales exercent sur notre pays. Nous allons défendre la suspension immédiate du paiement de la dette extérieure et intérieure, l'étatisation des banques et du système financier, la fin des privatisations et le retour à l'Etat des entreprises privatisées, l'annulation de la mise aux enchères et des privatisations déjà réalisées dans le domaine du pétrole et de Petrobras, l'étatisation du secteur des transports, la nationalisation des terres qui sont sous le contrôle de l'agrobusiness et des grands propriétaires fonciers et leur mise au service de la production alimentaire pour la population, l'attaque aux privilèges et aux profits des grandes entreprises afin de réduire les heures de travail et d'augmenter les droits des travailleurs, l'étatisation de toutes les entreprises favorisant les licenciements, la fin de la répression policière des travailleurs et des jeunes et de la criminalisation des luttes et de la pauvreté, la démilitarisation de la police militaire et la mise en œuvre du contrôle de la police par la communauté, l'attaque à toutes les formes de discrimination et d'oppression, le machisme, le racisme, l'homophobie, la satisfaction des demandes démocratiques historiques des femmes, comme la légalisation de l'avortement, et de la jeunesse, comme la légalisation de la marijuana et la décriminalisation des drogues, l'éradication de la corruption dans le pays en mettant en prison les corrompus et les corrupteurs avec confiscation de leurs biens.

Vous voyez que ce programme affiche un contenu démocratique et économique important. Mais il ne se limite pas à la défense de la radicalisation de la démocratie, de réformes ou de développements économiques dans le cadre du capitalisme. Il s'agit d'un programme anticapitaliste, qui vise à dépasser ce système. C'est pourquoi il a besoin, pour sa mise en œuvre, d'un gouvernement des travailleurs, sans patrons, en rupture avec les banques, les multinationales et les grandes entreprises, et qui change le pays, dans la perspective de la construction d'une société socialiste. Il s'agit de donner un caractère de classe à ce projet.

Un gouvernement des travailleurs, sans patrons, ne peut être établi et ne peut gouverner et réaliser le programme mentionné ci-dessus que s'il s'appuie sur les organisations et les luttes des travailleurs, des pauvres et des jeunes.

Voilà, sous forme de résumé, le projet que le PSTU présentera aux élections. Dans les discussions que nous avons eues avec la direction du PSOL, les camarades ont rappelé que leur parti défendait un programme qui s'orientait vers la radicalisation de la démocratie, tout en évitant la défense de mesures plus radicales sur lesquelles ils ne pourraient pas dialoguer avec le niveau moyen de la conscience de la population, ce qui rendrait plus difficile la lutte pour avoir des voix.

Le PSTU a l'intention de disputer les voix des travailleurs et des jeunes. Mais il ne va pas pour autant cesser de défendre son programme, ni de dire la vérité aux travailleurs. Nous devons gagner les travailleurs à la lutte pour

Colonne de la CSP-Conlutas et du PSTU lors d'une manifestation à Brasilia en avril 2013





Les mobilisations de masse, en juin 2013, ont changé la situation politique du pays

la transformation du pays, et pas seulement gagner leur vote à tout prix. Et ce n'est pas juste une idée fantaisiste à nous. Si les travailleurs et les jeunes brésiliens n'adoptent pas la lutte pour ce projet, il n'y aura pas de révolution ; et sans révolution, il n'y aura pas de véritable changement dans le pays.

Nous avons déjà vu ce débat sur la nécessité de réduire le programme afin d'obtenir des voix dans l'histoire récente de la gauche brésilienne : c'est dans le PT. Nous savons comment cette histoire s'est terminée et nous ne voulons pas la répéter.

Le sénateur Randolfe Rodrigues a retiré sa candidature à la présidence pour promouvoir en Amapá un front électoral avec le PSB et le PT, en abandonnant complètement le critère de l'indépendance de la classe ! De toute évidence, Randolfe est l'expression politique principale de la direction du PSOL, et à ce que l'on sache, aucune décision du parti, contraire à ce qui a été fait, n'a été prise.

Nous comprenons que cela va de soi pour le PSOL, car, même en faisant partie de la gauche socialiste brésilienne et de l'opposition de gauche au gouvernement du PT, il ne se présente pas comme un parti révolutionnaire et n'adopte donc pas la révolution comme stratégie, c'est-à-dire une transformation complète de la structure économique, sociale et politique du pays. Et nous comprenons la raison de l'accord conclu par la camarade Luciana avec la direction du PSOL (immédiatement après le congrès du parti), qui lui avait donné la candidature à la vice-présidence, en duo avec Randolfe. Malgré les différences entre eux, ils font partie du même parti et ont donc en commun la même stratégie.

Cependant, le PSTU est un autre parti, avec un autre projet pour le pays. Et sa candidature à la présidence est au service de ce projet pour les travailleurs, les travailleuses et les jeunes du Brésil. Pour nous, la participation à la bataille électorale en cours, pour gagner une partie de notre classe pour ce projet, ne peut que renforcer notre lutte pour une révolution dans le pays.

Nous croyons que le fait d'abaisser notre programme, de ne pas annoncer clairement aux travailleurs les changements que nous devons faire dans le pays et la façon de le faire, d'abandonner l'indépendance de classe, bien que cela conduise à gagner davantage de voix, aurait comme résultat un éloignement de plus en plus important de notre objectif. C'est cela la différence, et on voit bien qu'il ne s'agit pas simplement de savoir qui est le candidat à la vice-présidence, en duo avec qui. C'est pourquoi il n'y a donc pas eu de Front électoral national.

Dans les différents Etats du pays, le processus se développe de façon inégale et combinée. Là où nous avons été capables d'arriver à un accord acceptable concernant le programme et d'autres exigences pour un Front à l'échelle de l'Etat, ce Front a été établi et s'est présenté comme une alternative unique aux candidatures bourgeoises traditionnelles, ainsi qu'au PT et ses alliés dans ces Etats. Cependant, dans tout le pays, que ce soit avec un front électoral ou avec une candidature propre dans les Etats, tout le militantisme du PSTU travaillera dur dans la bataille pour la conscience des travailleurs et des jeunes brésiliens, en défense de ce projet de classe, ouvrier et socialiste, pour le Brésil.

Un séminaire programmatique, en 2014



ESTAMOS EM GREVE

La vague de grèves qui a eu lieu avant la Coupe

Les manifestations de masse dans la rue – en marge des organisations existantes – ont ouvert une nouvelle situation en juin 2013, ce qui a bouleversé le pays de fond en comble. Ces manifestations ont exprimé un profond mouvement et ont structurellement secoué la base du mouvement ouvrier et des travailleurs.

Ce séisme a donné une puissante impulsion à un processus qui avait commencé à se manifester depuis 2008 : l'augmentation du nombre de grèves et d'arrêts de travail, qui, déjà en 2012, n'avait jamais été aussi important depuis 1997.

Les grèves de la construction civile dans les travaux du PAC[1] et dans de nombreuses usines et industries anticipaient déjà le mécontentement qui allait exploser en juin et dont l'étincelle fut l'augmentation du prix des transports en autobus. En juin 2013, il y eut un recul dans les manifestations de masse dans la rue, mais la dynamique avait mis en mouvement – à un niveau plus élevé – la classe ouvrière, avec ses propres méthodes de grèves et de piquets de grève, et avec de nouvelles caractéristiques. Nous ne disposons pas encore du nombre de grèves pour 2013 et 2014, fourni par le Département de statistiques[2]. Mais il faut remonter à 1989 pour trouver un nombre supérieur à celui de 2012 et il est fort probable que la nouvelle vague atteigne un record historique.

Le Comperj de Rio de Janeiro, et les travailleurs de la construction civile de Belém.





Cette vague de la première moitié de l'année a commencé par la grève des éboueurs à Rio de Janeiro, pendant le carnaval, et par celle des travailleurs externalisés de Petrobras et des travailleurs du complexe pétrochimique de Rio de Janeiro (Comperj). Elle s'est ensuite propagée à de nombreux secteurs et syndicats, comme ceux de la construction civile, des chauffeurs d'autobus, des travailleurs de nombreuses usines (Imbel, Gerdau, Embraer), des mineurs, du personnel de sécurité, des enseignants, des travailleurs de la santé, des pompiers, de la police, etc.

Cette vague montante de grèves eut un important aspect de rébellion de la base, d'autodétermination et d'émergence d'une nouvelle avant-garde, y compris dans les usines. Il faudra voir comment la classe va réagir ou continuer à agir à un moment de chômage élevé. Mais pour l'instant, les licenciements qui ont commencé à sévir n'ont pas réussi à arrêter les luttes. C'est peut-être dû à l'énorme rotation et la précarisation : dans l'industrie, il y eut une rotation de la main d'œuvre de 30 % en un an.

___________)

1 *Programa de Aceleração do Crescimento* – Plan d'accélération de la croissance –, un plan de quatre ans, lancé en 2007.

2 Le Dieese – *Departamento Intersindical de Estatísticas y Estudos Socioeconômicos* – qui comptabilise le nombre de grèves et d'arrêts de travail dans tous les secteurs.

Une nouvelle situation du mouvement ouvrier et des travailleurs

Pour Carlos Pereira, alias *Cacau*, de la coordination nationale de la CSP-Conlutas, nous sommes actuellement témoins d'une « montée des luttes syndicales et populaires » au Brésil, et les jours de juin et juillet 2013 ont donné un nouveau profil à la classe travailleuse brésilienne. En se référant aux grèves qui ont eu lieu en marge de la bureaucratie, et même en opposition à cette dernière, mais au sein des syndicats, il a dit que les « explosions » dans les grands travaux du PAC avaient déjà montré l'insatisfaction des travailleurs en général et de la classe ouvrière en particulier ; et elles se sont transformées en rébellions à cause des conditions de travail particulières dans les grands chantiers.



Dans ce cas, il y a eu la combinaison de gigantesques concentrations de travailleurs qui devaient endurer les pires conditions de travail, sans parler des dizaines d'accidents mortels, avec la militarisation des chantiers. Il y avait aussi le manque de respect des moindres droits du travail. Et il n'y avait pratiquement pas d'organisation syndicale, ou alors une bureaucratie à la tête de syndicats bureaucratiques, qui était l'alliée des patrons et qui menaçait même souvent de mort les militants qui se manifestaient.

Les protestations de juin ont mobilisé des millions de travailleurs et de jeunes en marge des appareils syndicaux traditionnels. Actuellement, la mobilisation prend une autre allure : une partie importante des luttes se mènent à l'intérieur des syndicats ou les dépassent lorsque les directions s'opposent aux grèves.

Cacau estime que ce processus, aujourd'hui déjà très important, pourrait s'étendre et devenir de masses, ce qui mettrait alors à l'ordre du jour et promouvrait la construction d'une nouvelle direction du mouvement ouvrier et syndical brésilien à une autre échelle, à partir de la base.

Les récentes mobilisations donnent lieu à l'apparition d'une ample avant-garde très proche de la base, avec de nouvelles caractéristiques, en particulier dans le mouvement syndical. Cela inclut le retour des mobilisations dans les entreprises et les usines qui n'avaient pas bougé pendant plus de 20 ans, dont beaucoup dans l'industrie métallurgique et sidérurgique ; le recours à de longues grèves dans les usines ; l'entrée en scène des secteurs les plus exploités, paupérisés et précarisés de la classe, y compris ceux que les syndicats avaient d'énormes difficultés à organiser, comme la sous-traitance. Ces secteurs sont sortis de l'ombre et de l'arrière-garde et sont entrés dans l'avant-garde de manière radicale et à grande échelle.

Bien que les grèves se fassent toujours avec une orientation économique, elles se politisent rapidement. Bref, le trait le plus saillant est que les récentes mobilisations combinent la mise en cause des directions syndicales avec l'émergence de commissions de base et d'autres formes d'organisation des militants. Là où il y a des directions combatives, avec une ample démocratie ouvrière qui donne de l'espace à l'autoorganisation et l'encourage, il y a une vie nouvelle en ébullition. Plusieurs de ces nouveaux secteurs ont cherché le soutien de la CSP-Conlutas. Ce processus à la base est ce qu'il y a de plus important dans ce qui se passe aujourd'hui au sein du mouvement.

Altino Prazeres, président du syndicat des travailleurs du métro de São Paulo

« Notre grève a été une référence de combat dans le pays. »



Altino de Melo Prazeres Júnior, président du syndicat des travailleurs du métro de São Paulo, âgé de 47 ans, est né à San Luis de Maranhao. Il a commencé à travailler en 1987, à l'âge de 20 ans, dans l'usine chimique Elekeiroz de Nordeste Indústria Química S A, comme opérateur stagiaire, puis comme opérateur de machine.

En 1990, il fut élu pour deux mandats président du Syndicat des travailleurs des Industries chimiques de Pernambuco, sur une liste liée à Convergencia Socialista, alors une tendance au sein de la CUT. En 1994, il quitta Pernambuco parce que l'usine où il travaillait fermait et qu'il était très difficile d'obtenir un emploi dans une usine de la région.

Il s'est donc rendu à São Paulo, où il a travaillé quelques mois dans une autre usine chimique ; puis il fut embauché au métro comme machiniste et y travaille depuis maintenant 20 ans. Il est père de deux filles. Et tout au long de ces années, il a également repris les études et obtenu un diplôme en mathématiques à l'Université de São Paulo, préoccupé de trouver un autre travail en cas de perte de son emploi.

Il fut élu président du syndicat des travailleurs du métro de São Paulo à la fin de 2010, en battant une liste commune des centrales proches du gouvernement, la CTB et la CUT, liées respectivement au PCdoB et au PT. En 2013, sa liste fut réélue avec plus de 60 % des voix.

CI : La grève des travailleurs du métro de São Paulo, la semaine avant la Coupe, a eu lieu au milieu d'une vague de grèves spontanées et radicalisées. La grève du métro a fait face à l'illégalité pour ne pas avoir respecté une décision de justice, et a proposé l'accès gratuit, ce qui aurait alors mis l'entreprise – un des principaux moyens de transport de la plus grande ville d'Amérique du Sud – sous le contrôle des travailleurs. Comment évalues-tu cette période des luttes au Brésil et quelles sont les leçons que tu tires de cette grève ?

AP : Depuis 2013, il y a une croissance des grèves et des mobilisations, qui ont culminé dans les manifestations de juin 2013, avec des millions de personnes dans la rue contre la hausse du prix des transports en commun à São Paulo, et qui se sont ensuite propagées à travers le pays. Le gouverneur Alckmin, du PSDB, responsable de l'augmentation du ticket de métro de R$ 3,00 à R$ 3,20, et le maire Haddad, responsable de la même augmentation dans les bus, ont dû faire marche arrière et remettre le prix à R$ 3, provoquant une véritable animation générale. Le syndicat des travailleurs du métro, par exemple, utilisa dans sa campagne pour le salaire une chasuble de propagande avec l'exigence de la réduction du tarif ; et nous avons participé dès les premières manifestations à tous les mouvements.

Depuis lors, il y a eu plusieurs grèves, comme celle des éboueurs, au début de l'année 2014, contre la bureaucratie syndicale ; la grève des travailleurs de Cubatão (littoral de São Paulo) ; celle de Monotrillo à São Paulo ; celle des travailleurs de Comperj ; toutes faisant face à la bureaucratie syndicale. Il y eut aussi la grève spontanée des chauffeurs de bus de São Paulo, en mai dernier, en marge du syndicat qui avait déjà conclu un accord salarial. Puis vint la grève des travailleurs du métro de São Paulo, à la veille de l'ouverture de la Coupe, qui, pendant cinq jours, a maintenu à l'arrêt le moyen de transport le plus important dans la plus grande ville du pays et d'Amérique latine.

Nous avons défié le Gouverneur Alckmin en acceptant de travailler et de ne pas faire grève s'il acceptait l'accès gratuit, c'est-à-dire le transport gratuit, pour le métro. Le gouverneur a refusé, et cela a provoqué une controverse dans la ville sur cette question. Nous montrions que le gouverneur n'acceptait pas le défi du syndicat parce qu'il ne se souciait pas de la population. Ce débat a mené une grande partie de la population à soutenir notre grève. Une chaîne de télévision a fait un sondage et le résultat était que plus de 80 % de la population soutenait l'accès gratuit, et que plus de 70 % soutenait la grève.

Le gouvernement a utilisé les médias, les tribunaux, les troupes de choc et les licenciements pour venir à bout de la grève, une des plus importantes dans le secteur. Nous avons mis à l'arrêt la quasi-totalité de la zone opérationnelle et de celle de maintenance. C'était une grève très forte, avec des assemblées quotidiennes qui jouissaient toujours d'une participation massive ; des commissions pour convaincre les camarades ; des piquets avec des centaines de travailleurs ; et une grande participation de la base. Un exemple de lutte et d'organisation.

Après que le tribunal ait voté les questions économiques et les autres clauses de l'accord, le dimanche avant le jour de l'ouverture de la Coupe (le jeudi), la grève s'est poursuivie jusqu'au lundi. Nous avons eu 42 licenciements et les camarades ont préféré n'arrêter

la grève qu'à la fin de l'après-midi du lundi.

Cette grève a laissé des traces dans le secteur et est devenue une référence de lutte dans le pays, par le degré de mobilisation, la radicalisation, l'affrontement direct avec le gouvernement, l'intervention musclée des troupes de choc, le rôle des tribunaux, le blocage des comptes du syndicat, et le soutien populaire que nous avons obtenu. En dépit des 42 licenciements, et alors que plusieurs objectifs n'ont pas eu de suite, nous avons eu cette augmentation qui a été la plus importante depuis 2006, ainsi que d'autres dispositions qui ont élargi nos acquis.

CI : En fin de compte, les travailleurs du métro ont obtenu des concessions économiques, mais au prix de 42 licenciements. La grève a-t-elle été une défaite ou une victoire ?

AP : Nous avons obtenu la plus grande augmentation depuis 2006 ; nous avons eu l'augmentation de la valeur du chèque repas – 190 % depuis 2011 – et nous avons gardé le 13e chèque de l'année ; nous avons obtenu l'augmentation d'autres bonifications et nous avons éliminé des décomptes au travailleur qui existaient auparavant. ; Nous avons aussi gagné une « allocation de crèche » pour les parents, qui n'existait pas. En ce sens, il y a eu des acquis importants, que nous apprécions beaucoup, car ils sont le fruit de la lutte du secteur.

Les 42 licenciements ont été un coup très dur. Deux travailleurs ont déjà été réintégrés ; il en reste 40. En dépit du blocage de 900 000 R$ (300 000 €) de notre compte, le syndicat paye actuellement le salaire et les bonifications des travailleurs licenciés, le temps que dure le procès judiciaire, et nous réévaluons cela tous les six mois. Les camarades sont très solidaires avec les personnes licenciées et comprennent qu'ils l'ont été à cause de la lutte.

Cette grève a donné lieu à une croissance politique impressionnante du secteur, dans la façon de voir le tribunal, le gouvernement, la troupe de choc et la presse. Ce furent cinq jours qui ont valu des années dans la conscience des travailleurs. De nombreux agents de sécurité du métro sont d'anciens agents de la police militaire ou des troupes de choc, et beaucoup d'entre eux vécurent la répression directement. Nous avons popularisé plus que jamais le mot d'ordre de l'accès gratuit, non seulement dans le syndicat, mais aussi dans la population, et nous avons défié le gouvernement de l'appliquer, jour après jour : le gouvernement disait une chose et nous autre chose. La grève s'est politisée de façon spectaculaire.

Beaucoup ne voient que l'aspect des licenciements. Nous voyons au-delà. Le gouvernement a frappé avec les licenciements, mais il a dû supporter une grève de cinq jours dans la plus grande ville du pays. Nous sommes parvenus, au moins pendant la grève, à disputer la conscience des masses de São Paulo, et nous avons obtenu la sympathie dans tout le pays. Ce n'est pas un hasard si tous les syndicats nous soutenaient, tous, sans exception, car, en dépit du désaccord avec notre vision syndicale et politique, il était impossible de ne pas nous soutenir, parce que la société était polarisée, et tous les courants syndicaux ont dû être solidaires avec notre lutte.

Le rôle du gouvernement du PSDB, avec toute son intervention musclée, a été comme nous l'avions prévu. Le rôle de la présidente Dilma fut également regrettable. En plus de ne pas soutenir notre lutte et notre grève, le ministre national de la Justice a fait une déclaration, au milieu de la grève, en disant que « le soutien du gouvernement de São Paulo était disponible ». Ce n'est pas que nous n'avions aucun espoir dans le PT, mais ce parti a montré une fois de plus le rôle néfaste qu'il joue dans le gouvernement : il était de mèche avec le PSDB. Pour eux, l'enjeu était le méga-évènement, la Coupe, pas les droits des travailleurs. Le PT est loin de soutenir les grèves ; voyons, par exemple, la grève de l'Institut national de statistique, ou il a licencié plus de 200 travailleurs.

Tout bien considéré, je dirais que le rôle du syndicat était d'être « une école de la révolution », comme Lénine l'a enseigné. Nous avons eu un échec avec les licenciements, mais la base est avec le syndicat au moment de faire le bilan de la grève.

Pour moi, ce combat a été plus positif que négatif, par la grande lutte qui a été menée, la politisation des travailleurs du métro et d'une partie de la population, la référence que les travailleurs du métro sont redevenus dans le pays, sans oublier les acquis économiques.

Nous aurions pu seulement avoir une augmentation de salaire – qui aurait même pu être plus importante –, mais si la politisation de la base et notre dialogue ouvert avec le public, qui durent depuis des années, n'avaient pas avancé, cette augmentation n'aurait pas eu la valeur qu'elle a eue. Parce que les gains économiques sont ensuite rattrapés par l'inflation, la sous-traitance, etc. Celui qui veut vraiment changer cette société et faire une révolution apprécie beaucoup la croissance politique des travailleurs et les nouvelles



« Le transport n'est pas une marchandise. » Le vote pour la grève dans le syndicat du métro fut quasi unanime.

références, car ce sont ces facteurs qui donneront la possibilité des changements profonds en faveur des travailleurs et contre les patrons et leurs laquais.

Mais je sais que cela est parfois très difficile à comprendre, à cause d'un syndicalisme des plus jaunes et de l'impressionnisme et de la focalisation sur l'immédiat. Ce point de vue éblouit parfois même des courants qui prétendent être de la gauche révolutionnaire. Mais l'histoire est là pour montrer la vie telle qu'elle est.



La troupe de choc de la Police militaire dans la gare de métro Ana Rosa

CI : Tu es militant du PSTU et tu soutiens la candidature de Zé Maria à la présidence. Comment vois-tu la question de la construction d'un parti révolutionnaire aujourd'hui ?

AP : Je suis militant du PSTU depuis sa fondation et je l'étais de *Convergencia Socialista*, un des principaux groupes qui a précédé le PSTU. Je soutiens Zé Maria, un ouvrier socialiste qui était avec nous dans la grève du métro et dans toutes les grandes luttes du pays, reconnu pour sa combativité, y compris par ses adversaires, dans le mouvement des travailleurs. Il fut emprisonné avec Lula lors des grèves de l'ABC dans les années 1980. Mais par la suite, son passé est bien différent : il n'a pas appelé les patrons ou les propriétaires fonciers des « héros du peuple brésilien », comme l'a fait Lula. Zé combat la politique du PT en faveur des patrons.

Je soutiens pleinement la candidature de notre camarade à la présidence de la République, à cause de ce passé, du programme de défense des travailleurs, des jeunes, des femmes, des Noirs, des homosexuels et de tous les opprimés de la société ; un programme de défense de l'étatisation des moyens de production, diamétralement opposé au programme du PT et des partis traditionnels.

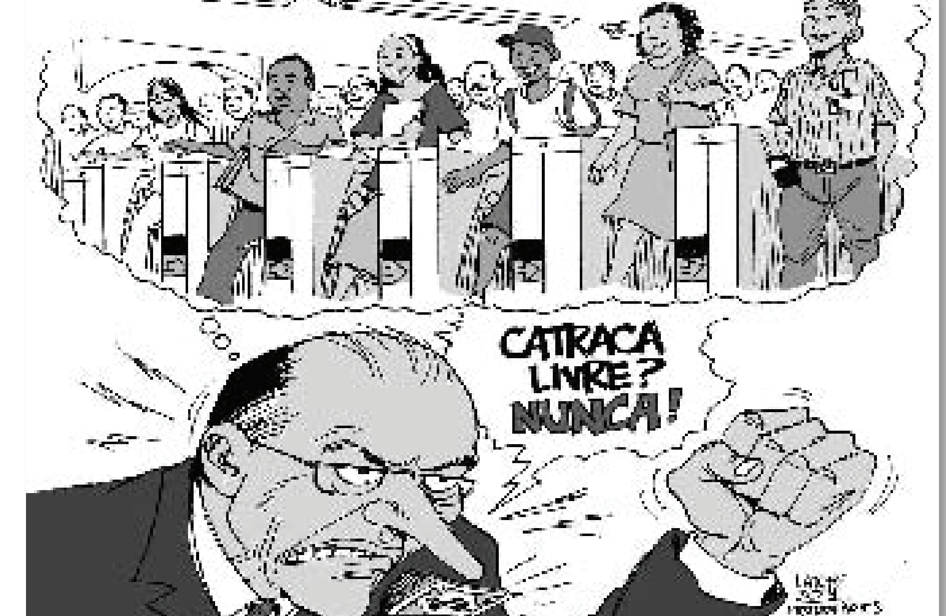
La sympathie pour le PSTU a beaucoup augmenté et nous sommes plus écoutés, même quand il y aura beaucoup de confusion avec le vote. Le PSTU est aujourd'hui l'une des grandes références pour ceux qui veulent se battre dans le pays. En ce sens, je pense que nous allons renforcer le parti révolutionnaire dans les luttes, dans les élections, et après. Il y a encore des illusions dans le PT et dans d'autres secteurs gouvernementaux de différentes nuances, y compris avec des accents plus « rouges ». Comme s'il pouvait y avoir une aile gauche compatible avec un gouvernement au service des patrons, ce qui est le cas aujourd'hui avec le PT. Il y a le PSOL, un parti qui apparaît comme d'opposition de gauche au gouvernement, qui prône un programme de réformes dans les limites d'un horizon de radicalisation de la démocratie bourgeoise, dans les cadres de « l'ordre ». Il suffit de regarder des figures comme Randolfe.[1] Ou de voir les différents secteurs horizontalistes et mêlés aux anarchistes, en général, comme médiation ou comme digue partielle pour la construction du parti révolutionnaire.

Mais l'espace existe, en particulier dans la classe ouvrière et dans la jeunesse, et nous pouvons l'occuper pour une organisation décidée à construire une grande équipe, « sans accord avec le capital », et avec la discipline nécessaire pour ne pas se perdre dans les contes de fées, dans le jeu électoral, dans la croyance simpliste que l'on peut faire face au capital sans centralisme ; une organisation très bien organisée à l'échelle internationale.

C'est cela le terrain fertile pour que le PSTU puisse grandir et occuper cet espace. L'audace est désormais essentielle pour toute personne qui veut faire la révolution, combinée avec toute la tradition théorique du marxisme et des révolutions de nos maîtres à penser, comme Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, Moreno. Nous sommes déjà en train de faire l'histoire, mais nous n'en sommes qu'au début.

---

1 Randolfe Rodrigues, sénateur pour l'Amapá, était le candidat à la présidence de la République, choisi dans le Congrès du PSOL. Il y a finalement renoncé, pour soutenir dans son Etat la candidature du PSB, un parti bourgeois auquel le PSOL est allié en Amapá et avec lequel il est au gouvernement dans la capitale de cet Etat.



Alckmin, le gouverneur de l'Etat de São Paulo, crie : « Portillon libre ? Jamais ! »

Une histoire indissociable des luttes de la classe ouvrière

Luis Carlos Prates, alias Mancha,
de São José dos Campos (Etat de São Paulo)

Le PSTU est l'héritier de toute cette tradition accumulée de luttes dans le mouvement ouvrier. Durant toutes ces années, notre parti est resté lié à la classe ouvrière, dans les usines et sur les chantiers.

Les travailleurs de Comperj de Rio de Janeiro ont fait de longues grèves ces derniers mois, au cours desquelles ils ont dû faire face à leur propre syndicat. A Belo Horizonte et à Belém, les travailleurs de la construction civile se sont rebellés. Les métallos de São José dos Campos ont fait les plus grandes manifestations et grèves des travailleurs de l'industrie automobile. Et à la veille de la Coupe, à Fortaleza (Ceará), les travailleurs de la construction civile et les chauffeurs de bus ont paralysé le centre-ville. A São Paulo, les travailleurs du métro ont fait grève pendant cinq jours, avec un grand soutien populaire.

Toutes ces luttes ont en commun la réaction des patrons, des grands médias, des gouvernements et des syndicats « jaunes » liés au gouvernement.« ». Ces derniers affirment que les grèves sont « des choses du PSTU » ou qu'il s'agit de grèves politiques.

En 2014, le PSTU célèbre son 20e anniversaire. Des accusations de ce type sont monnaie courante dans l'histoire du parti, qui cherche à se construire dans la classe ouvrière et ses luttes. Notre objectif a toujours été de construire une direction socialiste et révolutionnaire, capable d'unir le mouvement des exploités et des opprimés pour construire un Brésil pour les travailleurs.

La naissance du parti

Le courant principal à l'origine du PSTU vient de bien avant, il y a 40 ans. En 1974 fut fondée la *Liga Operaria*, un courant qui a précédé à *Convergência Socialista* (CS). En pleine dictature militaire, un petit groupe de quelques militants, inspirés par le dirigeant trotskiste argentin Nahuel Moreno, a décidé de construire un embryon d'un futur parti ouvrier. Comme ils étaient peu nombreux et que le mouvement syndical était très réprimé par la dictature, ils ont décidé de concentrer les efforts sur le mouvement étudiant, afin d'accumuler des forces et de l'expérience et d'intervenir dans le mouvement ouvrier.

L'ABC de São Paulo se rebelle

Dans les années 1978-1979 commencent les grandes grèves dans le pays. A cette époque, la *Liga* joue un rôle important. Les réductions de salaire et l'inflation avaient empiré les conditions de vie de la jeune classe ouvrière, concentrée dans pole métallurgique et automobile de São Paulo, autour des villes de Santo **A**ndré, São **B**ernardo do Campo et São **C**aetano (l'ABC). La dictature militaire entre en crise et tente une ouverture dite « lente, progressive et sûre ». La grève de Scania, à São Bernardo do Campo, donne le signal en 1978. L'année suivante, le Congrès de Lins (Etat de São Paulo) – où *Convergência Socialista* proposa la création d'un Parti des travailleurs – sera décisif pour la vague de grèves qui eurent lieu.

« *Nous présentions une proposition de mener une campagne unifiée à travers l'Etat de São Paulo. Ensuite, le processus s'est développé autour de cette proposition soulevée par le syndicat de Santo André, où j'étais membre du commando de base.* » C'est ce que rappelle Zé Maria.

La grève a commencé avec le rejet de la proposition de la Fédération de l'Industrie de l'Etat de São Paulo (FIESP) et s'est étendue à l'ensemble de l'Etat. Les dirigeants syndicaux se sont divisés. Une partie, dirigée par Lula dans l'ABC, décida de la soutenir et d'être à l'avant-garde du mouvement. Un autre secteur, « jaune », est entré en collision avec le mouvement et a fermé les syndicats. La grève a donc été conduite par les syndicats de l'opposition.

Convergência Socialista a joué un rôle clé dans ce processus. Non seulement à Santo André, mais aussi à São Caetano, où la CS dirigeait l'opposition et proposa la grève sans passer par les « jaunes ». A Jundiai et à São Jose dos Campos, la CS se trouvait dans la direc-

Des oppositions syndicales à la fondation de la CUT

Tout ce processus a donné lieu à une puissante réorganisation syndicale et politique, dirigée par la classe ouvrière, avec la création de la CUT et du PT.

Partout dans le pays émergeaient des oppositions syndicales qui balayaient les anciennes directions syndicales, ce qui a mené à la création d'une centrale syndicale qui défiait la dictature.

La CS a activement participé à la réorganisation et était présente dans d'importants syndicats – comme les métallos de Belo Horizonte, de São José dos Campos et de São Leopoldo (Etat de Rio Grande do Sul), l'industrie chimique de Recife, les pétroliers de Natal, la construction civile de Fortaleza – ou dans d'importantes oppositions – comme dans les métallos de São Paulo. Elle a également eu une présence décisive dans les deux occupations d'usine les plus importantes de l'histoire : celle de General Motors (GM), de São José dos Campos, en 1985, et celle de Mannesmann en 1989.



Congrès de Convergência Socialista et colonne de cette organisation au cours des manifestations pour la destitution du président Fernando Collor de Mello, le « Fora Collor ! »

tion de la grève, contre la direction des syndicats qui « s'est effacée ».

Le ministre du Travail de l'époque, Murilo Macedo, en est arrivé à déclarer dans la presse que la grève « était politique » et à affirmer la responsabilité des « infiltrés de CS », une organisation classée par lui comme « subversive, contraire aux intérêts du pays. » « *Nous avions alors une petite force militante, mais extrêmement sensible à la situation politique du moment, et il y avait une conscience avancée des travailleurs* », se rappelle Ze Maria.

D'importantes luttes actuelles, où le PSTU était présent, uni aux travailleurs.



L'héritage du PSTU dans le mouvement ouvrier

Notre parti est l'héritier de toute cette tradition accumulée dans la période antérieure. Les années 1990 furent marquées par une baisse dans les luttes du mouvement ouvrier, contrairement aux périodes précédentes. Les attaques profondes du néolibéralisme et la défaite de la grève du pétrole en 1995 ont marqué cette période. Il y avait aussi des changements dans les formes d'organisation de la production : le dénommé « toyotisme » augmenta la précarité de l'emploi et la sous-traitance, et contribua à répandre le mythe de partenariat entre les patrons et les salariés, avec l'accord et le soutien du syndicalisme « jaune ».

Le PSTU n'a pas succombé aux nouvelles théories, en vogue à l'époque, qui niaient le rôle central de la classe ouvrière dans la vie sociale ou proclamaient « la fin de la lutte des classes et du socialisme ». Le PSTU est resté avec les travailleurs dans la résistance, dans le quotidien des usines et des chantiers.

Un parti présent dans la nouvelle organisation des travailleurs

Le PSTU était la seule organisation dans le mouvement ouvrier qui refusa de participer dans les chambres sectorielles.

Ces chambres, où participaient les pouvoirs publics, les usines de montage et les syndicats, servaient à réduire les droits des travailleurs et à octroyer des exemptions pour les usines de montage.

Le parti a coordonné un mouvement national contre la flexibilisation des droits, entre autres dans la branche des métallos. La lutte à la General Motors de São José dos Campos devint une résistance de référence, tout comme celle des usines de l'intérieur de l'Etat de Minas Gerais.

L'élection de Lula à la présidence de la République signifia une profonde transformation de la CUT, qui cessa d'être un outil utile pour les travailleurs. En 2004, le PSTU promulgua un appel de rupture avec la CUT et de construction de Conlutas (actuellement CSP-Conlutas). La classe ouvrière y était encore une fois à la tête, avec entre autres les métallos de São José dos Campos et d'Itajubá, la Fédération démocratique des ouvriers métallos de Minas Gerais, les syndicats de la construction civile de Fortaleza et de Belem, les pétroliers de Sergipe et d'Alagoas. La participation du PSTU dans les luttes ouvrières était essentielle pour construire un parti ouvrier qui n'a pas succombé aux alliances avec les patrons et qui a maintenu un programme ouvrier et socialiste.

Les défis actuels

Le PSTU a accumulé une expérience considérable dans le mouvement ouvrier, ce qui est un motif de fierté pour le parti. Mais nous avons encore beaucoup à faire. La nouvelle vague de luttes qui existe dans le pays, avec des grèves et des manifestations qui se heurtent à leurs directions traditionnelles, ouvre de grandes possibilités pour le parti, comme ce fut le cas dans les années 1980. La mise en œuvre de nos forces pour transformer le PSTU en un vrai parti ouvrier est une tâche qui revient à tous. Si ce qui a été fait a beaucoup de valeur, ce qui vient en aura plus encore !

Pérou

40 ans du PST péruvien

Une longue et héroïque histoire dans la construction du parti ouvrier pour les luttes et la conquête du socialisme.

Malgré le fait que, dans les terribles années 30, plusieurs intellectuels péruviens font partie du mouvement trotskiste international ou en subissent une influence directe, notre courant n'apparaît comme mouvement organisé dans la vie publique du Pérou qu'en 1944, quand le Groupe Ouvrier Marxiste (GOM) est fondé.

Le groupe a été fondé par deux grands dirigeants du mouvement ouvrier textile : Félix « Mocho » Zevallos (décédé au début des années 1990) et Leoncio Bueno (qui aujourd'hui, avec ses 93 ans, revendique toujours son passé militant). Les deux militaient dans le Parti communiste stalinien. Ils ont rompu avec lui à cause de son soutien au gouvernement oligarchique de Prado, qu'ils qualifièrent de « Staline péruvien », alors que ce gouvernement attaquait les travailleurs.

Deux ans plus tard, après avoir accumulé une certaine force militante et de l'expérience, le groupe prend la dénomination de Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR). L'organisation rejoint la Quatrième internationale sous l'impulsion et l'inspiration de l'organisation argentine du même nom, qui avait plus de poids et de tradition dans ce pays. Le GOM-POR serait la première organisation apparue à la gauche du PC. Et, avec le temps, elle atteignait une influence importante : elle gagnait d'importants dirigeants ouvriers, elle obtenait une importante insertion syndicale et elle était à la tête de plusieurs luttes d'ampleur nationale. Parmi ces luttes, il y a la grève générale du textile en 1952, qui a permis d'obtenir une des plus grandes conquêtes du mouvement ouvrier péruvien – maintenue jusqu'à la déroute infligée en 1990 par la dictature de Fujimori – : l'échelle mobile des salaires, qui a indiscutablement son origine dans notre programme de transition.

La bataille du POR des années 1940 et 1950 était héroïque, de par l'isolement quasi absolu dans lequel il a dû développer son activité (dispersion et crises de la Quatrième Internationale) ; la dure persécution et la répression gouvernementale des régimes oligarchiques et dictatoriaux, qui ont coûté jusqu'à six longues années de prison pour ses principaux dirigeants ; la sale campagne de calomnies de l'énorme appareil du PC, dirigé depuis Moscou, qui accusait notre organisation « d'agents du fascisme ». C'est dans ces conditions que le PST a mené une bataille héroïque et légitime, qui a laissé un important héritage pour la construction de notre parti.

Hugo Blanco

En 1962, le POR, ensemble avec d'autres groupes, forme le Front de Gauche Révolutionnaire (Frente de Izquierda Revolucionaria – FIR), sous la direction de Hugo Blanco, qui rentrait d'Argentine, où il avait été gagné par le courant dirigé par Nahuel Moreno.

Hugo Blanco et le FIR dirigeaient l'occupation de terres et la syndicalisation paysanne dans les vallées de *Convention y Lares* (Cusco), entre 1959 et 1963. Le processus allait être le mouvement de révolution agraire le plus important en Amérique latine à l'époque et il fut adoubé par le mouvement qui a amené Castro au pouvoir en Cuba. Pour notre courant, c'était la plus grande des luttes que nous avons dirigées tout au long de notre histoire, et nous la revendiquons toujours avec orgueil, en reconnaissant le courage et la constance politique du groupe de camarades qui l'ont mené.

Le FIR allait toutefois être détruit par la répression ; le mouvement paysan vaincu ; et Hugo Blanco et ses camardes emprisonnés et condamnés à de longues peines. Toute lutte décidée et qui, en outre, est révolutionnaire court le risque de la déroute. Et on apprend aussi de celle-ci.

Mais, dans ce cas, il y eut aussi d'autres facteurs qui ont contribué à cette fin. Un groupe du parti, agissant en marge des décisions des organismes, s'est aventuré à réaliser des expropriations de banques pour financer des activités de guérilla, avec l'idée de reproduire au Pérou l'expérience de la révolution cubaine. L'aventure, comme presque toutes les expériences *putschistes* de ce type en Amérique latine, se solda par un échec et entraîna toute l'organisation, laissant la lutte paysanne dirigée par Hugo Blanco orpheline et l'exposant à la défaite.



Hugo Blanco est arrêté par la police péruvienne dans les années 1960.

Nahuel Moreno

Le personnage qui se distingue dans toute l'histoire, l'héroïque comme la tragique, est celui de l'Argentin Nahuel Moreno, étiqueté par la presse locale et internationale comme le « cerveau » : tout le processus aurait été planifié et dirigé par le SLATO (*Secrétariat Latino Américain du Trotskisme Orthodoxe*), duquel Moreno était le principal dirigeant.

Cependant, contrairement à ce qui se disait à ce moment-là, en réalité, il y eut une discussion longue et dure entre Nahuel Moreno et un groupe de camarades qui ont résisté à la déviation guérilléristе et s'y sont opposés. Le plan de Moreno était de développer un processus de mobilisation paysanne et d'occupation de terres pour promouvoir, en partant de cela, la mobilisation des travailleurs dans les villes, et construire le parti, mais cela n'a pas eu de suite.

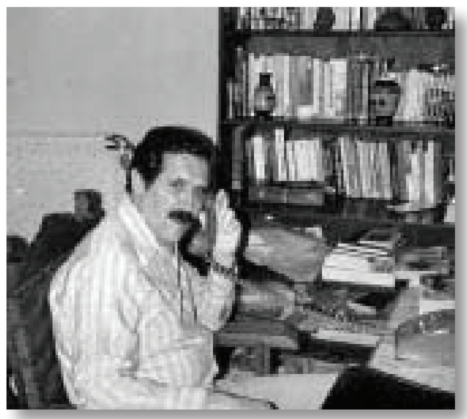
Ces faits ont marqué une partie de l'histoire péruvienne du XXe siècle, et on en trouve un écho dans un grand nombre de livres et de publications, ainsi que dans le film « *Avisa à los compañeros* » (Préviens les camarades).

Pour expliquer ce qui s'est passé, on peut citer la révolution cubaine spectaculaire, encore toute récente, qui impressionna énormément l'avant-garde. Beaucoup de nos camarades ont abandonné la tâche grise et quotidienne de construire patiemment le parti dans les organisations des travailleurs et ils ont décidé de prendre les armes, avec l'idée que c'était le chemin le plus rapide vers la révolution.

Parmi eux, il y avait le *Che* Pereyra, qui dirigerait les assauts contre les banques, le *Chino* Chang, premier secrétaire général du FIR, qui est mort en luttant à côté de Che Guevara en Bolivie. Nous gardons envers eux, et envers tous ceux qui ont choisi cette voie jusqu'à y laisser leurs propres vies, un respect absolu ; et nous revendiquons leur activité quand ils ont construit l'organisation.

L'exploit de *Convention y Lares* ne fut toutefois pas en vain. Pour le parti et l'Internationale, cela a été une expérience sans précédent qui contribua à délimiter clairement notre projet – lié au mouvement ouvrier et à la lutte des travailleurs et de leurs organisations – par rapport à la vague de guérilla qui traversait l'Amérique latine, entraînant des centaines de jeunes à l'aventure armée.

D'autre part, le processus de la révolution agraire, qui a secoué le sud des Andes, laissera le vieux système oligarchique et son Etat dans le coma. Il sera renversé par un coup d'Etat militaire « nationaliste » qui allait appliquer en 1968 une réforme agraire qu'il faut compter parmi les plus radicales réalisées par un gouvernement bourgeois, dans le monde entier.



Nahuel Moreno, à l'époque le principal dirigeant du SLATO

Regroupement et fondation du PST, en 1974

Vers la fin des années '60, une nouvelle génération de jeunes, sous l'égide de l'exploit paysan, reprend la tâche d'organiser le parti, en participant aux principales luttes qui se sont développées sous le nouveau régime militaire. L'effort du groupe de jeunes connaîtra encore une fois la frustration, suite à une nouvelle division qui révéla, en fait, que la question de l'influence de la guérilla n'était pas résolue.

Un secteur majoritaire du groupe rejoint le Secrétariat Unifié (SU) de la Quatrième Internationale qui, lors de son IXe congrès, en 1969, décida d'adopter la stratégie d'organiser des guérillas en Amérique latine, malgré l'expérience déjà vécue dans le Cusco. Le secteur minoritaire, opposé à la tactique de la guérilla, rejoint la Tendance Léniniste Trotskiste (TLT), dirigée par le *PRT-La Verdad* de l'Argentine et le *Socialist Worker's Party* (SWP) des Etats-Unis. Au Pérou, le secteur minoritaire est dirigé par Francisco Montes Paredes, qui, avec les années, deviendra le principal dirigeant et organisateur du PST.

Avec le temps, les expériences tragiques par lesquelles se sont soldées toutes les expériences de guérilla en Amérique latine finiront par donner raison au courant de Nahuel Moreno,



Marche pour la restitution des médias, en 1980. A gauche, Francisco Montes, à droite, Freddy Salazar, l'auteur de cet article.

dont le PST fait partie. Alors que le FIR officiel vociférait sur la lutte armée, le groupe de Montes grandit, en dépit de son extrême jeunesse, en s'insérant dans la classe et en faisant partie de la nouvelle montée ouvrière et populaire. Le groupe obtint une relative insertion dans la jeunesse et dans les syndicats, et acquiert une force qui, peu de temps après, lui permettra de faire le pas le plus audacieux de sa courte existence : la fondation du Parti Socialiste des Travailleurs (PST), lors d'un congrès réalisé le 28 et 29 juillet de 1974.

Les premières années : FOCEP et ARI

Les premières années du PST se sont passées sous la dictature militaire de Velasco Alvarado (1968-1975) et Morales Bermúdez (1975-1980). La tentative réformiste des premières années de Velasco échoue et est suivie alors par une dictature qui, avec des méthodes répressives, essaie de vaincre la montée des luttes pour imposer les plans d'ajustement économique dictés par le FMI. Ce contexte de fortes luttes et confrontations de classe donne lieu à un grand développement des organisations de la gauche. Et le jeune PST arrive à accumuler des forces, principalement dans des secteurs industriels de la capitale : métallurgistes, automobile et laboratoires.

La Grève nationale de juillet 1977 met fin à la dictature, et celle-ci décide un plan de retour à la démocratie et lance une convocation aux élections pour la réalisation d'une Assemblée constituante. Le PST, ensemble avec l'avocat Genaro Ledesma, le POMR de Ricardo Napuri et le FIR-POC, constitue alors le FOCEP sur la base d'un programme d'indépendance de classe. Le

POC était un groupe qui venait d'une scission du FIR.

Le PST présenta comme candidat Hugo Blanco, à cette époque en exil, qui était la personnalité la plus reconnue et combative de la gauche. Le résultat électoral sera spectaculaire, impactant ainsi notre mouvement international : le FOCEP arrive en troisième place en nombre de voix, avec Hugo Blanco en tête, et obtient ainsi 12 constituants, y compris la représentation trotskiste la plus importante du monde. Peu après cette grande victoire, le PTS vivra une grande déroute : Hugo Blanco s'était déjà éloigné décidément du courant où il avait été formé et où il avait grandi comme dirigeant, et il rompt avec le PST pour construire une autre organisation (le PRT) ensemble avec d'autres groupes centristes. De ce fait, en plus, on perd pratiquement le FOCEP, qui finit dans les mains de l'avocat Ledesma.

Le PRT, dirigé par Hugo Blanco lui-même, se dissout quelques années plus tard dans le PUM (Parti Unifié Mariateguiste), de Javier Diez Canseco. Le PUM deviendra, dans les années 1990, un parti social-démocrate et Hugo Blanco finit par renoncer définitivement, non seulement au trotskisme, mais aussi au marxisme. Il devient ainsi « indigéniste », la nouvelle tendance dans laquelle se sont recyclés beaucoup d'anciens marxistes.

Au moment où Blanco forma le PRT, le petit groupe du FIR-POC entre au PST, en novembre de 1978. Le nom de son journal, *Bandera Socialista*, publié dans la clandestinité pendant la dictature, deviendra le nom de la presse officielle du parti et c'est le même nom qu'il maintient jusqu'à aujourd'hui.

A ce moment-là, le PST subissait aussi la répression. En février de 1979, à l'occasion de la réalisation d'un atelier de formation de cadres à notre siège, notre local fut attaqué par un contingent de 200 gardes d'assaut, qui, armés de mitrailleuses, envahissaient le lieu en détruisant portes et fenêtres et arrêtaient 22 camarades. Une campagne internationale et une grève de la faim dans l'*Assemblée constituante* obtiendront la liberté des détenus.

En même temps, un important débat se produira à l'Assemblée constituante. Le premier jour de l'installation de la Constituante, le groupe de Napuri avait présenté la dénommée « Motion rouge », avec le soutien des



Le Parti socialiste des Travailleurs (PST) du Pérou en 1981

représentants de la gauche. La motion proposait la souveraineté de l'Assemblée et la fin automatique de la dictature militaire. Il s'agissait de démasquer le caractère frauduleux de l'Assemblée constituante et, en particulier, l'APRA (un ancien parti nationaliste) qui était de mèche avec les militaires. La motion obtint le résultat voulu, puisqu'elle fut rejetée par la majorité bourgeoise, alors que Haya de La Torre était obligé de déclarer devant la base de l'APRA, qui sympathisait avec la motion, que l'Assemblée était souveraine, mais « uniquement pour la rédaction de la nouvelle Constitution ».

Après la Constituante, tout le processus se canalisa vers des élections générales. Dans celles-ci, toute la gauche se rassemblera dans la *Alianza Revolucionaria de Izquierda* (ARI, l'Alliance révolutionnaire de Gauche) sous la direction de Hugo Blanco, qui était vu par les réformistes comme l'hameçon pour attirer les voix dont ils avaient besoin pour gagner un nombre important de places dans le nouveau parlement. Tous participent dans cette alliance, même les « anti-trotskistes » viscéraux, par pur calcul électoral.

Le PST se trompe de position et, au lieu de rentrer dans l'ARI, se présente seul comme alternative, surestimant ses forces et croyant que la situation lui était favorable pour se constituer comme un parti avec influence de masses. L'ARI explosa peu de temps après, à cause de cet engouement électoraliste des divers appareils qui en faisaient partie, ce qui a signifié un coup dur pour l'avant-garde et les travailleurs. La gauche se présente divisée aux élections et, de ce fait, est sanctionnée avec de maigres résultats. Le PRT, le PST et le POMR présenteront la formule présidentielle Blanco-Napurí-Fernandez : ils obtiendront moins de 4 % des voix, mais ils obtiendront cinq parlementaires.

La fusion de Napurí avec le POMR

Définitivement, toute erreur se paye dans la vie. Les erreurs du PST allaient révéler de profondes déviations qui le conduiront à une crise profonde. Le POMR lambertiste suivra un chemin semblable, mais il va vers la rupture d'un secteur majoritaire, avec Napurí à la tête, qui penchait pour une unification avec le PST.

En 1983, les deux organisations constituent le *POMR-PST – Parti Unifié*, qui adopte finalement le nom du PST. L'unification apportera au PST un nombre important de cadres et de dirigeants, parmi lesquels Ricardo Napurí, une des personnalités les plus reconnues de la gauche péruvienne.

Le nouveau parti affrontera alors un premier défi : l'accusation morale contre Napurí de la part de ses anciens camarades pour le discréditer politiquement et attaquer sa rupture avec le POMR. Ses ex-camarades inventèrent l'accusation suivante contre lui :

Etant donné « *que le salaire perçu par nos parlementaires appartient au patrimoine du parti* […] *et que c'est le parti qui décide de l'utilisation de ce revenu,* […] *le CC du POMR avait constaté que le camarade parlementaire n'avait non*

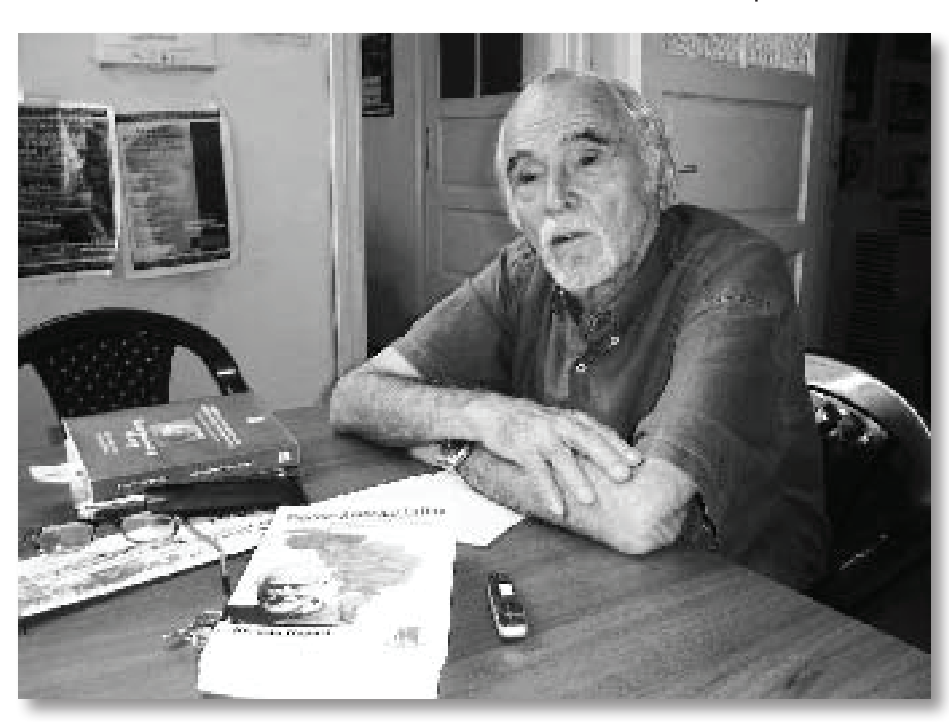
seulement pas appliqué l'accord, mais qu'il avait refusé de l'appliquer […] *et que donc, dans notre parti, il ne peut pas y avoir des éléments qui menacent de le corrompre par la pression matérielle de l'Etat bourgeois* ». Qui plus est, la même résolution précisait, au style purement stalinien, que « *celui ou ceux qui n'appliquent pas la résolution se trouvent immédiatement hors du parti* ».

Il s'agissait d'une calomnie typiquement stalinienne. Une réunion internationale, convoquée à Bogota, y répondra avec un appel à constituer un *Tribunal Moral*, pour défendre la morale révolutionnaire de Napurí et lui donner le droit à la défense. Le tribunal se constitua à Lima, présidé par le parlementaire Angel Castro Lavarello, une personnalité de la gauche.

Napurí déclara devant le Tribunal et présenta des preuves abondantes qui montraient qu'il rendait non seulement tout son salaire parlementaire au parti, mais qu'il lui cédait un montant plus élevé. Les accusateurs ne présentèrent évidemment aucune preuve. La décision du tribunal était catégorique : « *Napurí est innocent* ». Ce qui laissait les accusateurs à nu. Justice fut ainsi faite, mais cela constituait en outre un précédent dans la gauche, habituée à calomnier ses opposants politiques pour les liquider.

Marginalisation

Les années 1980 marquent une continuité dans la montée révolutionnaire, mais, en même temps, une réduction de l'espace politique pour le parti. La perte du FOCEP et l'erreur sectaire face au ARI nous ont isolés de l'avant-garde, en perte de confiance, qui nous collait l'étiquette de « divisionnistes ».



Ricardo Napurí, un dirigeant de la gauche péruvienne, résid important ant actuellement en Argentine. Il a participé à la fondation de la LIT-QI en 1982.

En même temps, les organisations réformistes formèrent Izquierda Unida (IU – Gauche unie), occupant l'espace à gauche et gagnant ainsi l'intérêt de larges secteurs du mouvement de masses. IU devient un phénomène électoral qui gagne les élections municipales à Lima en 1986 et nomme Alfonso Barrantes comme maire, et obtient aussi plusieurs autres mairies et sièges parlementaires.

Alors que le processus mène à l'adaptation d'IU à l'Etat bourgeois, l'espace de l'extrême gauche commence à être occupé par Sendero Luminoso (SL – Sentier lumineux), qui fait son apparition armée en mai 1980. Des milliers de militants, déçus de IU et ne trouvant aucune alternative révolutionnaire, y adhèrent.

Le parti tardait à comprendre cette nouvelle situation et à se réorganiser. Cela signifia de nouveaux reculs et des crises, qui se manifestaient dans l'affaiblissement de nos rangs. Napurí lui-même s'en va et s'installe en Argentine. Un congrès, réalisé en 1987, sera une tentative pour réarmer le parti, mais à la désorganisation s'ajoute une crise chronique de la direction, ce qui finira par enterrer les petites avancées, provoquant ainsi de nouveaux reculs.

Malgré cela, la situation politique continue à offrir des opportunités dans lesquelles nous intervenons. En 1987, Alan Garcia décide de nationaliser les banques et provoque une offensive réactionnaire des banquiers, avec à leur tête Mario Vargas Llosa. Seul le PST, avec son groupe dans la Banque de Crédit du Pérou (BCP), dirigé par Magda Benavides et Luis Bordo, se bat en défense de la nationalisation des banques sans indemnisation et sous contrôle des travailleurs, dénonçant le manque de conséquence de l'APRA, et la trahison de l'IU qui soutient les banquiers.

Dans cette nouvelle situation politique de recul, nous marchions à contre-courant. La droite finira par imposer au gouvernement la dévolution des banques aux banquiers et le parti paiera très cher sa hardiesse : la BCP ne reconnaît plus la direction classiste de nos camarades et cède le syndicat au PC, qui le liquidera par la suite.

En même temps, à Lima, nous gagnons une importante insertion dans le secteur du textile, qui menait à cette époque un long processus de lutte en défense du salaire indexé et contre la fermeture d'usines. Les grèves minières de 1988 et 1989, dans lesquelles nous étions parmi les protagonistes,

Las pruebas presentadas por el Senador Ricardo Napuri Schapiro al TRIBUNAL MORAL

Lima, marzo de 1982

Precio $ 400

Les preuves apportées par le sénateur Ricardo Napuri au Tribunal moral.



Drapeaux du PST, lors d'un rassemblement au centre de Lima, le 12 juillet 2012.

constituent le chant du cygne de la classe travailleuse. La première avait comme exigence la reconnaissance du *Pliego Unico* (une sorte de cahier de charges de revendications) et elle est victorieuse. La deuxième aura lieu un an plus tard, dû au refus du patronat d'appliquer ce *Pliego,* et cette lutte se perd, suite à l'isolement provoqué par la centrale syndicale (la CGPT) et IU. L'échec de cette grève mènera à des licenciements massifs et l'ensemble de la classe ouvrière vivra un repli dont elle ne se récupère plus jusqu'après les années 2000.

Ce repli global créa les conditions pour la déroute électorale de IU en 1990 et la victoire de Fujimori, qui installa peu après par voie putschiste une décennie réactionnaire.

Recul dans les années 1990 et crise et rupture du PST

Sous le nouveau gouvernement, il n'y avait plus que Sendero Luminoso sur la scène politique, qui lançait alors une vague d'attentats terroristes dans la capitale, là où sa direction venait de se déplacer, suite à d'importants échecs dans la campagne. Mais ses actions n'apporteront que plus d'isolement et de rejet envers SL, créant ainsi un climat réactionnaire pour demander « ordre » et « paix », renforçant le putsch de février 1992. Peu après, le nouveau régime arrête la direction de SL, y compris Abimael Guzmán (le camarade Gonzalo), ce qui signifie un coup dur pour tout son mouvement.

Cette déroute, ensemble avec les mesures-chocs appliquées par Fujimori pour arrêter l'hyperinflation, sera la base pour la consolidation de son pouvoir réactionnaire et le lancement d'une vague de réformes néolibérales avec lesquelles il détricota les acquis économiques, sociaux et démocratiques de la période précédente.

Cette situation avait en outre comme toile de fond de la situation mondiale la chute du mur de Berlin et amena une vague réactionnaire avec l'idée de « l'échec du socialisme ». Ces conditions objectives, dans le cadre de la crise de la LIT, font que le PST, noyé déjà dans une crise profonde, explose. Un groupe, dirigé par quelques-uns de ses fondateurs, rompt le parti et mène à la démoralisation et l'éloignement d'une grande partie des militants de Lima. N'importe quel argument était valable pour le besoin de la cause. Dans cette crise, seule une minorité de dirigeants, presque tous de l'intérieur du pays, défendaient le PST et la LIT-QI.

Le petit groupe résiduel s'occupait pendant ces années à accompagner les discussions dans l'Internationale et à maintenir la continuité de ceux qui restaient.

Vingt ans plus tard, la réalité elle-même fait le bilan de l'orientation assumée par chacun des secteurs face à tous ces événements. Une organisation ne se rompt pas ainsi comme si rien n'était, en particulier le PST, construit avec d'importants efforts. Et si c'est le cas, profitant de certaines conjonctures, cela se paie cher. Le groupe liquidateur flétrissait et en arriva presque à la disparition, alors que la LIT-QI et le PST, qu'ils ont essayé de détruire, se sont reconstruits, maintiennent la continuité historique de leur bataille et ont actuellement une présence active dans la lutte de classes. C'est le bilan et la leçon irréfutable de tous ces faits.

La nouvelle réalité et ses opportunités

Le PST commença à se reconstruire en intervenant dans la lutte contre la dictature de Fujimori, en s'insérant dans la jeunesse, en structurant ses principaux cadres dans la classe ouvrière, et en reprenant ses concepts traditionnels de fonctionnement comme une organisation bolchevique.

Il se reconstruit aussi en faisant partie active de la reconstruction de l'internationale. En 2010, nous avons fait un bond en avant. Dans le cadre de la réincorporation de la CITO à la LIT, la Ligue Socialiste (LS) fusionna avec le PST, ce qui en réalité représentait la réintégration d'un groupe de vieux camarades qui s'étaient éloignés lors de la rupture de 1992.

Le nouveau contexte dans lequel le PST se construit est plein de défis. Le rétablissement de la démocratie révèle une nouvelle configuration sociale et politique, nullement comparable à celle du passé. Le modèle « néolibéral » fonctionne avec succès pendant presque une décennie, permettant d'unifier toute la bourgeoisie et une nouvelle classe moyenne autour de lui, alors que la conscience de la nouvelle classe travailleuse et de la jeunesse est marquée par les préjugés construits autour des événements de la fin des années 1980 et les débuts des années 1990. D'autre part, le régime « démocratique », avec un très haut composant réactionnaire, sert de justification pour l'adaptation des appareils de la soi-disant « gauche » et pour limiter les luttes revendicatives des travailleurs. Ce phénomène s'aggrave avec l'entrée en fonction de Humala, parce que ces secteurs sont cooptés directement par l'Etat

A l'autre extrême apparaît le Movadef, construit sur base de ce qui reste de SL, avec une politique encore plus abjecte (proposant l'amnistie pour leurs prisonniers et pour Fujimori) et un « *accord de paix pour la réconciliation nationale* ».

C'est ainsi que, en même temps qu'il existe de nouveaux obstacles pour le développement de la lutte ouvrière et populaire, et surtout pour la construction du parti, un grand espace s'ouvre pour la construction de nouvelles directions pour les luttes. Dans celles-ci, le PST engage toutes ses énergies pour pouvoir mettre sur pied de nouvelles références de lutte dont la classe travailleuse et la jeunesse ont besoin. C'est dans ces espaces que nos rangs vont se renforcer avec les meilleurs éléments, car il ne sera pas possible d'avancer dans ces projets sans fortifier le parti.

Dans le contexte de crise mondiale capitaliste, la croissance économique commence à diminuer et Ollanta Humala et la CONFIEP accélèrent les plans d'ajustement pour les travailleurs afin de limiter la chute des taux de bénéfice. Cela produira de nouvelles crises et conflits de classe, posant la question de la nécessité croissante de nouvelles organisations de lutte, avec un programme d'indépendance de classe, avec démocratie ouvrière et avec un parti vraiment des travailleurs, capable de les construire.

Au début des années 1940, nous avons commencé ce long chemin qui a pris forme et présence avec la fondation du PST en 1974 ; et dans les années 2000, nous sommes parvenus à nous remettre sur pied. Aujourd'hui, insérés dans les organisations ouvrières et de la jeunesse, avec une nouvelle génération de militants, nous nous préparons à faire face à de nouveaux défis, en y mettant toute notre expérience et notre énergie ; la tâche est la même, celle qu'un jour des hommes et femmes ont décidé de mettre en œuvre et qui est pour nous incontournable : la construction de l'outil politique de la classe travailleuse pour développer ses propres organisations de classe, pour ses propres objectifs, dans la perspective de la conquête de sa libération et de celle de tous les opprimés et exploités.

Nous le faisons en rendant hommage à des dirigeants comme Ricado Napurí, maintenant à la retraite, à des camardes comme Luis Bordo et Magda Benavides, qui accompagnent ce travail militant ; nous le faisons en mémoire des dirigeants qui se sont dédiés, jusqu'à leur dernier souffle, à la construction du parti et de l'Internationale : José Sicchar, Lucio La Torre, Santos Dávila, entre autres.

Avec cet héritage, avec leur exemple, avec ce qu'ils nous ont appris et avec leur morale révolutionnaire, le PST se propose aujourd'hui comme une véritable option révolutionnaire pour les militants péruviens qui luttent pour un monde meilleur.

Freddy Salazar
militant socialiste depuis 1972 et dirigeant du PST depuis 1979.



Colonne du PST dans une mobilisation récente contre le Projet Conga (d'exploitation minière)

La LPS du Sénégal

La première organisation africaine de la LIT-QI

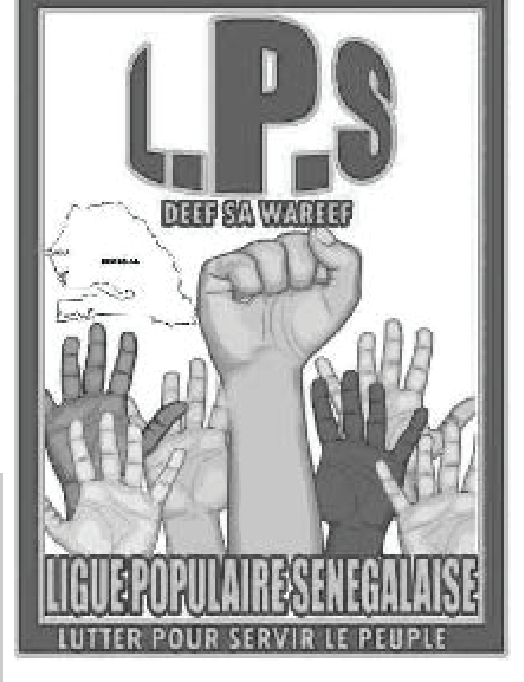
De la rédaction

En avril dernier eut lieu le XIe Congrès de la LIT-QI au Brésil. Il avait déjà commencé quand la délégation de la *Ligue populaire sénégalaise* (LPS) est arrivée pour se joindre aux activités. Les camarades ont été accueillis par de chaleureux applaudissements et beaucoup d'émotion dans l'auditoire. Et il y avait de quoi se réjouir : la LPS est non seulement la plus récente organisation à s'incorporer à la LIT ; elle est aussi sa première organisation en provenance d'Afrique.

La LPS existait déjà lorsqu'elle est entrée en contact avec la LIT via des émigrés sénégalais vivants en Italie et des militants du PdAC dans ce pays. Les relations et les accords se sont approfondis et la LPS a demandé son incorporation à notre organisation internationale, demande qui fut acceptée par le Comité exécutif international de la LIT, comme signalé ci-dessous (voir encadré).

Le travail en commun commence déjà à porter ses fruits. D'une part, grâce à la LPS, notre organisation internationale a la possibilité de connaître de manière directe un pays d'Afrique, une région que l'on ne pouvait appréhender que par la presse. D'autre part, la LIT apporte son aide en collaborant à la formation théorique marxiste des camarades, par des cours et des séminaires de formation, ainsi qu'à la consolidation de l'organisation selon les critères léninistes. Donc, comme dit la tradition des salutations des militants révolutionnaires :

Vive la LPS ! Vive l'Internationale !



LPS

Ligue Populaire Sénégalaise

[illegible]

[illegible]

A Messieurs les membres du comité exécutif de la LIT-QI

Objet : [illegible] de la LIT-QI

Messieurs les membres,

Nous Ligue Populaire Sénégalaise (LPS), venons par cette présente [illegible] LIT-QI

En effet, [illegible] du rôle que la LIT-QI joue [illegible] d'un monde juste et équitable, [illegible], la LPS souhaiterait jouer un rôle de premier plan pour la [illegible] la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI) dans le [illegible].

Dans l'attente d'une future collaboration, veuillez agréer, Messieurs les membres du comité exécutif, l'expression de nos [illegible].

Le Secrétaire Général

[illegible] LPS

São Paulo, le 9 octobre 2013

Au camarade El hadji Falilou Wade

A tous les membres de la Ligue populaire du Sénégal (LPS)

Camarades :

Nous vous informons que le Comité exécutif international de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI), qui s'est réuni du 15 au 21 septembre, a examiné avec beaucoup de fierté et de joie la demande de la LPS du Sénégal d'être reconnue comme membre sympathisant de notre organisation, demande qui a été acceptée favorablement. Vous devenez donc la première organisation africaine liée à l'Internationale.

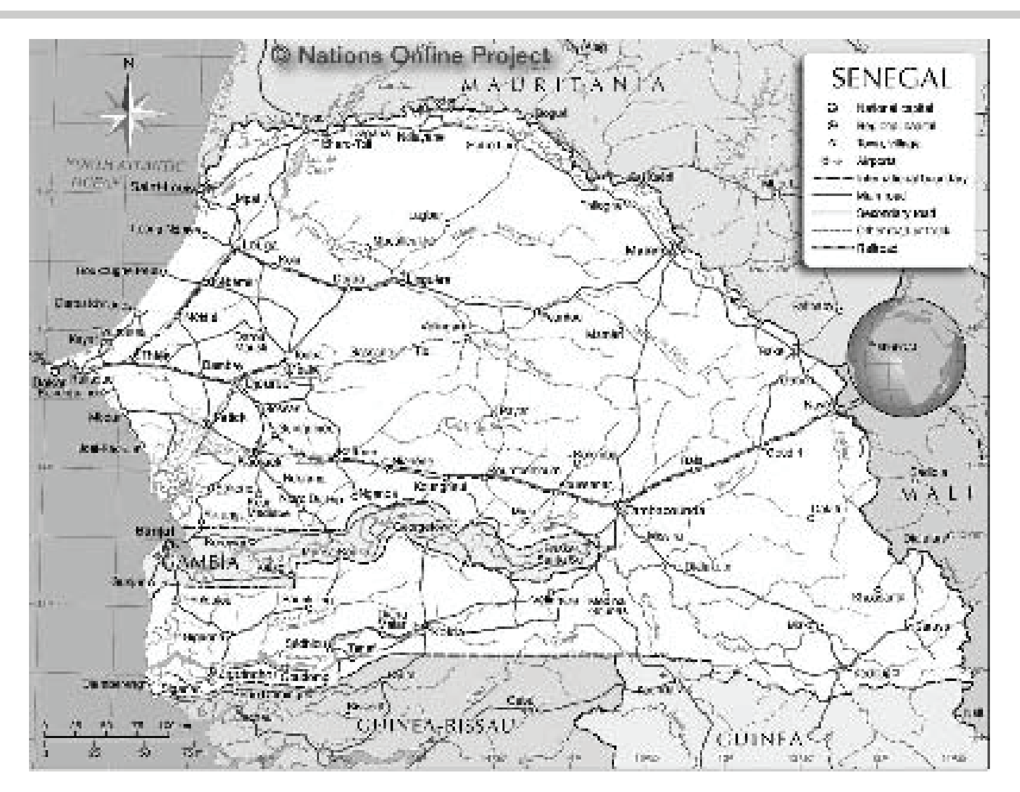
En tant qu'organisation sympathisante de la LIT, vous recevrez dès à présent notre bulletin d'informations internationales. Et, étant donné que la réunion du Comité exécutif international a décidé d'ouvrir notre période de précongrès, qui met en route les discussions pour notre XIe Congrès qui se tiendra en avril 2014, vous recevrez à partir de maintenant les documents qui seront en débat dans notre Congrès, ainsi que la Convocation, y compris la réglementation correspondante qui détermine aussi les conditions dans lesquelles les organisations sympathisantes comme la LPS peuvent participer à la présentation de matériaux et de contributions.

Ces documents vous seront envoyés par notre sous-centre européen, qui assurera les traductions en français, et à travers duquel la LPS pourra établir des relations régulières avec la LIT. [...]

En outre, vous serez en contact à partir de maintenant avec le sous-centre européen, auquel vous devez vous adresser pour toute question ou initiative.

Avec toute notre estime et une chaleureuse salutation,

SECRETARIAT INTERNATIONAL
Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale

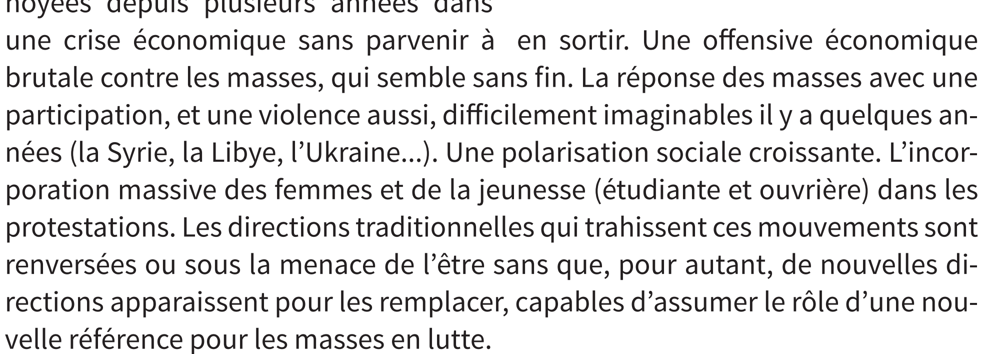


Les éditions ***Marxismo Vivo*** présentent...

Le livre du XIe Congrès de la LIT-QI



Entre le 6 et le 12 avril dernier a eu lieu le XIe Congrès de la LIT-QI. Le livre avec les documents discutés et les résolutions votées est maintenant disponible (en espagnol). Rarement dans l'histoire de notre organisation internationale, pour ne pas dire jamais, un Pré-congrès et un Congrès ont été aussi controversés. Il ne s'agissait pas seulement de l'un ou l'autre point. Il en était ainsi dans la quasi-totalité des thèmes en débat. Il fallait s'y attendre, car jamais un Congrès ne s'est vu confronté au besoin de faire face à une situation mondiale si explosive et si pleine de contradictions.



Les grandes puissances impérialistes, noyées depuis plusieurs années dans une crise économique sans parvenir à en sortir. Une offensive économique brutale contre les masses, qui semble sans fin. La réponse des masses avec une participation, et une violence aussi, difficilement imaginables il y a quelques années (la Syrie, la Libye, l'Ukraine...). Une polarisation sociale croissante. L'incorporation massive des femmes et de la jeunesse (étudiante et ouvrière) dans les protestations. Les directions traditionnelles qui trahissent ces mouvements sont renversées ou sous la menace de l'être sans que, pour autant, de nouvelles directions apparaissent pour les remplacer, capables d'assumer le rôle d'une nouvelle référence pour les masses en lutte.

Comment les révolutionnaires répondent-ils à ces nouvelles situations ? Ce sont autant de questions qui ont donné lieu à de nombreuses controverses, dont certaines n'ont pas encore été résolues. Deux certitudes se sont toutefois dégagées des débats de ce Congrès. La première est que la mise à jour du programme des marxistes révolutionnaires devient impérative et que ce programme ne peut venir que de l'étude profonde et du débat patient et fraternel entre les différentes positions et nuances. La seconde est que la LIT est un cadre approprié pour assumer les défis programmatiques, car elle est sortie très fortifiée de ce Congrès si controversé, au point d'avoir été en mesure de faire face, dans l'unité, aux crises sectorielles qui se sont produites.

BRÉSIL

UNE NOUVELLE SITUATION DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ET DES TRAVAILLEURS

